Niveau(x) d'enseignement: 1　　　　　　Numéro EDUQ : 8570829
Centre d'intérêt: 950

La Crise faut en parler à l'école : cahier pédagogique. -- [Sainte-Foy] : Centrale de l'enseignement du Québec, 1982.
142 p. : ill. ; 28 cm + 4 jeux.

Titre de la couv. Titres des jeux: Jeux de la solidarité; La bonne alimentation; La vie-perd; Avance-recule. Jeux dans un encart. Code: D-8090. Comprend des bibliogr.

ISBN 2-89061-003-9

Descripteur(s): *Relations école-communauté *Chômage *Education du consommateur *Défavorisé économique *Restrictions budgétaires *Attitude du syndicat *Condition féminine *Personne âgée *Guide pédagogique *Primaire (Niveau) *Secondaire (Niveau)

Identificateur(s) de sujet: *Crise économique

La CEQ, à partir de projets provenant de plusieurs dizaines d'équipes oeuvrant dans l'enseignement, présente à ses membres un cahier pédagogique à utiliser au cours de la dernière semaine d'avril 1982. Le thème abordé est directement relié à la réalité de la crise économique et aux ennuis qu'elle cause à la plupart des gens: chômage, hausse des taux d'intérêt, perte du pouvoir d'achat, coupures dans les services publics, etc. L'école, qui prétend préparer à la vie, ne peut ignorer les éléments qui conditionnent cette vie.

Le document comprend sept chapitres. Chaque chapitre est introduit par un texte spécifiquement préparé pour l'intervention pédagogique par une organisation syndicale ou populaire: suivent quelques lignes pour expliciter les raisons d'en parler à l'école et les objectifs de conscientisation poursuivis, puis finalement les fiches. Chaque fiche propose une démarche en trois étapes: observation de la réalité, analyse de la réalité et transformation de la réalité. Le cahier propose également des jeux, mots mystères, posters, bandes dessinées. Ces éléments sont le plus souvent insérés en encart. Pour chacun, une fiche d'utilisation a été préparée.

Type de document: d

EDUQ 8570829

CAHIER PÉDAGOGIQUE

Centrale
de l'enseignement
du Québec

EDUQ 8570829

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-89061-003-9

table des matières

Avant-propos, 5
Le Bureau national vous invite à l'intervention pédagogique 1982

Introduction, 7
Le cahier pédagogique 1982 comprend des fiches, des bandes dessinées, des mots mystères, des jeux en encart

Chaque chapitre est introduit par un texte spécialement préparé par une organisation syndicale ou populaire

1. Infléchir, modifier, transformer le cours des choses
Confédération des syndicats nationaux (CSN), 12

2. En chômage
Regroupement des groupes de chômeurs et chômeuses, 42

3. La crise et ses effets sur les conditions de vie
Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec (FNACQ), 56

4. La crise multiplie le nombre d'assistés sociaux
Organisation populaire des droits sociaux (OPDS), 76

5. Les retraités sont-ils abonnés aux crises
Association québécoise des retraités et préretraités (AQDR), 88

6. Effets de la crise sur les conditions de vie des femmes
Ligue des femmes du Québec (LFQ), 98

7. Les coupures dans les services publics
Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), 112

fiches

		Préscolaire	Primaire		Secondaire		Collégial
			1er cycle	2e cycle	1er cycle	2e cycle	
0.0	Jeu-test à l'intention des responsables syndicaux						
1.	**La crise en général**						
1.1	L'île ZouZou; Étude de texte, et oeuvre d'imagination		X	X			
1.2	Mots mystères			X	X		
1.3	La Vie-perd; jeu en encart		X	X	X	X	
1.4	Avance-recule; jeu en encart			X	X	X	
1.5	Crise des années trente, crise des années quatre-vingt; interview		X	X	X	X	
1.6	Jeu de la solidarité; jeu en encart				X	X	X
1.7	Des rapports de force; montage d'un dossier de presse					X	X
1.8	Le reflet psychique; discussion et recherche						X
1.9	La politique monétaire du Canada; étude de texte					X	X
1.10	Élargir ses solidarités; correspondance scolaire		X	X			
1.11	Échange inégal; recherche et débat					X	X
2.	**La crise et le chômage**						
2.1	Mises à pied; comptine	X	X				
2.2	Une fermeture d'usine; bande dessinée			X	X		
2.3	Le chômeur; étude d'une chanson					X	X

		Préscolaire	Primaire 1er cycle	Primaire 2e cycle	Secondaire 1er cycle	Secondaire 2e cycle	Collégial
2.4	Le chômage chez les jeunes; histogrammes					■	
3.	**La crise et la consommation**						
3.1	La bonne alimentation; jeu en encart			■	■		
3.2	Administrer un budget; jeu d'achat			■	■		
3.3	Les droits des locataires; sondage, jeu-test			■	■	■	
3.4	Endettement progressif; exercices arithmétiques				■	■	
3.5	Évolution du pouvoir d'achat; calculs exponentiels						■
4.	**La crise et les assistés sociaux**						
4.1	Préjugés; expression orale		■	■			
4.2	Vivre avec 131 $ par mois; discussions				■	■	
4.3	Données sur les assistés sociaux; texte et mathématique				■	■	
4.4	Pouvoir et conflits; jeu d'animation						■
5.	**La crise et les personnes âgées**						
5.1	Un peu de soleil; dessin	■	■				
5.2	Le vécu des personnes âgées; enquête			■			
5.3	Les personnes âgées et la crise; étude de texte, recherche				■	■	
6.	**La crise et les femmes**						
6.1	Toutes sortes de familles; jeu d'association	■	■				
6.2	Travail à temps partiel; réalisation d'une bande dessinée				■	■	
6.3	Les femmes et la pauvreté; texte et histogramme				■	■	■

		Préscolaire	Primaire 1er cycle	Primaire 2e cycle	Secondaire 1er cycle	Secondaire 2e cycle	Collégial
7.	**Les coupures dans les services publics**						
7.1	C'pas possible, bande dessinée	■	■	■			
7.2	Un accident, bande dessinée	■	■				
7.3	La vie ne tient qu'à un fil...tre, expression, bande dessinée		■	■			
7.4	À coup de bistouri; enquête				■	■	■
7.5	Les conditions de vie dans les ateliers; observation					■	■
7.6	Le bruit et la surdité: observation					■	■
7.7	Coupures en éducation; enquête					■	■
7.8	La montée du bénévolat; observation				■	■	
7.9	Les coupures et contrôles en éducation; analyse						■
	Fête du 1er mai				■	■	■

avant-propos

L'an dernier, 20% des effectifs de la CEQ se sont servi des plans de leçon proposés dans le cahier pédagogique: ***Pour créer de nouveaux rapports femmes-hommes.*** *Plus de 350 000 étudiantes et étudiants avaient alors été sensibilisés aux problèmes que doivent affronter les femmes dans notre société.*

Cette année encore, la CEQ, à partir de projets provenant de plusieurs dizaines d'équipes de travailleuses et travailleurs de l'enseignement, est en mesure de présenter à ses membres[1] un cahier pédagogique à utiliser au cours de la dernière semaine d'avril. Le thème abordé est directement relié à la réalité de la crise économique qui crée des tas de problèmes à la plupart des gens: chômage, hausse des taux d'intérêt, perte du pouvoir d'achat, coupures dans les services publics, etc. L'école, qui prétend préparer à la vie, ne peut ignorer les éléments qui conditionnent cette vie.

Alors que les organisations syndicales et populaires lancent un large mouvement d'opposition aux mesures prises par nos gouvernements pour gérer la crise (manifestation du 21 novembre, tournée des présidents des 3 centrales, manifestation du 3 avril...), on comprendra que l'intervention pédagogique 1982 se veut un prolongement de l'action amorcée, en ce sens qu'elle permettra d'étendre la compréhension des effets désastreux des politiques de crise, de rechercher d'autres solutions, de rapprocher les usagers des travailleuses et des travailleurs des services publics.

Parlant de rapprochement entre les uns et les autres, on pourrait difficilement trouver mieux que la participation active de plusieurs groupes syndicaux et populaires à l'intervention pédagogique de la CEQ de cette année. L'implication explicite de la Confédération des Syndicats nationaux (CSN), du Regroupement des chômeurs et chômeuses du Québec, de la Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec (FNACQ), de l'Organisation populaire des droits

(1) On l'a compris, la diffusion de ce cahier se fait auprès des membres et non auprès des étudiantes et des étudiants.

sociaux (OPDS), de l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités et préretraités (AQDR), de la Ligue des femmes du Québec (LFQ) et les lettres d'appui que nous avons reçues sont ici très significatives et nous nous sentons plus forts parce qu'ils sont là.

Le Bureau national de la CEQ invite de façon pressante les membres de la Centrale à contribuer, dans la mesure de leurs moyens, au succès de l'intervention pédagogique 1982. Personne ne peut rester indifférent devant un projet qui permettra de pousser plus loin la lutte aux mesures de crise et à la crise elle-même.

Robert Gaulin

introduction

Le présent document comprend sept chapitres. Chaque chapitre est introduit par un texte spécifiquement préparé pour l'intervention pédagogique par une organisation syndicale ou populaire; suivent quelques lignes pour expliciter les raisons d'en parler à l'école et les objectifs de conscientisation poursuivis, puis finalement les fiches comme tel. Chaque fiche propose une démarche en trois étapes: observation de la réalité, analyse de la réalité et transformation de la réalité.

Procéder par fiches comporte certains inconvénients; en effet, chacune des fiches se veut autonome de sorte qu'on ne retrouve pas dans le cahier un processus qui se développe de façon progressive. Les travailleuses et les travailleurs de l'enseignement sont invités à procéder à une étude attentive du document avant de procéder au choix de l'activité qu'ils entendent réaliser. Il pourra s'avérer nécessaire de faire précéder l'activité d'un cours préparatoire, portant sur la connaissance du vocabulaire, par exemple.

Le cahier pédagogique 1982 est différent de celui de l'an dernier, non seulement par le thème mais aussi par la forme. L'instrument de cette année contient davantage que des fiches pédagogiques: en fait, il présente des jeux, mots mystères, posters, bandes dessinées. Ces éléments sont en général en encart, insérés dans le cahier. Mais pour chacun, une fiche d'utilisation a été préparée: on aura tout intérêt à y référer.

Nous avons reçu du milieu quelque 95 projets. Les participants à la dernière réunion du réseau école[1] ont réduit ce nombre à 55, soit en écartant des projets, soit en fusionnant des fiches. L'équipe nationale, pour des raisons de coût de production surtout, a dû ramener ce nombre à ce qu'il est dans le cahier.

Le projet, on l'aura compris, s'adresse surtout aux enseignantes et enseignants, les projets soumis s'articulant tous dans la classe pour connaître éventuellement un prolongement. C'est surtout lorsqu'un tel prolongement se dessine que la contribution des autres corps d'emploi (personnel de soutien et personnel professionnel) peut prendre un aspect collectif. Chose certaine, c'est que dans le déroulement de chaque projet, leur participation sera souvent sollicitée par des étudiantes, des étudiants ou des groupes d'étudiants! Sans doute existe-t-il aussi d'autres possibilités de collaboration qu'une simple rencontre entre les représentants de différents corps d'emploi permettrait de mettre sur pied.

Rapprocher l'école des préoccupations du milieu devrait être un objectif de tous les jours. Ce cahier pourra servir non seulement au cours de la dernière semaine d'avril 1982, mais pourra être conservé et utilisé dans l'avenir.

---

(1) Le réseau école est formé de représentants d'affiliés; il se réunit à quelques reprises, chaque année, pour promouvoir des projets de la Centrale sur l'école, ou pour analyser des politiques gouvernementales en Éducation.

Cette fiche propose un jeu-test à l'intention de tous ceux et celles susceptibles d'utiliser le cahier pédagogique. Elle sera d'une grande utilité lors de l'assemblée de présentation du cahier au niveau du syndicat et de l'école.

DÉMARCHE

A. En réunion, le responsable demande aux participants de prendre cinq minutes pour cocher les bonnes réponses aux questions suivantes:

1. Lors d'un de ses congrès, la CEQ a adopté une Proposition d'école où une insistance très forte était mise sur la nécessité de faire en sorte que les apprentissages scolaires permettent aux étudiantes et aux étudiants de mieux comprendre la réalité. Ce congrès s'est tenu:

   a) en 1976
   b) en 1978
   c) en 1980

2. Dans le but de rapprocher les apprentissage scolaires de la réalité, la CEQ organisait l'an dernier une intervention pédagogique. Quel en était le thème?

   a) Campagne d'alphabétisation du Nicaragua?

   b) les rapports femmes-hommes?

   c) le manuel du 1er mai?

3. Le cahier pédagogique de cette année traite de plusieurs facettes de la crise économique. Pouvez-vous répondre à ces quelques questions?

   a) Connaissez-vous le montant mensuel des prestations d'assistance sociale versées à un célibataire de moins de 30 ans?

      — 131 $
      — 200 $
      — 315 $

   b) Combien de succursales compte la Banque du Canada?

      — 0
      — plus de 5 000
      — plus de 10 000

   c) Les statistiques démontrent que le taux de chômage chez les jeunes

      — ne varie pas, quel que soit le niveau de scolarité

— est inversement proportionnel au niveau de scolarité

— est proportionnel au niveau de scolarité

d) Pour avoir droit à des prestations d'assurance-chômage, le futur travailleur doit compter combien de semaines assurables?

— 10
— 15
— 20

e) Le seuil de pauvreté pour un couple est établi à 808 $ par mois. L'Association québécoise des retraités et pré-retraités revendique pour ses membres:

— 808 $
— 1 000 $
— 1 212 $

f) Selon une étude menée par le Carrefour des associations de familles monoparentales au Québec, les 3/4 de ces familles vivent sous le seuil de la pauvreté. Combien y a-t-il de familles monoparentales au Québec?

— 50 000
— 100 000
— 200 000

g) 7 chapitres de ce cahier sont introduits par des textes spécialement préparés par des organisations syndicales ou populaires. L'un d'entre eux est signé par la FNACQ. La FNACQ, c'est:

— une fédération d'associations d'agriculteurs

— une fédération d'associations de chômeurs et chômeuses

— une fédération d'associations de consommateurs.

B. Le responsable rappelle les réponses aux participants. (Cf dernière page, à la fin du cahier).

C. Le responsable rappelle aux participants que l'intervention pédagogique de cette année vise à rapprocher les apprentissages scolaires des préoccupations du milieu: la crise.

D. Il présente le cahier: fiches et jeux (en encart). Il choisit soit le jeu la Vie-perd, soit Avance-recule, et présente les situations les plus significatives du jeu. Il rappelle que le jeu la Solidarité est un jeu complexe, intéressant pour les élèves plus âgés et les adultes.

E. Il rappelle que chaque chapitre du cahier est introduit par un texte spécialement préparé pour le cahier par une organisation syndicale ou populaire.

F. Il présente une fiche de son choix par chapitre.

G. Les participants s'entendent sur des modalités d'organisation, de réalisation, de coordination.

H. Les participants prennent connaissance des modalités d'évaluation de l'opération.

REMARQUES:

1. Il serait très intéressant d'obtenir qu'une représentante ou un représentant d'une association de consommateurs, d'un regroupement de locataires, ou de chômeurs puisse livrer un message sur la crise à l'occasion de la rencontre.

2. Une autre façon de procéder serait d'inviter le «Théâtre Parminou» à présenter la pièce: ***Bonne crise, Lucien***. Communiquer avec l'Équipe-école CEQ pour obtenir les coordonnées de cette troupe.

Préambule

1. Matériel nécessaire:

   - papier et crayon pour le banquier
   - de l'argent jouet
   - un dé
   - des jetons de couleur différente correspondant à chacun des joueurs.

2. À l'aide d'une paire de ciseaux, découpez les 30 cartes «Politique de l'État en période de crise» et placer les au centre du jeu dans la surface pointillée réservée à cet effet.

   Faites de même avec les cartes «Solidarité».

Règlements

1. Le nombre idéal de joueurs est de 7. Chacun occupe une fonction précise. L'un d'eux est banquier, un autre est assisté social, un autre est chômeur, trois joueurs sont des travailleurs avec emploi et un autre joue le rôle de Monsieur Grossous. Si plus de 7 personnes voulaient y participer, ces joueurs pourraient être chômeur, assisté social ou travailleur avec emploi. Toutefois, le nombre minimum de joueurs est de 4. Dans ce cas, il n'y a qu'un seul joueur dans chaque voie et Monsieur Grossous — ou un autre joueur — agit à titre de banquier.

2. C'est le hasard qui détermine les rôles. Chaque joueur lance le dé. Le premier obtenant 1 devient assisté social; le premier obtenant 2 devient chômeur; le premier obtenant 6 joue le rôle de Monsieur Grossous. Les autres joueurs sont des travailleurs avec emploi.

3. Au début de la partie, tous les joueurs sont sur la case départ. Chacun reçoit de la banque son revenu mensuel et prend place dans le corridor correspondant à son statut. Monsieur Grossous est le premier à jeter le dé. Le joueur assis à sa gauche est deuxième, et ainsi de suite. Chaque joueur avance d'un nombre de cases égal au chiffre obtenu en jetant le dé.

4. Il existe plusieurs types de cases.

   - PÉAGE OBLIGATOIRE
   - MOBILISATION
   - POLITIQUE DE L'ÉTAT EN PÉRIODE DE CRISE
   - SOLIDARITÉ
   - GRÈVE - INJONCTION
   - **Les autres**

5. Les 9 cases à **PÉAGE OBLIGATOIRE** concernent les revenus, les impôts, l'habitation, l'alimentation, le transport, les vêtements, les allocations familiales, les remboursements et les épargnes. Les joueurs doivent verser ou réclamer les montants indiqués dans leur corridor **chaque fois qu'ils franchissent** ces cases même s'ils ne s'y arrêtent pas. N'oubliez pas de faire vos paiements. Les versements ou les réclamations se font à la banque, à moins d'indication contraire.

   Les joueurs endettés doivent effectuer leurs versements à la banque lorsqu'ils franchissent la case **«REMBOURSEMENT»**. De même, les joueurs épargnants effectuent des **dépôts** et réclament leurs intérêts lorsqu'ils franchissent la case **«ÉPARGNE»**.

   Notez cependant que tous les joueurs peuvent emprunter de la banque en tout temps, où qu'ils soient sur le jeu (en respectant leur marge de crédit). Ils effectueront leur premier versement en franchissant la case **«REMBOURSEMENT»**. Comme les prêts ne se font que par tranches de 1 000 $, des versements de 100 $ par tour (par mois) permettront de rembourser 1 200 $ en douze tours (un an). Une personne peut rembourser son emprunt total en tout temps.

6. Les cases **MOBILISATION** ne sont accessibles qu'aux travailleurs avec emploi, aux chômeurs et aux assistés sociaux. Un joueur qui arrive sur une telle case peut attendre un autre joueur car une telle case ne devient utile que lorsque 2 joueurs (ou plus) s'y retrouvent simultanément. En tel cas, les joueurs qui s'y trouvent peuvent décider d'y demeurer en attendant Monsieur Grossous. Tout joueur qui prend la décision d'attendre doit jeter le dé lorsque son tour vient de jouer et verser à la banque 10 fois le montant obtenu. Même chose lorsque le

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ

Vous avez tondu la pelouse de M. Grossous. Réclamez-lui

20 $ 20 $ 20 $

Bon film à la télévision — Cinéma

LOISIRS

Payez 20 $

L'État achète de M. Grossous une entreprise qui ne rapporte plus de profit. Taxes indirectes:

50 $ 100 $ 150 $

Soins dentaires gratuits pour les jeunes de moins de 15 ans.

Payez à M. Grossous

HABITATION

200 $ 330 $ 330 $

Vous peinturez la maison de M. Grossous. Réclamez-lui

100 $ 100 $ 100 $

Les contributions de M. Grossous sont déductibles d'impôt; il faut taxer tous les autres contribuables en conséquence.

25 $ 50 $ 100 $

SOLIDARITÉ

Réclamez 100 $ ou pigez une carte S.

GRÈVE 20 INJONCTION

Par la publicité, M. Grossous convainct les chômeurs et les assistés sociaux que ce sont les grèves, les syndicats et les travailleurs égoïstes qui provoquent les fermetures d'usines.

Jetez les dés trois fois, multipliez la somme par 10 et versez le produit à M. Grossous.

SOLIDARITÉ

Réclamez 100 $ ou pigez une carte S

MOBILISATION

MOBILISATION

Vous peinturez l'entrée de la maison de M. Grossous. Réclamez

50 $ 50 $ 50 $

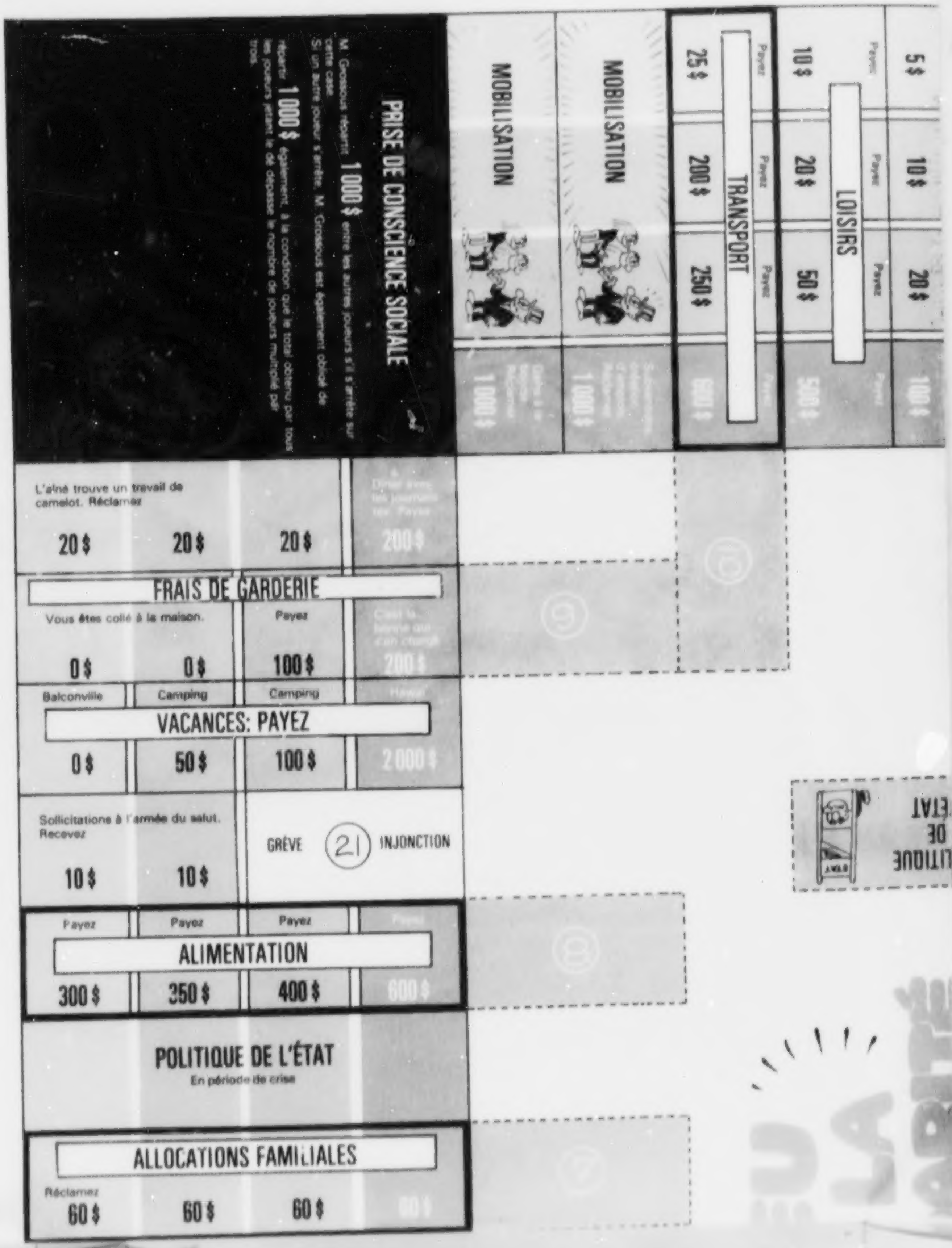
POLITIQUE DE L'ÉTAT

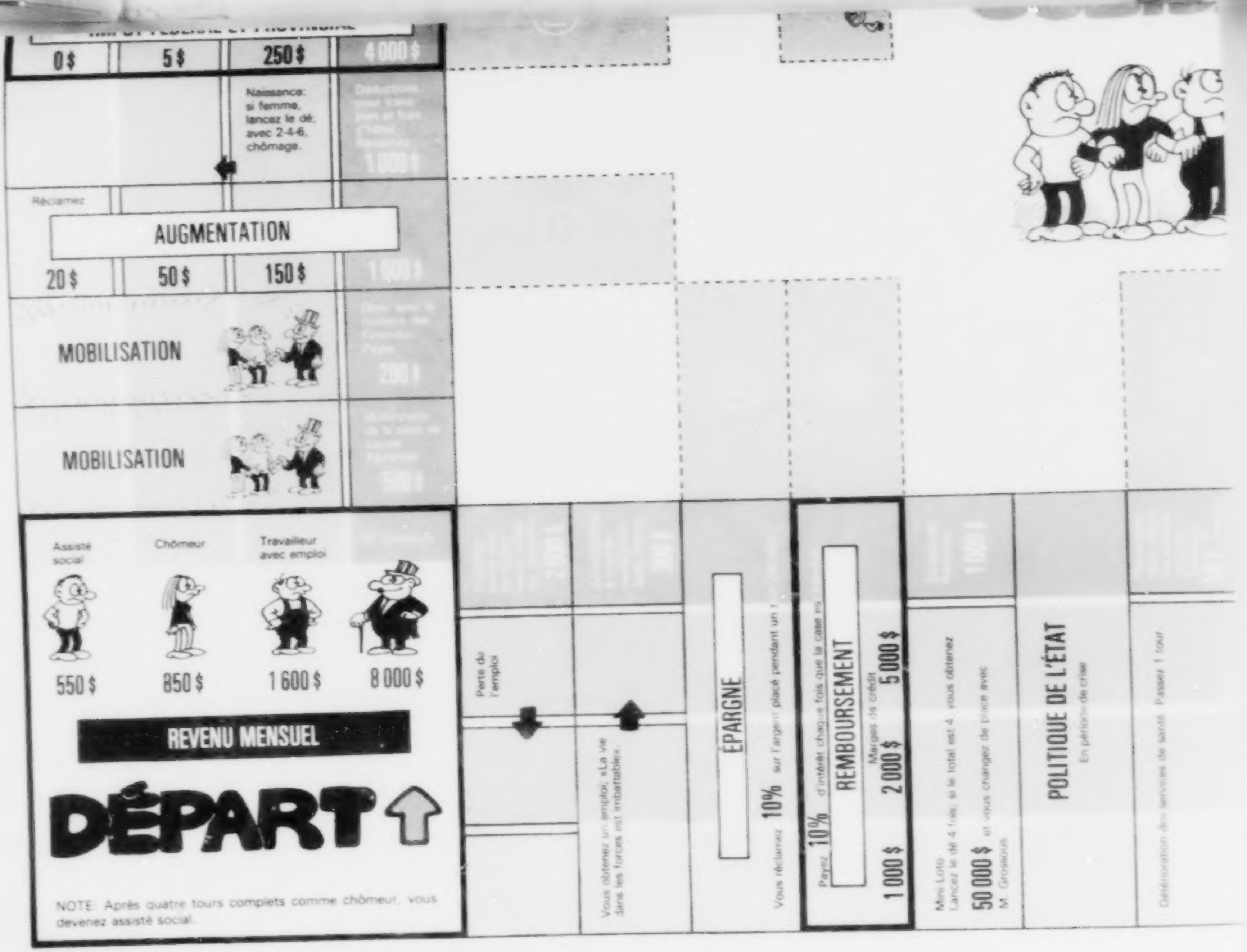
En période de crise

Payez Payez Payez

IMPÔT FÉDÉRAL ET PROVINCIAL

SOLIDARITÉ


PRISE DE CONSCIENCE SOCIALE
M. Grossous répartit 1 000 $ entre les autres joueurs s'il s'arrête sur cette case.
Si un autre joueur s'arrête, M. Grossous est également obligé de répartir 1 000 $ également, à la condition que le total obtenu par tous les joueurs jetant le dé dépasse le nombre de joueurs multiplié par trois.
MOBILISATION
1 000 $
MOBILISATION
1 000 $
TRANSPORT
Payez
25 $
200 $
250 $
600 $
LOISIRS
Payez
10 $
20 $
50 $
500 $
5 $
10 $
20 $
100 $
L'aîné trouve un travail de camelot. Réclamez
20 $
20 $
20 $
200 $
FRAIS DE GARDERIE
Vous êtes collé à la maison.
0 $
0 $
Payez
100 $
200 $
Balconville
Camping
Camping
VACANCES: PAYEZ
0 $
50 $
100 $
2 000 $
Sollicitations à l'armée du salut. Recevez
10 $
10 $
GRÈVE
21
INJONCTION
ALIMENTATION
Payez
300 $
350 $
400 $
600 $
POLITIQUE DE L'ÉTAT
En période de crise
ALLOCATIONS FAMILIALES
Réclamez
60 $
60 $
60 $
60 $



© Tous droits réservés

Payez | Payez | Payez

DÎNER À L'ÉCOLE

20 $ | 30 $ | 40 $

Payez | Payez | Payez

ACTIVITÉS ÉTUDIANTES

5 $ | 10 $ | 15 $

Payez | Payez | Payez

MATÉRIEL SCOLAIRE

50 $ | 50 $ | 50 $

Vous pouvez rejoindre une case où la mobilisation est actuellement en cours.

Perte de l'emploi

Payez | Payez | Payez

VÊTEMENTS

10 $ | 20 $ | 50 $

Vous lavez les autos de M. Grossous. Réclamez

20 $ | 20 $ | 20 $

Votre usine a déjà fermé ses portes.

Fermeture d'usine. Jetez le dé. Si homme: 1-2 ou femme: 1-2-3, chômage.

GRÈVE (13) INJONCTION

SOLIDARITÉ

Réclamez **100 $** ou pigez une carte S.

Bureau d'assurance-chômage

Un emploi est disponible. Jetez le dé; avec un 5 ou un 6, vous obtenez le poste.

Si vous êtes une femme, vous ne l'obtenez qu'avec un 6.
Poste obtenu? Passez à DÉPART comme travailleur avec emploi, avec salaire.

SOLIDARITÉ

Réclamez **100 $** ou pigez une carte S.

MOBILISATION

MOBILISATION

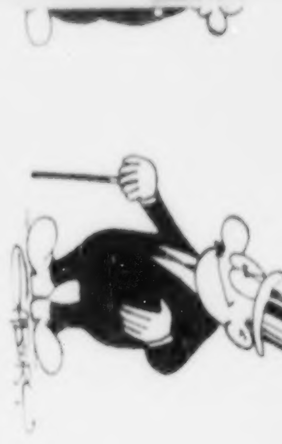
POLITIQUE DE L'ÉTAT

En période de crise

Vous gardez les enfants de M. Grossous. Réclamez

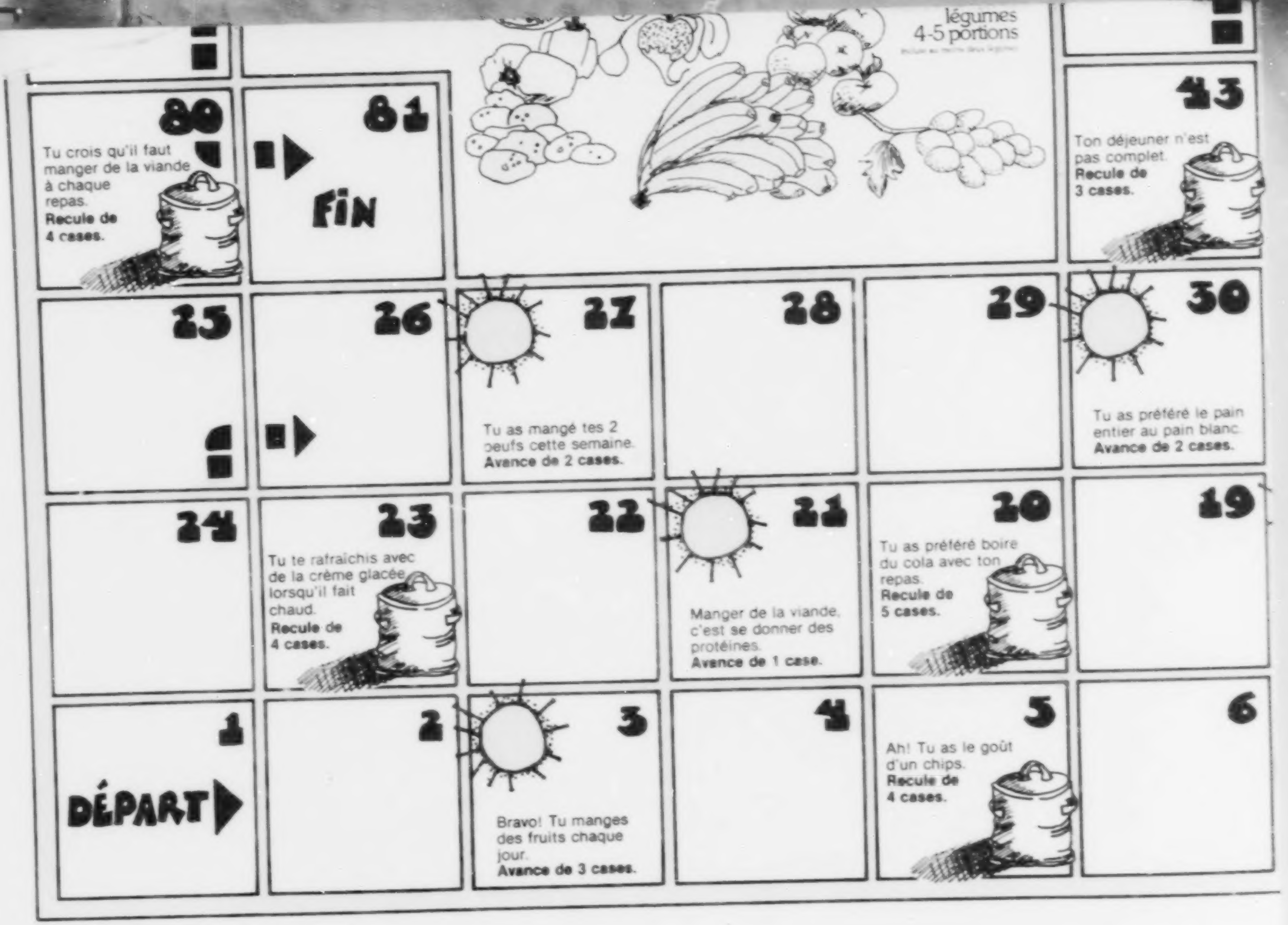
20 $ | 20 $ | 20 $

CADEAUX D'ANNIVERSAIRE



PO

L



© Tous droits réservés.

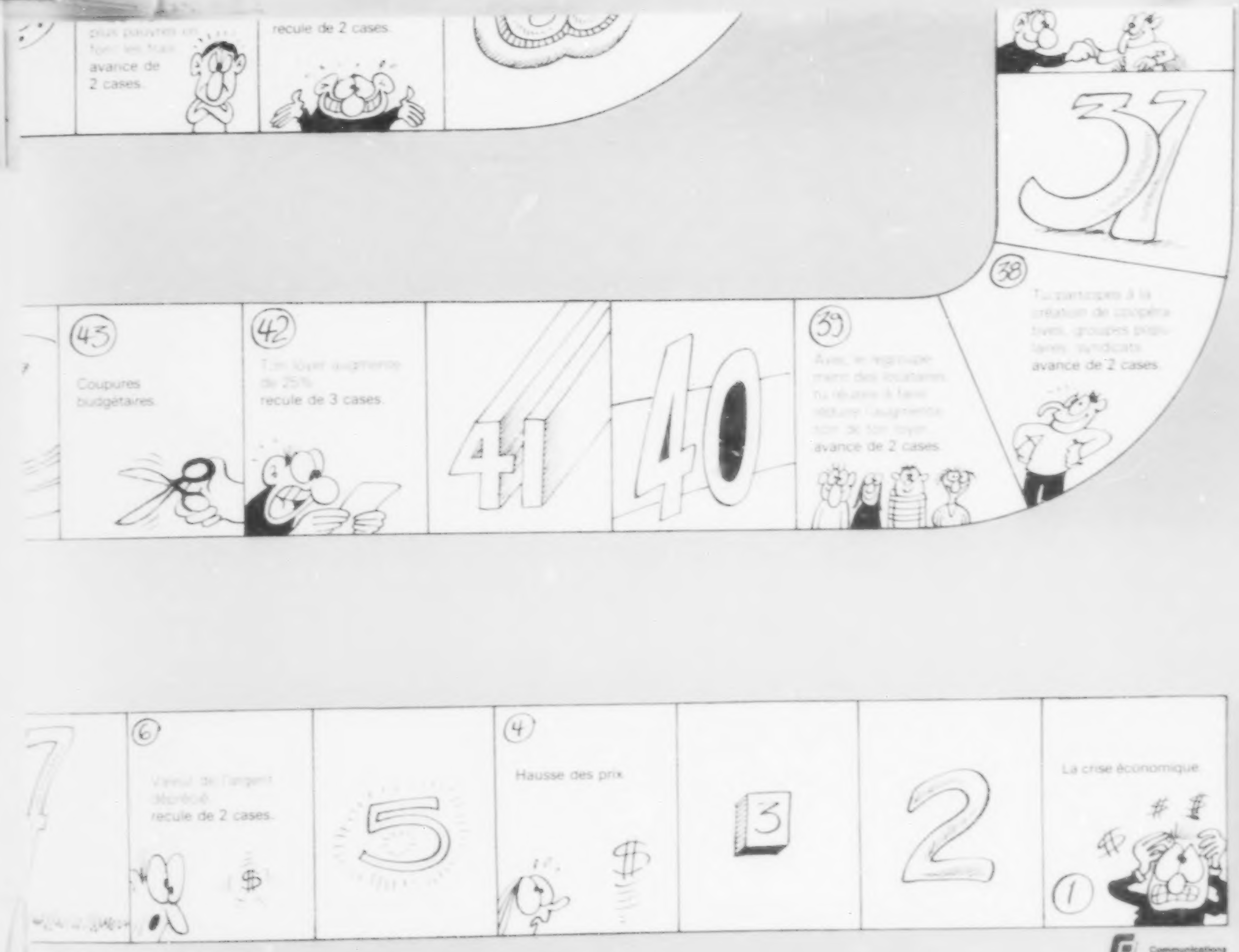
	haricots font partie de ton alimentation. **Avance de 2 cases.**				
42	41 Tu manges du chocolat régulièrement. **Recule de 6 cases.**	40	39	38 Tu ne manges pas de légumes à chaque jour. **Recule de 3 cases.**	37
31	32	33 Tu prends double portion de patates. **Recule de 4 cases.**	34 Tu as choisi une grappe de raisins, de préférence à un chips. **Avance de 3 cases.**	35	36 Tu as mangé une carotte crue pour collation. **Avance de 1 case.**
18 Excellent. Tu manges du poisson chaque semaine. **Avance de 1 case.**	17	16 Tu as trop de bonbons. **Repart à zéro.**	15	14 Hum! Tu manges du bon foie de boeuf. **Avance de 4 cases.**	13
7	8 Tu as hâte à la journée patates frites. **Recule de 7 cases.**	9 Félicitations. Tu bois ton lait comme ça te plaît. **Avance de 2 cases.**	10	11	12 Tu as pris 2 portions de gâteau hier. **Recule de 1 case.**

Communications CEQ

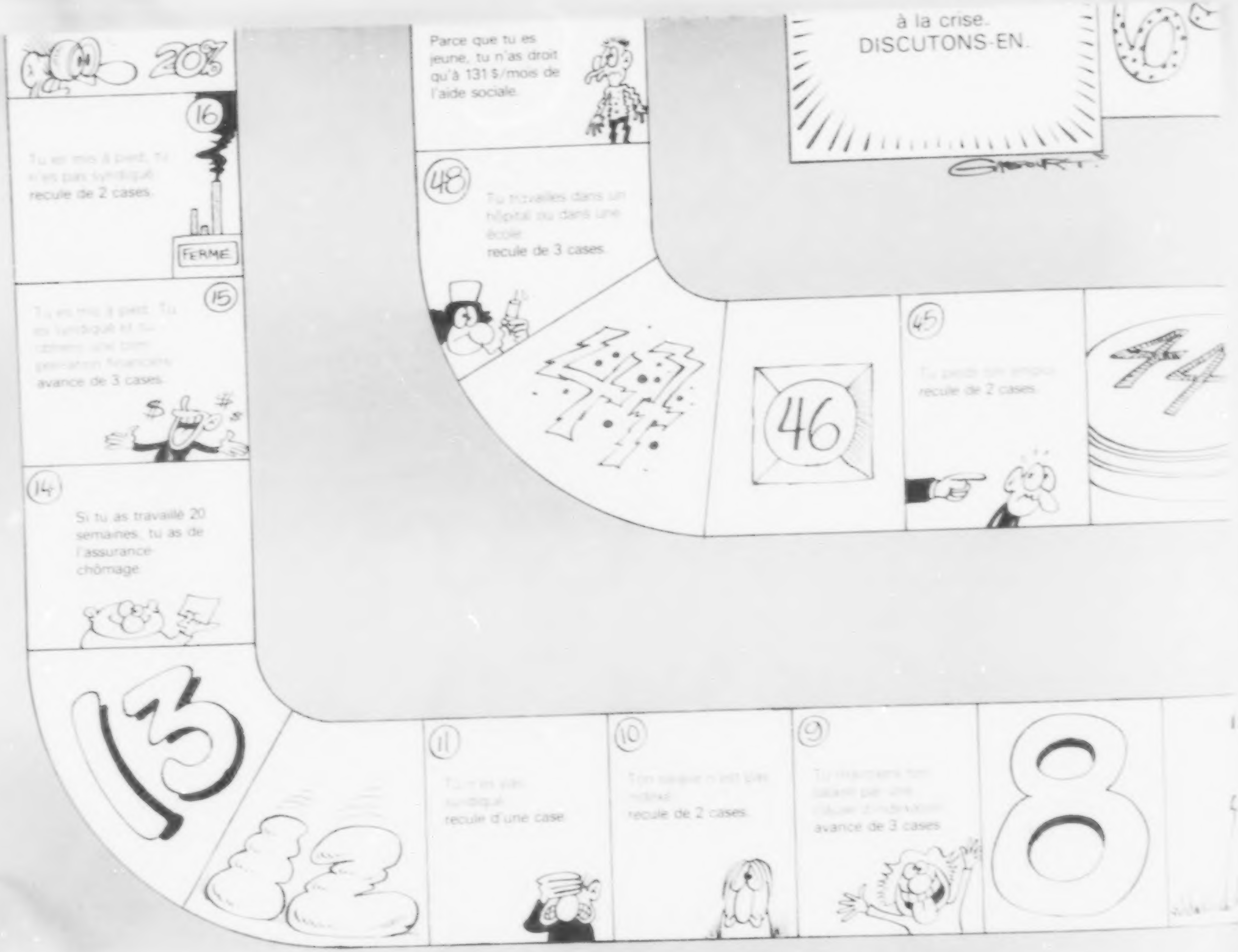
LA BONNE ALIMENTATI
76
75
Tu n'as pas mis ton papier dans la poubelle. **Recule de 2 cases.**
74
73
72
71
Mangeons des oranges durant l'hiver, elles remplacent le soleil. **Avance de 3 cases.**
77
Tu bois régulièrement de l'eau. Bravo! **Avance de 4 cases.**
78
79
58
57
44
lait et produits laitiers
viande et substituts 2 portions
pain et céréales 3-5 portions
fruits et

ON

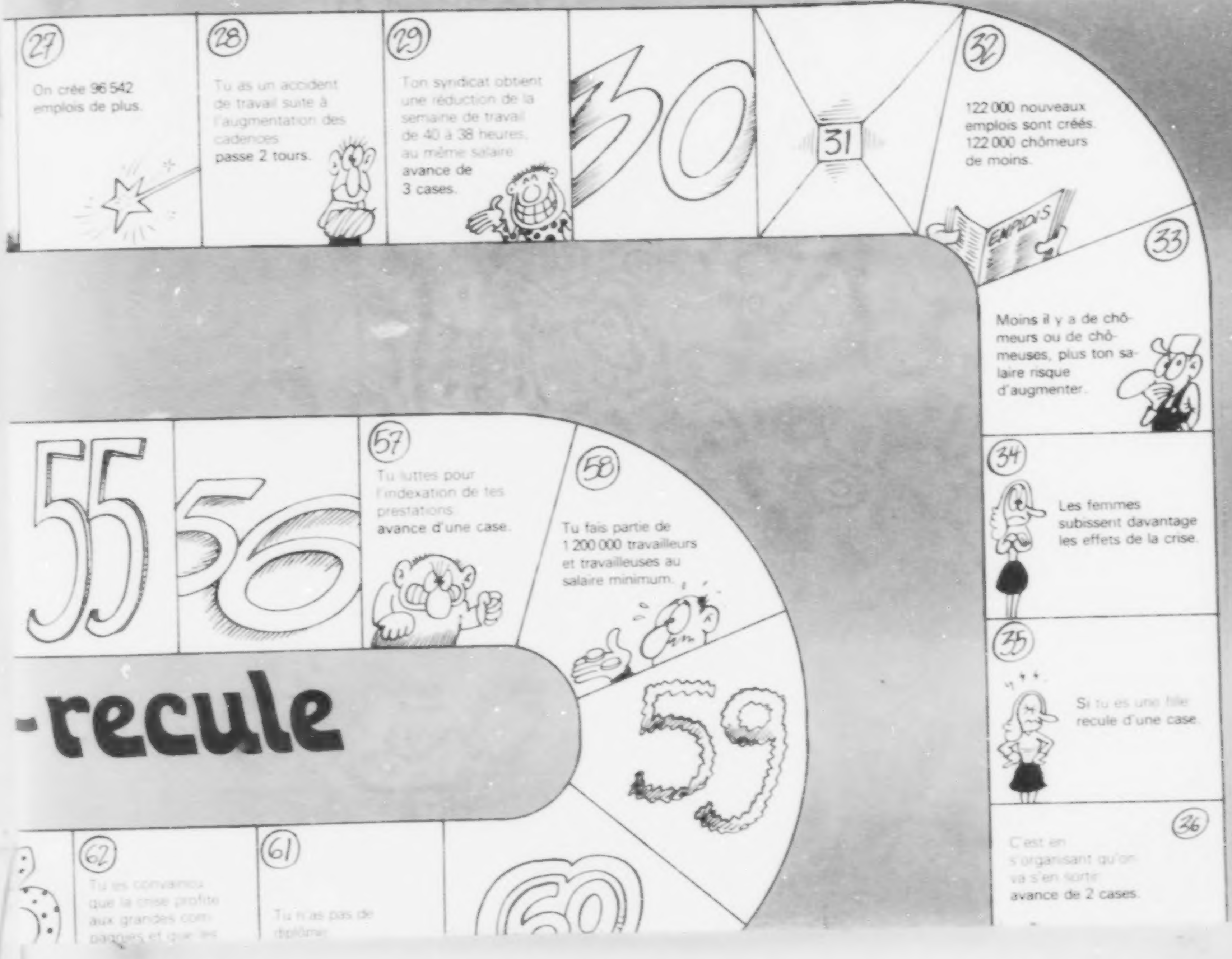
70	69	68	67 Tu achètes des céréales pour la prime. **Recule de 4 cases.**	66 Tu as préféré une belle pomme à un sac de bonbons. **Avance de 3 cases.**	65
59 Tu grignotes entre les repas. **Recule de 4 cases.**	60 Tu préfères la liqueur à du lait. **Recule de 5 cases.**	61	62 Bon! Les produits laitiers t'apportent du calcium pour tes os. **Avance de 3 cases.**	63 Tu préfères des céréales sucrées à des céréales à grains entiers. **Recule de 2 cases.**	64
56 Tu sais bien que les jus sont aussi bons au goût mais meilleurs pour la santé que les liqueurs gazeuses. **Avance de 2 cases.**	55	54 Tu mâches de la gomme baloune régulièrement. **Recule de 5 cases.**	53	52	51 Tu préfères les céréales de blé aux céréales sucrées. **Avance de 4 cases.**
45	46 Bien! Carottes et	47	48 Tu manges avant de te coucher. **Recule de 6 cases.**	49	50

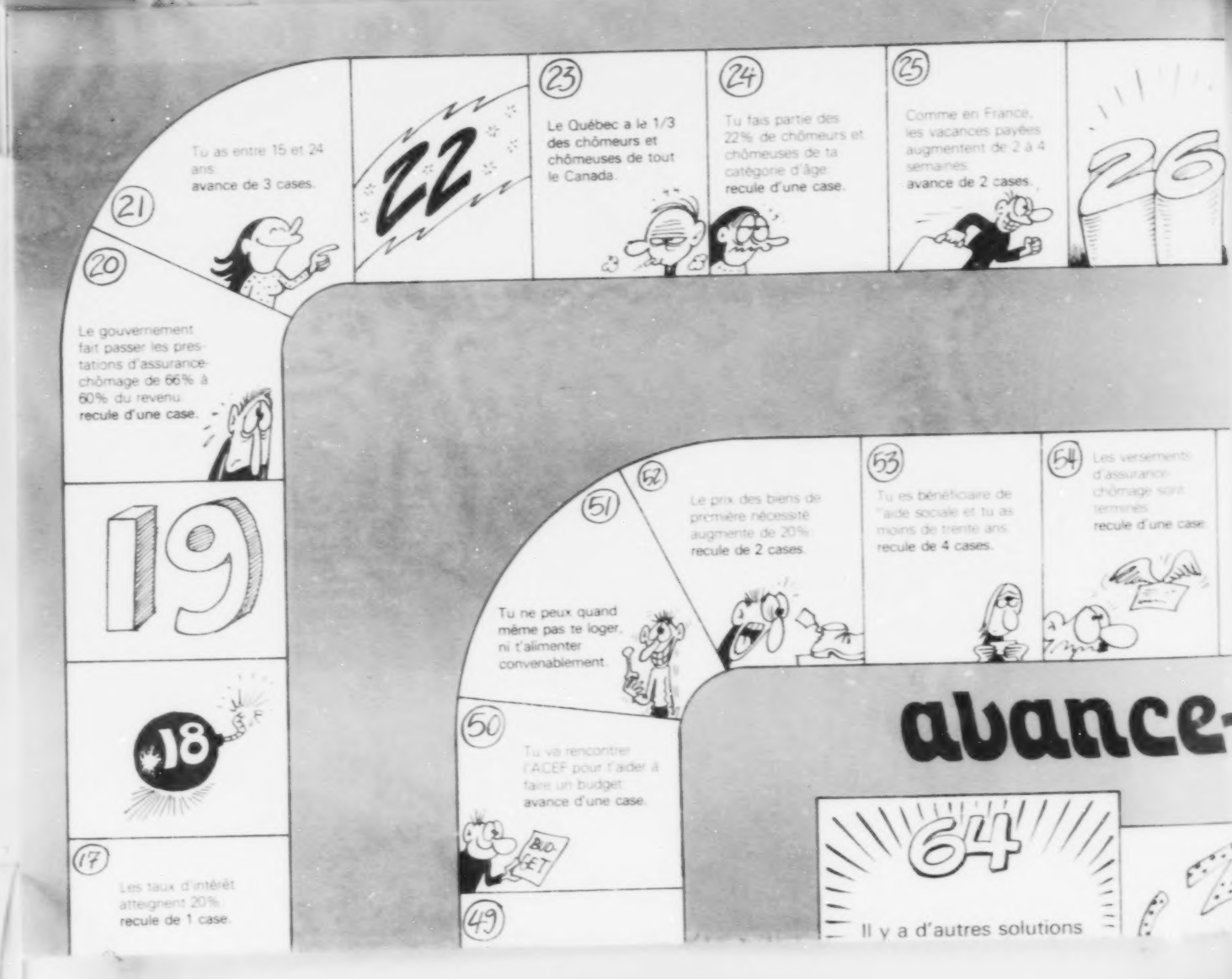


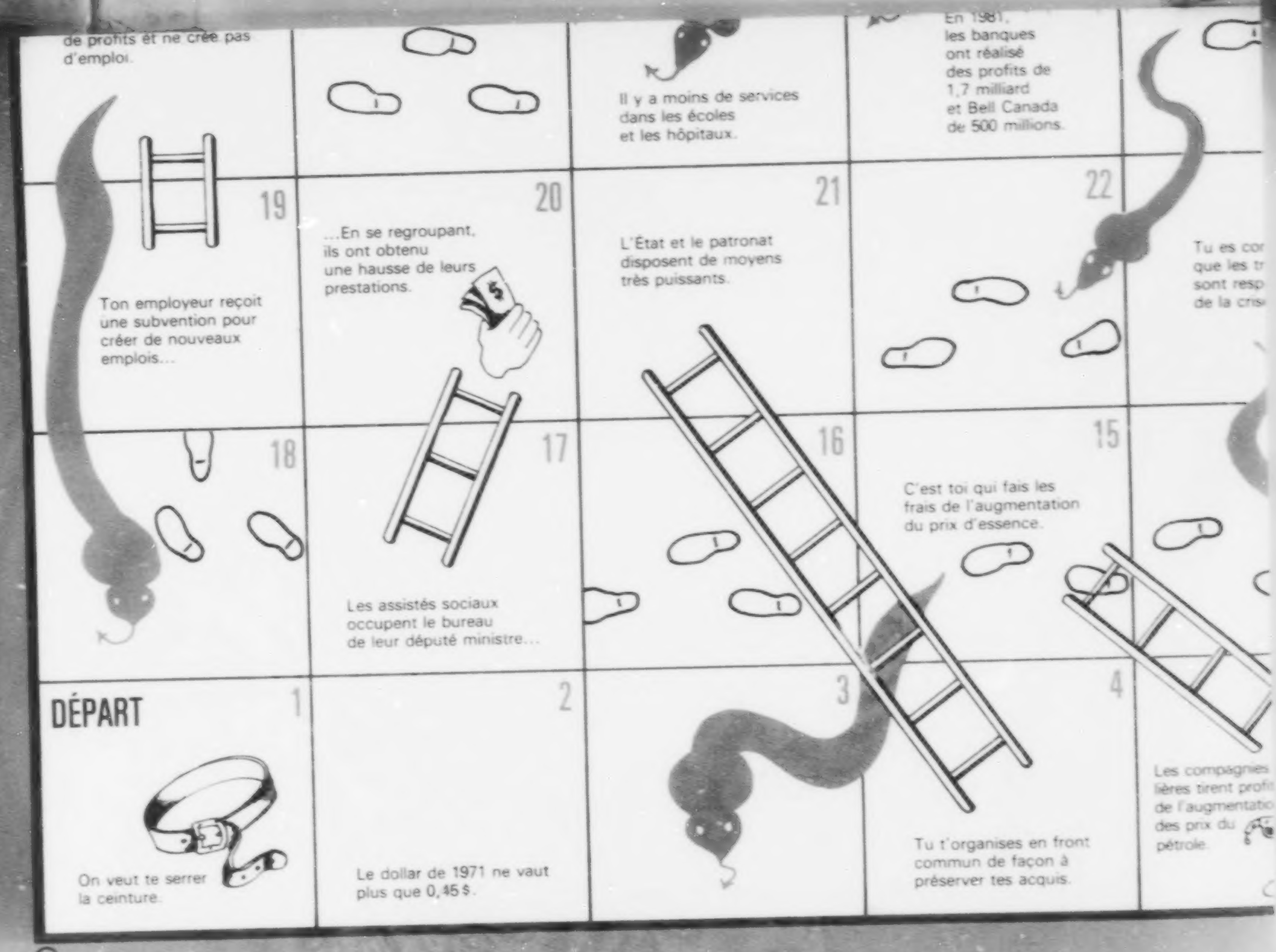
Communications CEQ



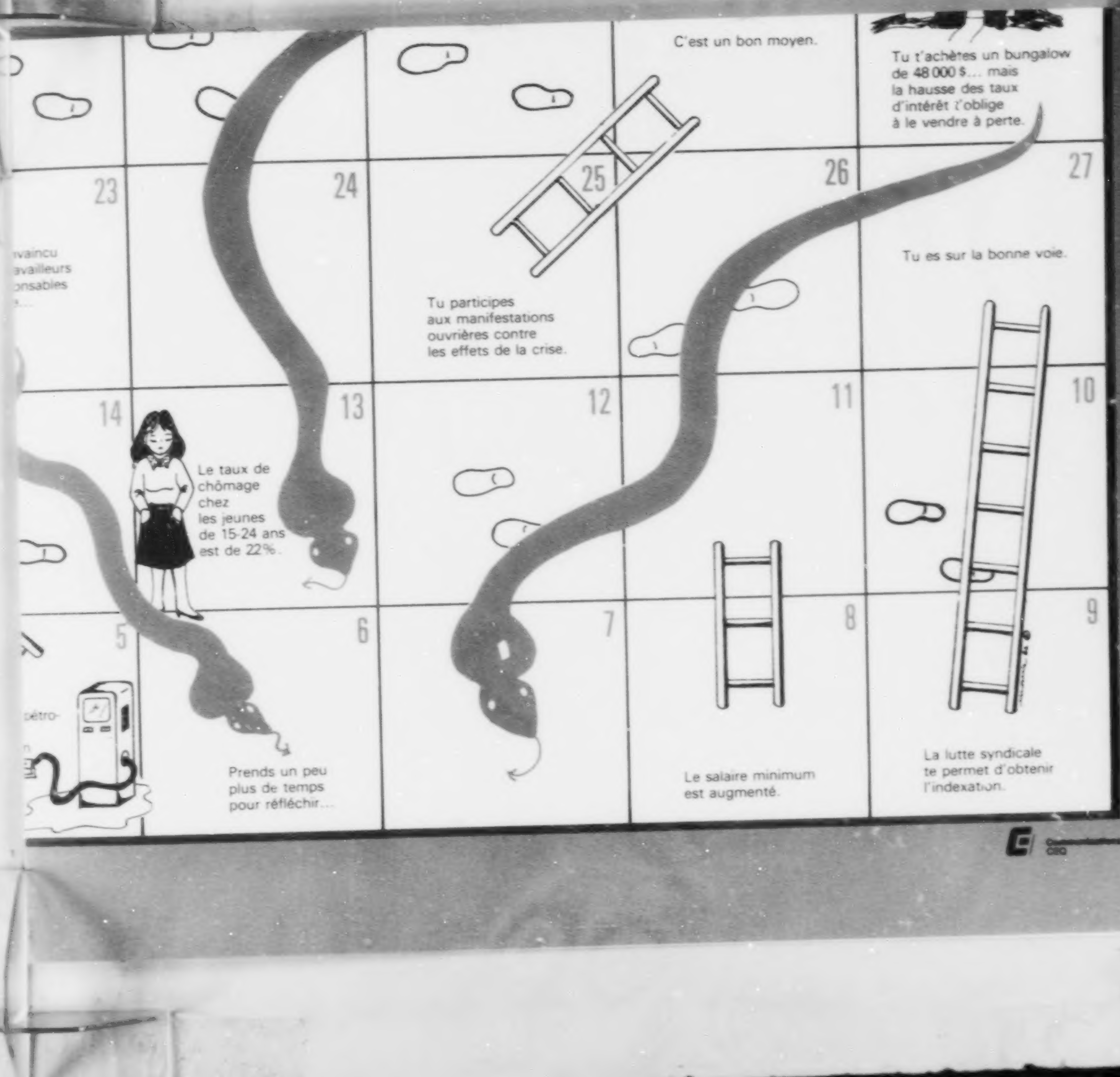
© Tous droits réservés.


27
On crée 96 542
emplois de plus.
28
Tu as un accident
de travail suite à
l'augmentation des
cadences
passe 2 tours.
29
Ton syndicat obtient
une réduction de la
semaine de travail
de 40 à 38 heures,
au même salaire
avance de
3 cases.
30
31
32
122 000 nouveaux
emplois sont créés.
122 000 chômeurs
de moins.
EMPLOIS
33
Moins il y a de chô-
meurs ou de chô-
meuses, plus ton sa-
laire risque
d'augmenter.
34
Les femmes
subissent davantage
les effets de la crise.
35
Si tu es une fille
recule d'une case.
36
C'est en
s'organisant qu'on
va s'en sortir
avance de 2 cases.
55
56
57
Tu luttes pour
l'indexation de tes
prestations
avance d'une case.
58
Tu fais partie de
1 200 000 travailleurs
et travailleuses au
salaire minimum.
59
60
61
Tu n'as pas de
diplôme
62
Tu es convaincu
que la crise profite
aux grandes com-
-recule

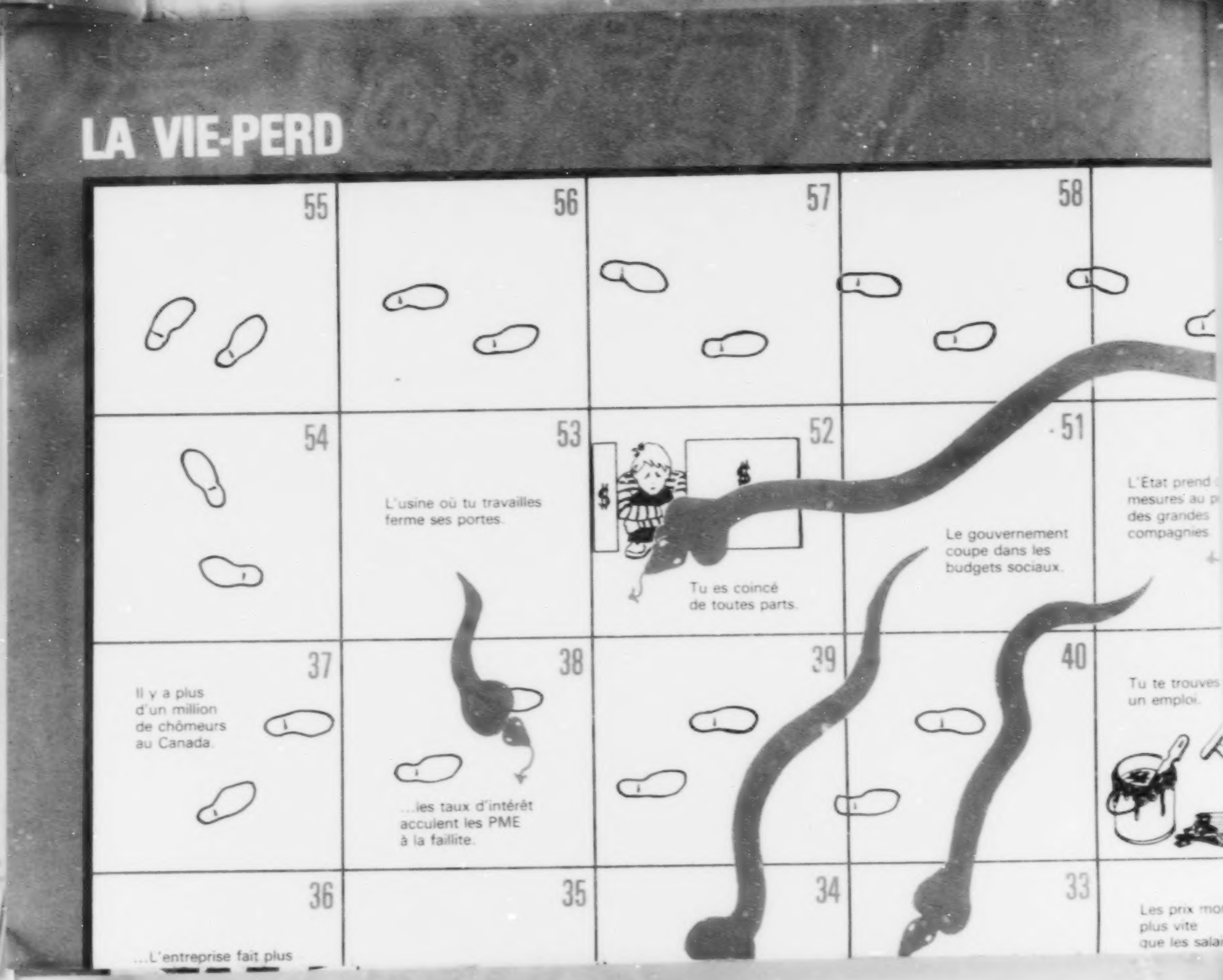

21
Tu as entre 15 et 24 ans.
avance de 3 cases.
22
23
Le Québec a le 1/3 des chômeurs et chômeuses de tout le Canada.
24
Tu fais partie des 22% de chômeurs et chômeuses de ta catégorie d'âge:
recule d'une case.
25
Comme en France, les vacances payées augmentent de 2 à 4 semaines.
avance de 2 cases.
26
20
Le gouvernement fait passer les prestations d'assurance-chômage de 66% à 60% du revenu
recule d'une case.
19
18
17
Les taux d'intérêt atteignent 20%.
recule de 1 case.
51
Tu ne peux quand même pas te loger, ni t'alimenter convenablement.
52
Le prix des biens de première nécessité augmente de 20%.
recule de 2 cases.
53
Tu es bénéficiaire de l'aide sociale et tu as moins de trente ans.
recule de 4 cases.
54
Les versements d'assurance-chômage sont terminés.
recule d'une case.
50
Tu va rencontrer l'ACEF pour t'aider à faire un budget.
avance d'une case.
BUDGET
49
avance-
64
Il y a d'autres solutions

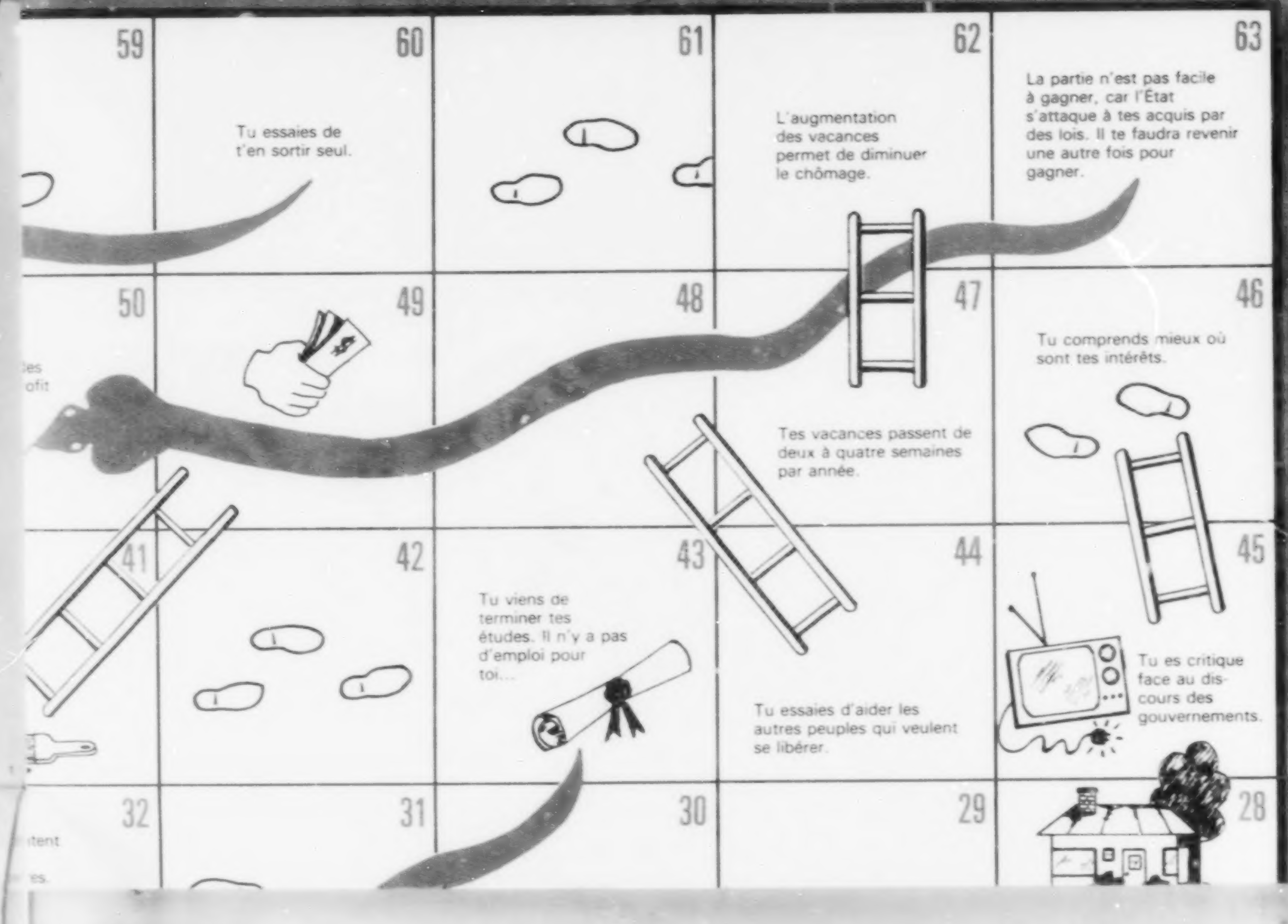


© Tous droits réservés.



C'est un bon moyen.
Tu t'achètes un bungalow de 48 000 $... mais la hausse des taux d'intérêt t'oblige à le vendre à perte.
23
24
25
26
27
Tu participes aux manifestations ouvrières contre les effets de la crise.
Tu es sur la bonne voie.
14
13
12
11
10
Le taux de chômage chez les jeunes de 15-24 ans est de 22%.
5
6
7
8
9
Prends un peu plus de temps pour réfléchir...
Le salaire minimum est augmenté.
La lutte syndicale te permet d'obtenir l'indexation.


LA VIE-PERD
55
56
57
58
54
53
L'usine où tu travailles ferme ses portes.
52
Tu es coincé de toutes parts.
51
Le gouvernement coupe dans les budgets sociaux.
L'État prend
mesures au
des grandes
compagnies.
37
Il y a plus d'un million de chômeurs au Canada.
38
...les taux d'intérêt acculent les PME à la faillite.
39
40
Tu te trouves
un emploi.
36
...L'entreprise fait plus
35
34
33
Les prix
plus vite
que les


59
60
Tu essaies de t'en sortir seul.
61
62
L'augmentation des vacances permet de diminuer le chômage.
63
La partie n'est pas facile à gagner, car l'État s'attaque à tes acquis par des lois. Il te faudra revenir une autre fois pour gagner.
50
49
48
47
Tes vacances passent de deux à quatre semaines par année.
46
Tu comprends mieux où sont tes intérêts.
41
42
43
Tu viens de terminer tes études. Il n'y a pas d'emploi pour toi...
44
Tu essaies d'aider les autres peuples qui veulent se libérer.
45
Tu es critique face au discours des gouvernements.
32
31
30
29
28

premier joueur en attend un deuxième. S'ils tiennent le coup jusqu'à ce que Monsieur Grossous jette un dé qui l'amènerait à franchir la case **MOBILISATION** ou à se retrouver vis-à-vis cette case, Monsieur Grossous doit alors demeurer là où il se trouvait avant de jouer son dernier coup de dé et verser à chaque joueur mobilisé un montant égal à 100 fois le chiffre indiqué par le dé. Pour obtenir ce résultat, les joueurs doivent se trouver sur la case **MOBILISATION avant** l'arrivée de Monsieur Grossous. Notez bien qu'en aucun cas un même joueur ne peut participer à une mobilisation sur une même case deux fois. Monsieur Grossous pourra cependant être stoppé 2 fois d'affilée, sur une même case, mais à la condition que ce soit par 2 nouveaux occupants.

7. **POLITIQUE DE L'ÉTAT EN PÉRIODE DE CRISE:** chaque fois qu'un joueur se trouve sur une telle case, il pige une carte du paquet placé au centre du jeu. Si la carte pigée est numérotée de 1 à 20, elle doit être placée sur le jeu dans l'espace correspondant à ce numéro. Cette nouvelle politique entre en vigueur et s'applique dès qu'un joueur arrivera sur la case à laquelle cette politique s'adresse ou franchit un telle case dans le cas d'un péage obligatoire. Certaines cartes sont numérotées de 21 à 30. Les stipulations de ces politiques exigent un déboursement immédiat et la carte doit être replacée sous le paquet sur le champ.

8. **SOLIDARITÉ**: seul un chômeur, un assisté social ou un travailleur avec emploi peut se retrouver sur une telle case. Lorsque cela se produit, le joueur concerné doit choisir: il peut réclamer 100 $ de la banque pour lui-même ou bien piger une carte **SOLIDARITÉ**. Ces cartes constituent des ripostes populaires. Numérotées de 1 à 20, elles permettent d'obtenir l'élimination des politiques d'État. Numérotées de 21 à 30, elles permettent d'obtenir des compensations immédiates pour certaines injustices. Ces dernières sont replacées sous le paquet après utilisation.

   Lorsqu'une riposte populaire (i.e. une carte **SOLIDARITÉ**) est inutilisable du fait que la politique d'État correspondante n'a pas été pigée, la carte **SOLIDARITÉ** est placée sur le jeu à l'endroit réservé pour la politique d'État. Au moment où celle-ci sortira, elle sera immédiatement neutralisée et les 2 cartes seront replacées sous leur paquet respectif.

9. Certaines cartes permettent à Monsieur Grossous de bloquer une grève. Ce sont les cartes P-13, P-20 et P-27. Monsieur Grossous garde les cartes P-13 et P-27 en sa possession s'il n'y a pas de grève en cours au moment où elles sont pigées. Il se sert de ces cartes au moment voulu. Cependant, dès qu'elle est pigée, la carte P-20 doit être placée sur le jeu sur la case choisie par Monsieur Grossous.

   Certaines cartes **SOLIDARITÉ** permettent de combattre les entraves de l'État au droit de grève: S-13 et S-20. Elles ne peuvent être utilisées que pour combattre la politique d'État correspondante. S-13 neutralise P-13 et S-20 fait de même avec P-20.

10. **LA GRÈVE**: seul les travailleurs avec emploi ont accès à la grève. Pour ce faire, ils doivent arriver sur une des 3 cases où la grève est possible. Toutes les fois qu'un gréviste doit jeter le dé, il peut choisir de payer 10 $ du tour ou de cesser la grève. S'il reste en grève jusqu'à l'arrivée de Monsieur Grossous, ce dernier peut déjouer la grève à la condition d'arriver avec exactitude sur la case **INJONCTION**. En tel cas, il verse 500 $ à la banque pour frais de procédures juridiques. S'il n'obtient pas d'injonction, Monsieur Grossous demeure sur la dernière case occupée avant de jeter le dé et verse 500 $ à chaque personne en grève à ce moment-là.

11. Les autres **CASES** contiennent tous les renseignements nécessaires pour informer les joueurs. Notez encore une fois que lorsqu'il y a un paiement ou une réclamation à faire, ils doivent être faits à la banque, à moins d'indication contraire.

P-1 **GEL DES SALAIRES.** Placer la carte à augmentation et ne recevez rien ... donc, les revenus de M. Grossous ne sont pas touchés.
P.S.: Les prix ne sont pas gelés.

P-2 **HAUSSE DE L'IMPÔT:** au barème en vigueur, ajouter 0, 20, 100 et 200 $.

P-3 **ABRIS FISCAUX** supplémentaires: une surtaxe de 50 $ frappe les autres joueurs pour que M. Grossous puisse réclamer 500,00 $ en arrivant sur cette case.

P-4 **HAUSSE DES SUBVENTIONS:** M. Grossous réclame 500 $ de plus en arrivant sur cette case.

P-5 **HAUSSE** des taux d'intérêt et des taxes municipales: ajoutez au coût de l'habitation: 50, 70, 70 et 100 $.

P-6 **ABOLITION DE LA GRATUITÉ DES SOINS DENTAIRES.** Tous paient 25 $ immédiatement.

P-7 **DIMINUTION DES ALLOCATIONS FAMILIALES:** réclamez 30 $ au lieu de 60 $.

P-8 **HAUSSE DES PRIX DES ALIMENTS:** ajouter 30, 35, 40 et 60 $.

P-9 **FERMETURE DE LA GARDERIE:** les femmes avec emploi retournent au foyer et tombent en chômage.

P-10 **TAXE SUR ESSENCE ET HAUSSE DES PRIX DU TRANSPORT EN COMMUN:** ajoutez 5, 15, 20 et 100 $ aux tarifs en vigueur.

P-11 **CONCENTRATION DES MÉDIAS:** tous les médias louangent en choeur l'esprit d'initiative de M. Grossous et tous les joueurs lui verseront 100 $ lorsqu'il se présentera sur cette case.

P-12 **HAUSSE DES PRIX DES VÊTEMENTS:** ajoutez 10, 20, 50 et 100 $.

P-13 **LOI FORÇANT LE RETOUR AU TRAVAIL:** utilisable aux cases 13, 20 ou 21 lorsqu'il y a grève ... au choix de M. Grossous (à conserver s'il n'y a pas grève).

P-14 **HAUSSE DES DÉBOURSÉS POUR LE MATÉRIEL SCOLAIRE.** Tous paient 50 $ de plus.

P-15 **COUPURES DANS LES BUDGETS DE LA «VIE ÉTUDIANTE» AU NIVEAU SCOLAIRE;** nouveaux tarifs: 10, 15, 20 et 25 $.

P-16 **AUGMENTATION DU PRIX DES DÎNERS** à l'école: nouveaux tarifs: 30, 40, 50 et 90 $.

P-17 **COUPURES SUPPLÉMENTAIRES DANS LES HÔPITAUX.** Passez 2 tours.

P-18 **HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT:** remboursez 110 $ au lieu de 100 $.

P-19 **GEL DES ÉPARGNES:** aucun retrait sauf pour M. Grossous.

P-20 **ABOLITION DU DROIT DE GRÈVE DANS LE SECTEUR PUBLIC:** utilisable sur les cases 13, 20 ou 21 au choix de M. Grossous lorsqu'une grève est appréhendée.

P-21 **ERREUR DANS LE CALCUL DES PRESTATIONS.** Chômeurs et assistés sociaux lancent le dé, ceux qui obtiennent 1-2-3-4-6 doivent rembourser 50 $.

P-22 **AUGMENTATION DE L'ASSURANCE-AUTO:** tous paient 30 $ par automobile. M. Grossous a 3 autos et l'assisté social n'en a pas.

P-23 Campagne anti-mobilisation: l'État décrète que la prochaine mobilisation devra impliquer 3 joueurs au moins. Bon jusqu'à ce que M. Grossous franchisse la case **DÉPART**.

P-24 **MÉSENTENTE ENTRE LE FÉDÉRAL ET LE PROVINCIAL:** tous paient 25 $.

P-25 **COUPURES BUDGÉTAIRES DANS LES SERVICES PUBLICS:** tous paient 25 $ pour obtenir ces services de l'entreprise privée.

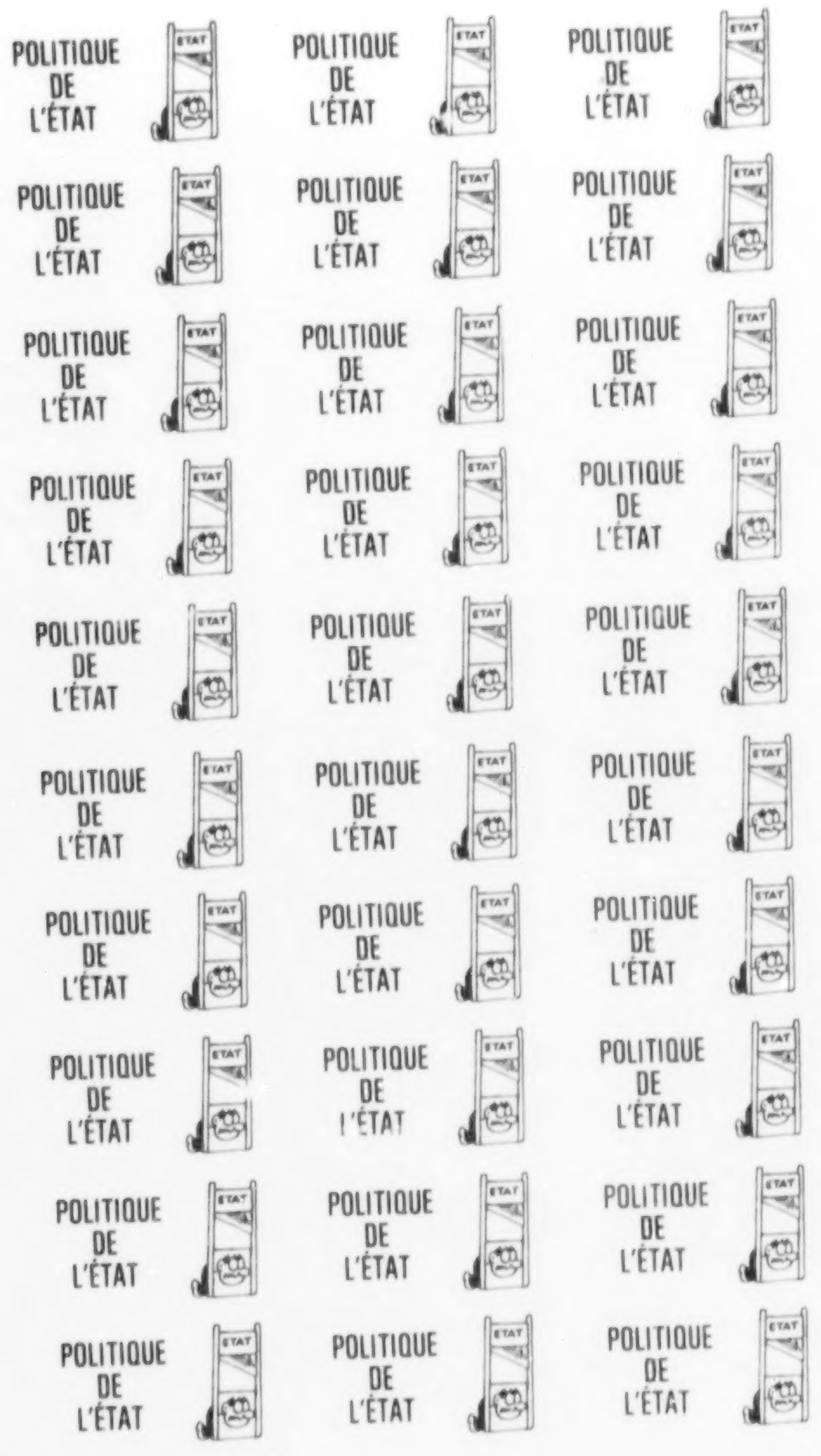
P-26 **LES CHÔMEURS COÛTENT TROP CHER** au gouvernement. Tous les joueurs paient 20 $.

P-27 On vous persuade que faire la grève, ça ne vous rapporte rien! Le prochain joueur qui tombera sur une case **GRÈVE** passera tout droit.

P-28 Les médias vous convainquent que les mobilisations populaires sont malsaines pour la société: tous les joueurs versent 200 $ immédiatement à M. Grossous.

P-29 M. Grossous vous persuade que chômeurs et assistés sociaux sont des paresseux: **TRAVAILLEURS AVEC EMPLOI** versez 125 $ à M. Grossous.

P-30 L'État se voit forcé de hausser le **SALAIRE** minimum et les prestations. Tous les joueurs reçoivent 75 $ sauf M. Grossous.


POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT
POLITIQUE DE L'ÉTAT
ETAT

S-1 **GRÈVE GÉNÉRALE** dans tout le pays: vous revendiquez et vous obtenez l'abolition du gel des salaires.

S-2 **PROTESTATION POPULAIRE.** Éliminez la hausse de l'impôt.

S-3 **ÉLIMINATION DES ABRIS FISCAUX** supplémentaires pour M. Grossous: tous lui réclament immédiatement 75 $.

S-4 **ÉLIMINATION DE LA HAUSSE DES SUBVENTIONS:** tous se partagent immédiatement 500 $.

S-5 Les locataires font la grève des loyers: ils obtiennent le gel des prix du logement et le retrait des hausses de loyer.

S-6 **PROTESTATION GÉNÉRALE:** l'État doit rétablir la gratuité des soins dentaires.

S-7 Après plusieurs manifestations, les allocations familiales demeurent fixées à 60 $.

S-8 Les consommateurs participent **MASSIVEMENT** à un **BOYCOTTAGE DANS L'ALIMENTATION.** Dernière hausse retirée.

S-9 Protestation des résidents du **QUARTIER**: réouverture de la garderie.

S-10 Levée de boucliers dans l'opinion publique: **ÉLIMINATION DE LA HAUSSE DES PRIX DE L'ESSENCE ET DU TRANSPORT EN COMMUN.**

S-11 **BOYCOTTAGE DES MÉDIAS:** les joueurs n'ont plus à payer.

S-12 **ABOLITION DE LA DERNIÈRE HAUSSE DU PRIX DES VÊTEMENTS.**

S-13 Branle-bas de combat dans tout le mouvement syndical. Préparatifs pour la **GRÈVE GÉNÉRALE**: retrait de la loi spéciale pour forcer le retour au travail, neutralisant **P-13.**

S-14 Les parents et les étudiants protestent **AUPRÈS DES COMMISSAIRES.** Retrait de la hausse.

S-15 **PROTESTATION DES PARENTS ET DES ÉLÈVES:** retrait des nouveaux tarifs.

S-16 **DÉMARCHES DU CONSEIL ÉTUDIANT** et rumeurs de débrayage: enlevez l'augmentation du prix des dîners.

S-17 **PRESSION AUPRÈS DES DÉPUTÉS:** élimination des coupures supplémentaires dans les hôpitaux.

S-18 **MOBILISATION POPULAIRE.** Retrait de la hausse des taux d'intérêt.

S-19 **LES ÉPARGNANTS** protestent et obtiennent gain de cause: vous pouvez réclamer vos épargnes.

S-20 **FRONT COMMUN CONTRE** l'interdiction du droit de grève: ce dernier est rétabli immédiatement et M. Grossous verse 100 $ à tous les joueurs.

S-21 Les assistés sociaux fondent une association de défense de leurs droits. Ils obtiennent 150 $.

S-22 Les chômeurs et les assistés sociaux réclament justice et obtiennent chacun 60 $ de M. Grossous.

S-23 Les chômeurs se regroupent et obtiennent de la banque 150 $ de rattrapage.

S-24 Les résidents du quartier organisent une coopérative de consommation. M. Grossous remet 35 $ à tous les joueurs.

S-25 Par syndicalisation ou regroupement, vous obtenez l'indexation: 60, 80 et 150 $.

S-26 **DISPARITION DES TAXES SUR LES VÊTEMENTS:** tous les joueurs réclament 25 $ de la banque.

S-27 **CAMPAGNE RÉGIONALE** intensive contre les fermetures d'usine. Forcer l'employeur à **RESTER OUVERT.** Conservez cette carte en cas de fermeture.

S-28 Les usagers des services publics appuient les travailleurs. L'État et M. Grossous paient 50 $ à chaque joueur.

S-29 Les femmes protestent contre la discrimination. Les chômeuses et assistées sociales retrouvent un emploi si, en jetant le dé, elles obtiennent 4, 5 ou 6.

S-30 Les syndicats obtiennent l'extension du congé de maternité pour toutes les femmes. **CARTE À CONSERVER** en cas de perte d'emploi pour avoir eu un enfant!

1

la crise

INFLÉCHIR, MODIFIER, TRANSFORMER LE COURS DES CHOSES

Texte préparé par la Confédération des Syndicats nationaux (CSN).

Chercher à scruter minutieusement ce qui se vit dans les usines, les écoles, les hôpitaux, les quartiers; chercher à comprendre le comment et le pourquoi de cette crise que nous traversons, voilà une heureuse et courageuse initiative! C'est donc avec enthousiasme que notre mouvement, en plus de saluer cette démarche pédagogique et de lui souhaiter le plus large succès possible, accepte volontiers de contribuer à son cheminement.

Ce que nous vivons

Depuis janvier 1978, seulement à la CSN, plus de 7 000 travailleurs et travailleuses du secteur privé, ont été victimes de fermetures d'entreprises. En plus des employés et employées de Dupuis et Frères et Cadbury à Montréal, des produits de Bellevue à Thetford Mines, de Crino à Joliette, de Vaillancourt et Paquet-Syndicat à Québec, soixante-neuf autres groupes de syndiqués et syndiquées ont dû faire face à des situations semblables. D'autres phénomènes prennent aussi des dimensions fort inquiétantes: fermetures temporaires, fermetures de départements et de chantiers, ralentissement dans la production, changements technologiques.

Toujours à la CSN, de janvier 1979 à décembre 1981, près de 20% des membres de la Fédération des syndicats des Mines, de la Métallurgie et des Produits chimiques ont été touchés par des mises à pied massives. Pourtant, ce que nous éprouvons dans notre mouvement, ne représente en réalité que la fine pointe d'un immense iceberg. Au Québec, et cela malgré des statistiques plus que déficientes à cet égard, plus de 100 000 personnes ont été victimes de fermetures et de licenciements collectifs depuis 1977.

Dans les secteurs public et parapublic, le développement du travail à temps partiel, le non remplacement des postes laissés vacants et les milliers de mises en disponibilité dans l'enseignement, constituent également des attaques sans précédent au droit du travail. L'Association des hôpitaux du Québec estime à 9 600 000 les heures coupées en 1980, ce qui équivaut à 4 800 postes à temps plein. Ce ne sont pourtant pas les besoins qui manquent!

La détérioration de nos conditions d'existence

À cette insécurité grandissante face à l'emploi qui frappe chaque jour les familles de milliers de travailleurs et travailleuses tant des secteurs privé que public, bien d'autres dimensions s'ajoutent: perte du pouvoir d'achat, détérioration des conditions de travail (horaires, cadences, avantages sociaux), attaques aux conditions de vie (logement, transport, éducation, santé). Ainsi, les coupures dans les services de santé et les services sociaux, en plus de menacer les personnes dans leur sécurité d'emploi, accentuent la détérioration rapide de la qualité de ces services auprès de la population.

Par exemple, les besoins d'hébergement pour les personnes âgées, la concentration de malades chroniques dans les hôpitaux généraux qui allonge les listes d'attente de traitements en soin de courte durée et engorge les corridors de plusieurs salles d'urgence, le manque de ressources criant pour les jeunes vivant des problèmes d'adaptation, et la réduction des services en milieu psychiatrique sont autant de conséquences néfastes, directement attribuables à une politique qui choisit de faire assumer par les plus nécessiteux, le poids de problèmes économiques générés par ceux qui n'ont d'autres soucis que de préserver leurs marges de profits.

Ils tentent de résoudre leur crise à leur manière

La perte de notre pouvoir d'achat, la détérioration de nos conditions de travail et d'existence, le chômage, ne sont pas des phénomènes spontanés qui se produisent sans que personne ne le veuille et devant lesquels nous sommes impuissants. Ils sont le produit de moyens employés par le Capital et les États dans une tentative de résoudre leur crise à leur manière. Cette crise s'exprime, d'après le Capital, par une diminution de son taux de profit. Et pour lui redonner une nouvelle vigueur, il n'hésite pas à prendre les grands moyens.

Les taux d'intérêt et le contrôle bancaire

Les grandes institutions financières, de connivence avec les autorités fédérales, imposent des taux d'intérêt élevés qui finissent par mettre en faillite plusieurs PME, dont les équipements et la part du marché sont par la suite absorbés par de plus grosses entreprises. Ces facteurs sont à la base des fermetures récentes des Meubles Vilas à Cowansville et des magasins Paquet-Syndicat à Québec. Dans chacun de ces cas, nous constatons des liens directs entre l'institution bancaire qui a provoqué la faillite et une autre entreprise qui en a profité par l'accroissement de son marché. Un outil comme les taux d'intérêt sert ainsi à la concentration des capitaux, tout en créant des centaines de nouveaux chômeurs.

La réorganisation du capital

L'usine de chocolat Cadbury à Montréal fut fermée par cette multinationale britannique pour accroître sa production en Ontario. L'usine de Celanese à Sorel, bien que rachetée par un entrepreneur québécois, fut fermée par cette multinationale américaine pour concentrer ses investissements dans le secteur pétrochimique de l'Ouest canadien. Citons également Domtar, Consolidated Bathurst, Seagram. Toutes ces compagnies laissent derrière elles au Québec des usines fermées ou périclitantes.

Dans d'autres cas, les capitaux sont déplacés vers des régions à plus bas salaires. Au Québec, des secteurs comme le textile-vêtement, le bois, le meuble en sont très affectés.

Les changements technologiques: une menace pour l'emploi

L'introduction de changements technologiques et de nouvelles formes d'organisation du travail ne se fait pas seulement en temps de crise, mais nous constatons depuis quelques années, une nouvelle intensité dans leur application et leur extension dans de nouveaux domaines comme le travail de bureau. Une étude récente, réalisée au Canada auprès de 102 firmes industrielles et commerciales, démontre que pour chaque nouveau poste créé suite à des changements technologiques, au moins trois employés sont mis à pied.

Les politiques complices de l'État

Le gouvernement canadien suit de très près la politique monétariste américaine, particulièrement en ce qui concerne les taux d'intérêt. De plus, la réduction des effectifs dans les services publics, les coupures de l'assurance-chômage, la réduction (en termes réels) du salaire minimum et de l'aide sociale sont autant de mesures législatives canadiennes ou québécoises qui ont pour effet de comprimer notre pouvoir d'achat et de provoquer du chômage.

Plutôt une impasse qu'une «voie de sortie»

Les taux d'intérêt élevés, la réorganisation du capital, les changements technologiques, les nouvelles politiques des gouvernements représentent «une voie de sortie» à la crise qui se traduit par une dégradation rapide des conditions de vie pour les classes populaires. Mais cette voie n'est pas sans contradiction. La réduction des salaires réels favorise sans doute les conditions d'exploitation par une réduction des coûts de production. Mais elle se traduit également par un rétrécissement du marché, causé par une baisse de la demande, qui touche non seulement les PME mais également des secteurs majeurs comme l'électro-ménager et l'automobile.

Proposer nos solutions, façonner l'espoir

Devant les effets désastreux de cette «voie de sortie» prise par le capital, qui somme toute ne fait que nous appauvrir davantage, nous avons à formuler sur nos propres bases, en tenant compte de nos besoins et aspirations, ce que nous considérons essentiel de préserver, de revendiquer et d'obtenir dans la situation présente. Nous avons la responsabilité, avec tous ceux et celles qui refusent de courber l'échine, de mettre tout en oeuvre pour infléchir, modifier et transformer le cours des choses.

C'est le mouvement le plus large qu'il nous faut réunir. La création d'un front des travailleurs, des travailleuses et des couches populaires pour une sortie différente de «la crise», ne sera possible que si nous savons identifier clairement les objectifs que nous jugeons essentiels d'atteindre sans délai.

D'où la nécessité, de trouver dès maintenant de grands axes, de nouveaux points de convergences entre toutes les composantes du mouvement syndical et populaire. Et sans doute, l'élaboration, au mois de février dernier, de revendications communes CSN-FTQ-CEQ est un pas important dans cette voie. Ces revendications sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les taux d'intérêt, la réduction des inégalités, le contrôle des épargnes collectives, le développement économique et social traduisent déjà, à notre manière, que la sortie de crise pourrait être vécue tout autrement par les classes populaires.

Encore faut-il que ces revendications soient connues et partagées par le plus grand nombre d'hommes et de femmes. Qu'elles soient aussi enrichies et développées au cours des débats et des luttes que nous avons à mener. Encore faut-il également que cette unité nécessaire à leur acheminement soit préservée, renforcée et toujours plus large. Il n'y aura pas de sortie différente de cette crise si nous, du mouvement syndical et populaire, ne savons pas rencontrer ces exigences!

La Confédération des Syndicats nationaux (CSN)

La lettre d'appui reçue de la Fédération des syndicats d'infirmières et d'infirmiers du Québec est ici très explicite.

C'est avec beaucoup d'intérêt, encore une fois cette année, que nous apprenons votre initiative, d'inscrire dans l'école même, les grandes questions qui nous préoccupent et qui sont au coeur de nos luttes actuelles.

L'école est un lieu hautement stratégique où se transmettent et se consolident les valeurs dominantes.

Aucune représaille n'a cours quand il s'agit de véhiculer le statu quo et les justifications qui le maintiennent.

Il nous faut donc en cette période difficile, forcer un peu la porte et faire en sorte que l'école donne un autre son de cloche.

Les enfants ont le droit de savoir que les mesures actuelles pour «contrer» la crise, étouffent au contraire un nombre de plus en plus grand de familles québécoises, notamment dans le cas des familles monoparentales.

Ils doivent savoir aussi que le chômage de leurs parents n'est pas le fruit du hasard ou de l'irresponsabilité individuelle, mais bien le résultat de choix politiques délibérés.

L'école, et cela fait partie de son rôle social, doit donner aux enfants des outils pour qu'ils comprennent la société dans laquelle ils vivent. Elle doit aussi leur permettre d'inventorier, à plusieurs, les solutions qu'ils voient pour transformer leur milieu.

C'est la seule façon de briser les attitudes de soumission et de dépendance, et préparer des adultes autonomes, capables de proposer et défendre leurs solutions de changement.

De notre côté, c'est au coeur de notre travail quotidien, dans le secteur de la santé, que nous continuerons à dénoncer les coupures et leurs effets de détérioration sur la qualité des soins.

C'est en ce sens que votre initiative rejoint notre lutte.

Solidairement,

Fédération des SPIIQ

OBJECTIFS DE CONSCIENTISATION

1. Amener les étudiantes et les étudiants à prendre conscience de la détérioration des conditions de vie en période de crise.
2. Amener les étudiantes et les étudiants à réaliser que cette dégradation est directement reliée aux politiques de crise prises par les gouvernements, de concert avec le patronat.
3. Sensibiliser les étudiantes et les étudiants à l'existence de voies différentes de celles choisies par les gouvernants.

PRIMAIRE

L'ÎLE ZOUZOU 1.1

Français, sciences morales, arts plastiques

Cette activité porte sur une ***étude de texte*** *à partir d'un récit fictif.*
Les réflexions qui suivent favorisent une prise de conscience des conditions de vie en période de crise.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les enfants prennent connaissance du contenu du texte et des conditions de vie de Pierrot et de Colombine.

B. Les enfants communiquent ensuite leurs impressions sous forme d'une discussion ouverte.

C. Cette discussion rejoint graduellement la préoccupation suivante: les enfants savent-ils qu'il existe des familles aux prises avec des problèmes de chômage, de manque de revenus. C'est quoi le chômage, l'assistance sociale?

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les enfants imaginent la vie sur la moitié SUD de l'île où le chômage n'existe pas. Ils sont appelés à décrire les conditions de vie de Marc et de Julie qui habitent dans cette partie.

B. Ils se demandent ensuite comment on pourrait permettre à tous les gens de l'île ZouZou de vivre une vie intéressante; comment pourrait-on faire pour enlever la barrière qui sépare l'île en deux?

C. Les enfants pensent-ils que dans la vraie vie il existe des endroits où les gens vivent comme dans la partie nord de l'île? Comme dans la partie sud.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les enfants, en équipe de 3 ou 4, réalisent la transformation et l'unification de l'île ZouZou dans un dessin, une bande dessinée, un reportage, un texte, une saynète, etc.

B. Les enfants pensent-ils que leurs solutions pourraient s'appliquer dans la vraie vie?

Nord

Sud

Tu es assise ou assis dans un avion qui te ramène chez toi. Tout à coup, la pilote de l'avion annonce aux passagers qu'elle doit descendre et atterrir sur l'île ZouZou pour effectuer certaines réparations aux moteurs de l'appareil. L'avion se retrouve donc au beau milieu de l'île, sur la barrière qui la sépare en deux.

Après trois heures d'attente, l'agent de bord te dit que tu peux débarquer pendant les réparations. Mais tu ne peux visiter que la partie nord de l'île... Voici ce qu'il te dit avant de te laisser visiter:

Cette partie de l'île connaît les fermetures d'usines et le chômage. Les papas et les mamans n'ont pas de travail; ils n'ont pas d'argent pour habiller leurs enfants et préparer de bons repas.

Pierrot et Colombine sont 2 enfants qui habitent dans cette partie de l'île, sur la rue Sansoleil. Dans cette rue, les gens demeurent dans des maisons louées, qui sont petites, délabrées, non réparées.

Très souvent, Pierrot et Colombine ne mangent pas à leur faim. Ils partent pour l'école l'estomac vide et ont beaucoup de difficulté à faire leurs exercices scolaires. C'est d'autant difficile que les mots qui les expliquent ne sont pas utilisés à la maison.

Les papas et les mamans de Pierrot et de Colombine sont souvent malheureux: accablés par ce continuel manque d'argent, ils se font des reproches et se chicanent. Ils deviennent impatients avec leurs enfants et n'ont pas le goût de parler et de s'amuser avec eux.

Pendant les jours de congé, Pierrot et Colombine s'ennuient souvent. Ils ne savent pas quoi faire pour passer le temps. Ils n'ont ni bicyclette, ni ballon, ni balançoire. Alors on les voit s'ennuyer dans les rues...

Pierrot et Colombine n'aiment pas l'école. Dès qu'ils le pourront, ils

cesseront d'y aller, pour essayer de se trouver du travail et gagner un peu d'argent. Mais le travail est très rare dans cette moitié de l'île, même pour ceux qui sont allés à l'école très longtemps.

Ils se demandent s'ils doivent quitter leur moitié d'île lorsqu'ils seront grands. Ils pensent que ce sera difficile d'être bien acceptés ailleurs. Ils pensent aussi qu'il serait bien plus intéressant de demeurer dans leur moitié de l'île s'ils pouvaient y trouver du travail.

Car pour Pierrot et Colombine, le paysage de leur moitié d'île est le plus beau du monde. Et malgré les difficultés qu'ils vivent, les papas et les mamans s'entraident beaucoup; ce sont des gens qui vivent dans l'amitié et la solidarité.

MOTS MYSTÈRES 1.2

PRIMAIRE 2e CYCLE – SECONDAIRE 1er CYCLE

L'activité propose la découverte de **mots mystères**. Elle permettra l'étude de vocabulaire nouveau.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Tous les jours, les médias d'information transmettent des messages, ils utilisent des mots.

B. Les enfants sont invités à découvrir les mots cachés du mot mystère (explications concernant la manière d'y arriver).

C. Les enfants recherchent les définitions des mots; en cas de doute, ils réfèrent au dictionnaire. L'enseignante ou l'enseignant, en fin de course, s'assure que les enfants comprennent tous les mots.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Une discussion s'engage dans le but de relier le mot aux conditions réelles d'existence:

Exemples:

- Y a-t-il eu des **faillites** d'entreprises dans le quartier ou la région?
- Le coût des **logements** a-t-il augmenté?
- Pourquoi les travailleurs tiennent-ils tant à **l'indexation** de leur revenu?
- Présentement, y a-t-il **réduction** du niveau de vie?
- Peut-on vraiment parler de totale **gratuité** dans les services scolaires?
- etc.

B. Dresser une liste de mots nouveaux trouvés au cours des exercices précédents, en indiquer la signification dans un tableau du genre suivant:

1. Offre:
2.
3. etc.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. En équipe de trois ou quatre, les étudiants réalisent un poster par lequel ils expriment ce qui les a le plus frappés lors de la discussion portant sur la signification des mots reliés aux conditions réelles d'existence.

MOTS MYSTÈRES

Dans la grille, les mots peuvent être écrits de droite à gauche, de gauche à droite, de bas en haut et de haut en bas, en diagonale.

Réponse aux mots mystères: *Droit à une vie décente.*

L	I	A	V	A	R	T	C	O	U	P	U	R	E	S
C	R	E	T	R	A	I	T	E	R	L	S	S	E	D
R	H	E	R	U	T	L	U	C	É	I	T	N	X	O
I	T	Ô	L	O	I	S	I	R	D	E	R	I	E	A
I	É	T	M	E	T	N	E	V	U	U	E	O	S	R
N	T	R	F	A	U	N	A	E	C	C	S	S	E	E
D	I	O	A	V	G	I	C	R	T	C	S	F	E	D
E	R	P	I	É	E	E	C	I	I	A	U	É	L	I
X	A	S	L	C	S	S	I	A	O	S	D	T	O	O
A	L	N	L	E	S	A	D	L	N	M	É	I	G	L
T	O	A	I	N	U	N	E	A	Û	A	M	U	E	P
I	C	R	T	T	A	T	N	S	D	L	U	T	M	M
O	S	T	E	E	H	É	T	Â	G	E	N	A	E	E
N	N	O	I	T	A	C	O	L	L	A	I	R	N	S
A	L	I	M	E	N	T	A	T	I	O	N	G	T	O
I	N	T	É	R	Ê	T	S	E	T	R	E	P	N	C
A	C	C	E	S	S	I	B	I	L	I	T	É	A	I
N	O	I	T	A	C	U	D	É	D	E	T	T	E	A
I	N	T	É	G	R	A	T	I	O	N	L	O	I	L
T	N	E	M	E	T	N	E	G	N	I	T	N	O	C

A)
ACCESSIBILITÉ
ACCIDENT
ACCUEIL
ÂGE
ALIMENTATION
ALLOCATION
AN

C)
CHÔMAGE
CONTINGENTEMENT
COUPURES
CULTURE

D)
DÉMUNI
DETTE
DÛ

E)
ÉDUCATION
EMPLOI

F)
FAILLITE

G)
GRATUITÉ

H)
HAUSSE

I)
INDEXATION
INTÉGRATION
INTÉRÊT

L)
LOGEMENT
LOI
LOISIR

M)
MAL

P)
PERTES

R)
RÉDUCTION
REFUS
RETRAITE

S)
SALAIRE
SANTÉ
SCOLARITÉ
SEXE
SOCIAL
SOINS
STRESS

T)
TRANSPORT
TRAVAIL

V)
VENTE

LA VIE-PERD **1.3**

PRIMAIRE – SECONDAIRE

Français, sciences morales, IVE, histoire, catéchèse

Par un jeu d'échelles et de serpents, les étudiantes et les étudiants prennent connaissance des effets de la crise économique et des moyens pour les travailleurs de s'en sortir.

(Voir jeu en encart.)

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Expliquer aux étudiantes et aux étudiants les objectifs du jeu. Les inviter, lors du cours précédent, à apporter des dés.

B. Les informer des exercices qui vont suivre.

C. Les enfants font le jeu.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants prennent connaissance du texte de la CSN. Pour les plus jeunes, l'enseignante ou l'enseignant en présente un résumé.

B. L'enseignante ou l'enseignant invite les étudiants à rechercher la signification des mots qu'ils n'ont pas compris.

C. Chaque groupe présente un court texte sur la vision de la crise présentée par le jeu. (Au primaire, on peut passer à l'étape D)

D. Discussion en grand groupe:

- quels sont les principes du jeu?
- les étudiantes et les étudiants sont-ils d'accord avec chacune des situations qui mènent à des échelles, aux serpents?
- quels changements apporteraient-ils?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants choisissent une activité qui leur permet de mieux connaître les revendications des travailleurs.

REMARQUES:

A. Les étudiantes et les étudiants plus âgés peuvent être invités à visiter une ligne de piquetage, à participer à la manifestation du 1er mai, à organiser une campagne d'appui financier, etc.

B. Ils peuvent aussi fabriquer leur propre jeu à partir d'un ensemble de phrases données.

a) Pour chaque phrase, ils indiquent par une flèche montante ou descendante s'il faudra placer une échelle ou un serpent.

contenu négatif ↓	contenu positif ↑

b) Ils construisent le jeu avec des échelles et des serpents en tenant compte du point a).

LES RÈGLES DU JEU SONT LES SUIVANTES:

- Deux à six joueurs.
- On tire le dé pour connaître l'ordre des joueurs: celui qui obtient le nombre le moins élevé débute.
- Le gagnant doit parvenir deux fois à la dernière case; chaque fois, pour s'y arrêter, il faut obtenir le nombre de points précis.
- Les joueurs doivent être attentifs aux raisons qui font monter ou descendre. On lit les texte à haute voix.

AVANCE-RECULE 1.4

Français, sciences morales, catéchèse, IVE, histoire

Par le jeu, les étudiants et les étudiantes prennent conscience des effets de la crise économique. Ils seront amenés à en analyser les causes et les effets et à découvrir les raisons qui font avancer ou reculer les pions sur le jeu.

(Voir jeu en encart)

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant présente les objectifs d'apprentissage visés par le jeu et les règlements du jeu.

B. Il informe les étudiantes et les étudiants des questions auxquelles ils seront appelés à répondre.

C. Les étudiantes et les étudiants font le jeu.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. En petit groupe d'abord, puis en grand groupe par la suite, les étudiantes et les étudiants recherchent les raisons générales qui font avancer ou reculer les pions sur le jeu.

B. Certaines questions plus particulières peuvent favoriser la compréhension du jeu (surtout au secondaire):

- Quels liens y a-t-il entre les taux d'intérêt (case 17) et les fermetures d'usines (case 16)?
- Que signifie le contenu de la case 20?
- Sont-ils d'accord avec le contenu des cases 34 et 35?
- Quelles organisations de défense connaissent-ils (case 38)?
- Qu'est-ce que l'ACEF?
- Trouvent-ils suffisant le montant indiqué à la case 49?
- Partagent-ils l'idée que le syndicalisme assure une meilleure protection des travailleuses et des travailleurs (cases 15 et 16, 36 et 38)?

C. On peut inviter les étudiantes et les étudiants à exprimer, grâce à un dessin, à un texte, ce qu'ils ont retenu du jeu.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants peuvent réaliser une exposition de dessins, de photographies (secondaire), de montages exprimant les effets de la crise et les luttes des travailleurs.

B. Avec les étudiantes et les étudiants plus âgés, l'enseignante ou l'enseignant favorise toute activité susceptible de développer la solidarité avec la lutte des travailleurs contre les mesures de crise. (Voir fiche 1.3)

RÈGLES DU JEU

1. Le jeu se joue avec un dé.
2. Il peut impliquer de deux à quatre joueurs.
3. On tire le dé pour connaître l'ordre des joueurs : celui qui obtient le nombre le moins élevé débute.
4. Il faut arriver exactement à la case 64. Si le nombre obtenu est supérieur au nombre nécessaire, le pion du joueur demeure au même endroit.
5. Si la case contient un texte, on en fait lecture à haute voix.

CRISE DES ANNÉES TRENTE, CRISE DES ANNÉES QUATRE-VINGT 1.5

SECONDAIRE – PRIMAIRE: Voir remarque.

Cette activité propose de réaliser une interview avec une personne âgée dans le but d'établir un parallèle entre la crise des années trente et celle d'aujourd'hui.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants sont invités à élaborer un court questionnaire portant sur la crise des années trente, au plan des conditions de vie: habitation, alimentation, revenus, durée du travail, etc.

B. Ils recherchent parmi eux ceux qui ont encore des grands-parents de 65 ans et plus ou des personnes âgées dans leur entourage.

C. Les enfants qui ont de tels grands-parents recueillent leur témoignage sur la crise des années trente et sur les manifestations de la crise actuelle.

D. Les autres enquêtent auprès d'organismes charitables comme l'Armée du Salut, les Sociétés Saint-Vincent-de-Paul, etc.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants mettent en commun les témoignages recueillis.

B. Les étudiantes et les étudiants font des rapprochements avec des manifestations de la crise des années quatre-vingt:

- augmentation du chômage
- la «soupe populaire» des années trente et l'augmentation récente du nombre de ceux qui font appel à l'Armée du Salut, aux communautés religieuses ou aux CLSC
- le secours direct à 10,00 $ par mois pour une famille et les chèques d'assistance sociale actuels pour un nombre de plus en plus grand de familles et d'individus. (Comment, en ville, un célibataire peut-il vivre avec 131,00 $ par mois? Essayons d'établir un budget).

C. Avec l'enseignante ou l'enseignant, les étudiants tentent d'identifier les causes d'une telle situation. Ils recherchent en outre les portes de sortie possibles, les moyens de les mettre de l'avant. (Voir le texte présenté par la CSN).

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants sont informés des moyens que suggèrent les organisations syndicales et populaires pour remédier à la situation. (Voir les textes introduisant les chapitres).

B. Ils en font une synthèse qu'ils font parvenir aux responsables du journal étudiant.

REMARQUE:

- Au primaire, on invite une personne âgée à venir parler de la crise des années trente et à répondre aux questions que les enfants de la classe ont préalablement préparées. On invite également une personne très au fait des effets de la crise actuelle (travailleur social, etc.).

MATÉRIEL DIDACTIQUE

- Broadfoot Barry, *La grande dépression*, Éditions Québec-Amérique, Montréal, 1978, 395 pages.
- CEQ-CSN, *Histoire du mouvement ouvrier au Québec*, 1979, 230 p. Voir particulièrement les chapitres 2 et 7.

FILMS

Le Canada entre les deux guerres mondiales — 106B o263 o40 — ONF.

La crise des années 1929-30 (no production 737-27), *La crise économique des années 30* (no production 737-29) dans la série *En se racontant l'histoire d'ici*. Radio-Québec.

SECONDAIRE – COLLÉGIAL

LE JEU DE LA SOLIDARITÉ 1.6

Par un jeu, les étudiantes et les étudiants prennent conscience des enjeux de la crise actuelle, même si parfois ces derniers se présentent de façon caricaturale.

(Voir jeu en encart; les règlements sont aussi en encart)

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant présente les objectifs d'apprentissage visés par le jeu et les règlements du jeu. Il prépare les cartes Solidarité et Politique d'État.

B. Il informe les étudiantes et les étudiants des questions qu'ils auront à débattre après avoir joué le jeu.

C. Les étudiantes et les étudiants prennent connaissance des règlements et procèdent au jeu.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. En petit groupe d'abord (équipe de joueurs), puis en grand groupe ensuite, les étudiantes et les étudiants échangent sur l'expérience qu'ils viennent de vivre: quels sont les éléments du jeu conformes à la réalité, quels sont les éléments du jeu qui caricaturent la réalité?

B. Certaines questions plus particulières peuvent favoriser la compréhension du jeu:

- Le jeu permet aux joueurs d'être solidaires ou de jouer de façon individuelle, quelle a été la tendance des joueurs? Monsieur Grossous a-t-il profité d'un manque de solidarité? En est-il ainsi dans la vie réelle?
- Les étudiantes et les étudiants ont-ils réalisé la portée des Politiques d'État sur les acquis des travailleurs? Ont-ils saisi que des parades étaient possibles?
- Le jeu présente des occasions de mobilisation. A-t-on saisi l'importance, pour M. Grossous, de voir à ce qu'il n'y ait pas de mobilisation?
- Le jeu suggère des questions plus particulières.
  - Qu'est-ce qu'un abri fiscal? Pour quelles raisons les abris fiscaux existent-ils? Y a-t-il des abris fiscaux dont peuvent profiter les travailleurs et petits épargnants? lesquels?
  - Qui fixe le taux d'escompte, la plupart du temps à la source des hausses ou des baisses des taux d'intérêt (voir fiche 1.9)?

— Y a-t-il augmentation des dépenses militaires? Quelles formes prennent-elles? Faut-il lier ces dépenses à la crise économique actuelle? Pourquoi ne pas investir plutôt pour la production de produits civiles?

— etc.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Que faudrait-il modifier pour que le jeu colle davantage à la réalité? Faire parvenir les suggestions à l'Équipe-école, CEQ.

DES RAPPORTS DE FORCE 1.7

SECONDAIRE 2e CYCLE – COLLÉGIAL

Français, histoire, sciences humaines, IVE

L'activité consiste à monter un **dossier** *de presse et à en traduire le contenu dans un jeu de simulation. L'objectif est de permettre aux étudiantes et aux étudiants de prendre conscience des rapports de force qui se jouent entre les différents intervenants en temps de crise.*

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Il s'agit d'abord d'identifier les différents intervenants: État, Conseil du patronat, organismes syndicaux et populaires.

B. Les étudiantes et les étudiants se répartissent en 3 groupes et profitent de la tenue de la Conférence au sommet de Québec pour monter un dossier sur les positions de l'intervenant choisi. Un dossier de presse pourra être monté, ou on pourra se le procurer auprès de diverses institutions, dont la CEQ.

C. Chaque groupe identifie les intérêts et les positions défendus par son intervenant.

D. Chaque groupe désigne un ou des représentants qui présentent les positions du groupe dans un jeu de simulation.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Après le jeu de simulation et en plénière, les étudiantes et les étudiants identifient les intérêts défendus, les forces en présence, leurs rapports entre elles.

B. L'enseignante ou l'enseignant peut présenter une analyse plus théorique du mode de production dans lequel nous vivons et de la situation particulière du Québec.

C. Une discussion s'engage sur les possibles sorties de crise. Ils s'inspirent ici des voies proposées dans le texte CSN.

D. Les étudiantes et les étudiants sont invités à exprimer et à défendre leur position personnelle face aux revendications des groupes syndicaux et populaires. Les arguments apportés pour soutenir leur position se rangent dans la ligne de ceux de quel intervenant: État, Conseil du patronat, ou groupes syndicaux ou populaires? Les étudiantes et les étudiants pourront mesurer jusqu'à quel point les médias peuvent les avoir influencés dans leur opinion.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Rédiger collectivement une lettre d'opinion réflétant les résultats de toute l'expérience et la faire paraître dans le journal étudiant. L'expédier pour publication dans la colonne «opinion du lecteur» d'un quotidien.

REMARQUES:

Un autre thème que le sommet peut être choisi: les discussions entourant la parution d'un budget gouvernemental, par exemple.

LE REFLET PSYCHIQUE 1.8

Psychologie

L'étudiante ou l'étudiant apprendra ce qu'est l'idéologie, ses rapports à la science, aux classes sociales et son influence sur l'activité de transformation du monde, de l'individu. Il pourra reconnaître, par son activité psychologique, la cause de la différence entre le reflet psychique et la réalité.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

Les étudiantes et les étudiants se répartissent en équipe de 5 personnes. À l'intérieur de l'équipe, chacun répond aux questions suivantes et, par la suite, ils en discutent.

— Comment se manifeste la crise économique dans son cégep? Dans sa famille?

— Pourquoi y a-t-il des coupures budgétaires?

— Quelles sont les causes de la crise?

— Quelles sont les solutions pour tenter de s'en sortir?

— Où a-t-il pris ces idées?

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Pour identifier l'origine de leur pensée, les étudiantes et les étudiants trouvent des textes exprimant le point de vue des deux classes fondamentales.

— Coupures de journaux: journée de Bérubé, déclarations de Parizeau, déclarations de Lévesque.

— Déclaration des centrales.

B. Ils font ressortir l'essentiel des explications de la crise dans les 2 séries de textes.

C. Ils se demandent en quoi leurs explications ressemblent à l'une ou l'autre des positions précédentes.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

Reflet psychique: 2 idéologies avec des intérêts.

— Retour en grand groupe où un membre de chaque équipe fait rapport des positions de ses coéquipiers.

- L'enseignante ou l'enseignant explique ce qu'est l'idéologie, de quoi elle se compose. (Voir Alexis Leontiev, *Le développement du psychisme*, Editions sociales, pp 118 à 124).

- On s'interroge sur le rôle de l'idéologie par rapport au **reflet psychique** et à l'activité que l'individu entreprendra ou pas pour transformer le monde.

LA POLITIQUE MONÉTAIRE DU CANADA 1.9

SECONDAIRE 2e CYCLE – COLLÉGIAL

Économique, sociologie

L'activité propose une familiarisation avec les concepts utilisés dans le monde bancaire. Elle propose aussi des échanges et des discussions sur la portée de la politique monétaire de la Banque du Canada.

A- sur les fermetures d'entreprises

B- sur la consommation.

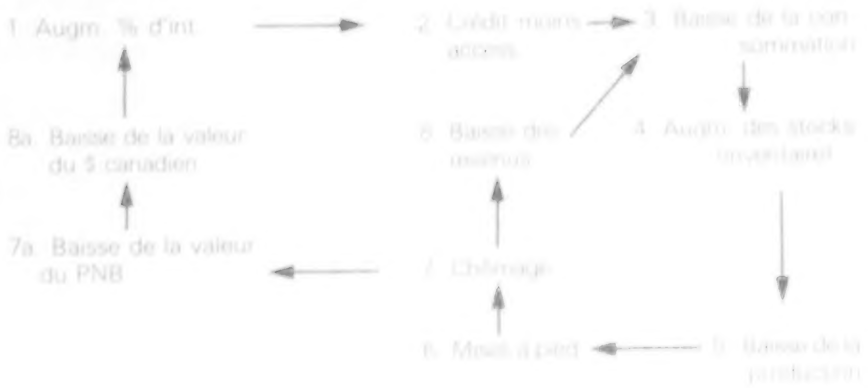
OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Plusieurs expliquent les fermetures d'entreprises actuelles par la politique monétaire de la Banque du Canada qui étouffe financièrement l'entreprise et force la diminution de la consommation.

B. À l'aide des deux schémas suivants, les étudiantes et les étudiants évaluent la véracité de l'explication.

SCHÉMA 1

SCHÉMA 2



C. Les étudiantes et les étudiants prennent connaissance du texte annexé signé Suzanne Chartrand, et intitulé *À qui profitent les taux d'intérêt élevés?*

D. Ils intègrent les concepts utilisés et expliqués puis engagent un échange collectif sur les explications que l'auteur donne quant aux effets du maintien des taux d'intérêt élevés.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants sont invités à évaluer les effets concrets de la hausse des taux d'intérêt sur les fermetures d'usines, le logement, la consommation. Ils prennent connaissance des énoncés avancés dans le texte présenté par la CSN.

B. Ils organisent un débat-midi ou peuvent inviter un travailleur touché par une fermeture, ou encore un représentant de regroupements de locataires.

C. Un groupe peut rencontrer quelques commerçants pour analyser l'impact de la baisse de la consommation; ils interrogent aussi quelques consommateurs pour voir s'ils ont modifié leurs habitudes en matière de consommation, et dans quel sens.

D. Ces étudiantes et ces étudiants font part, en classe, des commentaires recueillis, et, ensemble, on en discute.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Colliger les conclusions auxquelles les discussions ont mené; les faire connaître.

B. Envisager la possibilité d'organiser un mouvement plus vaste de protestation contre la politique monétaire du gouvernement fédéral; exprimer cette opposition auprès du ministre des Finances du Gouvernement fédéral et du gouverneur de la Banque du Canada.

À QUI PROFITENT LES TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS?

par Suzanne Chartrand

En plein mois de juillet, où que nous étions, sur les plages d'Old Orchard, dans un camping en Gaspésie, à notre chalet ou à Balconville, nous n'avons pas pu ignorer «la hausse vertigineuse des taux d'intérêt» ou «la baisse dramatique de la valeur du dollar canadien». Pas moyen de passer deux semaines de vacances tranquilles!

Vous sentez-vous concernés? Sans doute. Vous sentez-vous coupables? Pas vraiment, mais tout de même un petit peu: après tout, ne vivez-vous pas un petit peu au-dessus de vos moyens? Comprenez-vous ce qui se passait? Sûrement pas et cela, malgré l'abondance d'informations et de chiffres. Vous savez, les petites flèches du petit écran sur les mouvements de la bourse, c'est bizarre, n'est-ce pas?

Mais, mal à l'aise, inquiets, impressionnés, ça oui, nous le sommes et nous ne comprenons toujours pas ce qui se passe, à quoi riment ces taux d'intérêt, taux préférentiels, taux d'escompte et que disent les économistes, monétaristes ou pas. Nous allons essayer de clarifier tout cela, mais pour cela nous avons besoin d'un petit lexique.

Petit lexique pour comprendre la crise financière et monétaire

La banque (le système bancaire). Pour vous, c'est l'endroit et l'institution où vous déposez vos épargnes et où vous effectuez vos transactions financières. Cette institution fait partie d'un système, le système bancaire qui est un rouage de l'économie capitaliste. On peut dire que les banques font le commerce de l'argent. Le commerce rapporte des profits aux capitalistes des banques. La banque c'est une machine à faire des sous. Pas seulement à les conserver. Les capitalistes des banques prêtent de l'argent et offrent des services moyennant rémunération (en frais de services ou en intérêt).

Les banques à charte: sont des institutions bancaires au sens de la loi. Les plus importantes au Canada sont la Banque de Montréal, la Banque Royale, la Banque de Commerce canadienne impériale, la Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque nationale (fusion de la BCN et B.P.)... Elles sont soumises à une institution bancaire spéciale, d'envergure nationale, la Banque du Canada.

La Banque du Canada: ce n'est pas une banque comme les autres. Elle n'a pas de succursale, vous n'y avez pas accès. Cette institution chapeaute le système bancaire et régit la politique monétaire du Canada. De plus, elle sert de trésorier au gouvernement fédéral, elle émet les chèques du gouvernement, frappe la monnaie et prête aux Banques en leur faisant payer, bien sûr, un petit supplément en pourcentage, qui s'appelle taux d'escompte.

Le taux d'escompte: c'est le taux d'intérêt chargé par la Banque du Canada aux banques à charte. C'est en quelque sorte le taux d'intérêt de base. Afin de pouvoir l'ajuster régulièrement, la Banque du Canada a instauré le taux d'escompte flottant.

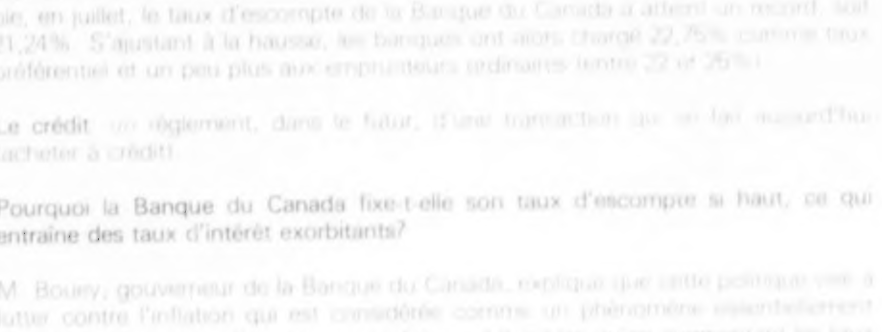
Le taux d'intérêt: c'est un montant en pourcentage ajouté à l'emprunt qu'un individu, qu'un organisme ou une entreprise effectue dans une banque. Ce taux sera supérieur au taux d'escompte (car la banque fera un petit profit, eh oui!).

Le taux préférentiel: c'est le taux d'intérêt que les banques consentent à leurs meilleurs clients (ceux qui empruntent quelques milliers ou millions). Ainsi, par exemple, en juillet, le taux d'escompte de la Banque du Canada a atteint un record, soit 21,24%. S'ajustant à la hausse, les banques ont alors chargé 22,75% comme taux préférentiel et un peu plus aux emprunteurs ordinaires (entre 22 et 25%).

Le crédit: un règlement, dans le futur, d'une transaction qui se fait aujourd'hui (acheter à crédit).

Pourquoi la Banque du Canada fixe-t-elle son taux d'escompte si haut, ce qui entraîne des taux d'intérêt exorbitants?

M. Bouey, gouverneur de la Banque du Canada, explique que cette politique vise à lutter contre l'inflation qui est considérée comme un phénomène essentiellement monétaire (il y a trop d'argent en circulation). Il espère qu'en augmentant les taux d'intérêt, les entreprises, les gouvernements et les particuliers emprunteront moins et



«agiront de manière un peu moins irresponsable». Ce qui fait peur à M. Bouey, c'est que la crise financière prenne des proportions catastrophiques. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les effets de cette politique ne sont pas brillants.

Car pourtant l'inflation continue?

En oui! Mais ajoutera le gouverneur, c'est une lutte de longue haleine et qu'on en viendra à bout seulement si on applique une politique monétaire rigoureuse (contrôler la masse monétaire et le marché financier, diminuer l'endettement et assainir les finances publiques et privées). Cette politique, justifiée «scientifiquement» par les économistes qu'on appelle monétaristes, est appliquée ici depuis 1975. Elle l'est maintenant dans la plupart des pays capitalistes industrialisés.

Et pourtant, ses effets sont désastreux. Mais désastreux pour qui?
Ah! voilà la bonne question.

Vous paierez plus cher votre loyer; si vous êtes propriétaire, votre hypothèque grimpera en flèche; si vous devez déménager, vous aurez beaucoup de mal à vous reloger; la construction domiciliaire est en déclin, des petites entreprises fermeront, d'autres péricliteront, incapables de financer leur développement, et vous hésiterez longtemps avant de remplacer votre auto, votre frigo, etc. Pendant ce temps, ceux qui ont le haut du pavé pourront acquérir les entreprises en difficulté. La concentration industrielle s'accentuera, permettant aux monopoles de hausser les prix. Les capitalistes du secteur financier (banques, compagnies de crédit, spéculateurs...) feront des profits records. Les capitaux américains envahiront le marché du crédit. Bref, les canards boiteux seront liquidés, le marché financier assaini et les gros réorganisés. Peut-être pourront-ils alors sortir de la crise et se redéployer à l'aise?

Les profits des banques pour les 9 premiers mois de 1981

	millions $	aug. en %
Banque Royale	377,2	64,1
Banque de Commerce	225,9	69,6
Banque de Montréal	267,9	41,0
Toronto Dominion	195,0	59,0

C'est ça l'idée. Mais on prend bien garde de nous le dire. M. Bouey ne peut tout de même pas dire, tout haut, que le prix à payer pour permettre aux capitalistes de sortir de la crise c'est de mettre l'économie par terre pour ne permettre qu'aux plus forts de se relever et de repartir de plus belle. Conclusion: il faut apprendre à décoder le langage des économistes qui justifient en termes techniques et savants ce que les politiciens décident au profit des industriels et financiers. Il ne faut surtout pas les croire quand ils nous parlent du bien commun et qu'ils s'apitoyent sur notre sort.

Tiré de *Vie ouvrière*, no 159, pp 34-36.

ÉLARGIR SES SOLIDARITÉS **1.10**

PRIMAIRE – SECONDAIRE: Voir remarque.

Français, sciences humaines, géographie

L'enfant sera amené à prendre conscience des luttes populaires ailleurs et de l'importance de la solidarité internationale. Le cas du Nicaragua servira d'exemple. Les enfants seront invités à la correspondance scolaire permettant ainsi une meilleure connaissance du milieu humain, de conditions de vie différentes, etc.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant rappelle le geste de solidarité posé par les étudiantes et les étudiants du Québec au moment de la campagne d'alphabétisation du Nicaragua. (réf.: texte en annexe). Si quelqu'un de la classe a participé à la campagne CEQ, l'inviter à commenter l'expérience.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant rappelle la situation difficile que connaissent les pays du Tiers-Monde comme conséquence de la crise économique.

B. Il enclenche une discussion à partir des éléments suivants:

- Pourquoi le Nicaragua a-t-il pu choisir d'investir dans l'éducation et dans la santé?
- Que signifie pour le groupe que des étudiantes et étudiants du Québec aient contribué à ce que tous les Nicaraguayens puissent apprendre à lire et à écrire?
- Pourrait-on développer d'autres gestes de solidarité avec les enfants du Nicaragua?
- Devrait-on répéter un geste comme celui-là pour un autre pays qui voudrait combattre l'analphabétisme?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Pour donner suite à la campagne d'alphabétisation, établir des contacts avec une école ou une classe du Nicaragua afin de leur fournir une aide matérielle ou financière.

(Pour plus amples informations, communiquez avec la CEQ, Équipe-école, 658-5711).

La classe élabore un projet de lettre en français et cherche quelqu'un pour la traduire en espagnol. Si on ne trouve personne, on contacte un comité de solidarité latino-américain de la région.

B. Au Québec, on compte plus de 600 000 analphabètes et ce nombre se maintient depuis quelques années. Les enfants adressent une lettre au ministre de l'Éducation soulignant l'importance pour tous de savoir lire et écrire.

REMARQUES:

Au secondaire, la réflexion peut porter davantage:

- sur les raisons qui expliquent que le Nicaragua, un pays si pauvre, décide de mettre tant d'énergie en éducation;
- sur les raisons qui expliquent l'analphabétisme au Québec et les mesures à prendre pour le combattre.

Les étudiantes et les étudiants peuvent être invités à définir leur propre contribution dans leur milieu à la lutte contre l'analphabétisme (ex.: campagne d'alphabétisation locale, etc.).

On peut choisir d'autres pays, ex.: la Pologne, le Salvador, pour montrer les différentes manifestations de la crise au plan international.

MATÉRIEL DIDACTIQUE

- *Analphabétisme et alphabétisation au Québec*, MEQ, voir Informeq, janvier 1979.
- *Un cahier, un crayon, une gomme à effacer*, CEQ, édition spéciale de *Ligne directe*, mars 1980.
- *Un Tiers-Monde bien de chez nous*, *Le Soleil*, 22 novembre 1980.

ANNEXE

En juillet 1979, le peuple du Nicaragua, sous la conduite du Front sandiniste de libération nationale, renversait la dictature des Somoza qui, depuis 45 ans, avec l'appui direct des USA, dominait ce petit pays de l'Amérique centrale.

A la suite des démarches de multiples organismes internationaux, la CEQ s'engageait à appuyer l'effort international en soutenant la campagne d'alphabétisation au Nicaragua: il s'agissait d'alphabétiser plus de 800 000 personnes (50% de la population adulte) dans un contexte où tous les moyens matériels (cahiers, crayons, gommes à effacer) étaient inexistants.

La campagne CEQ a rapporté 175 000 $, ce qui a permis d'acheminer au Nicaragua 1/2 million de cahiers et des centaines de milliers de crayons et de gommes à effacer.

En deux ans, la campagne d'alphabétisation aura permis de faire passer le taux d'analphabétisme de 50% à 12% et près de 200 000 adultes poursuivent leur formation dans les collectifs d'éducation populaire.

SECONDAIRE 2e CYCLE – COLLÉGIAL

ÉCHANGE INÉGAL 1.11

Grâce à un jeu de simulation, les étudiantes et les étudiants prennent conscience des effets de la crise sur l'échange au plan international. Cette activité débute par une recherche; suivent ensuite l'élaboration de l'argumentation puis une période de débat.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant propose une recherche sur les rapports Nord-Sud (articles de journaux sur la conférence de Cancun à l'automne 1981) ou encore sur les rapports entre pays producteurs de matières premières et pays industrialisés. L'enseignante ou l'enseignant peut aussi fournir le matériel pertinent.

B. Les étudiantes et les étudiants se répartissent en deux groupes:

— le premier groupe représente les dirigeants des sept pays les plus industrialisés.

— le deuxième groupe représente des pays en voie de développement.

C. Chaque groupe prépare les arguments à la défense de son point de vue:

- groupe I: Besoins en matières premières: pétrole, sucre, café, minerai et exportation de produits finis. Ils ont le gros bout du bâton; le commerce avec le groupe II est une des façons de minimiser les difficultés découlant de la crise économique.

- groupe II: L'exportation de leurs matières premières leur permet d'acheter des tracteurs, des produits finis, etc. Chaque pays se caractérise par une monoproduction qui le met à la merci des cours internationaux. (Le groupe doit identifier quel pays produit quoi). L'inflation des pays capitalistes crée, chez les pays en voie de développement, une situation catastrophique car les prix pour leurs produits n'augmentent pas au même rythme. Ils doivent trouver le moyen de défendre le prix de leurs produits.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Chaque groupe délègue des représentants à un débat devant la classe. Lorsque les représentants le jugent à propos, ils peuvent consulter leur groupe d'origine.

B. Quelles portes de sortie se présentent pour les pays en voie de développement? Pour les pays capitalistes?

C. Après le débat, les étudiantes et les étudiants sont invités à évaluer l'ensemble de la démarche:

- pensent-ils que la croissance des pays industrialisés est la contrepartie du sous-développement des pays du Tiers Monde?
- quel est l'enjeu, selon eux, du dialogue Nord-Sud: un repartage des richesses au niveau mondial ou une issue à la crise pour les pays industrialisés?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Création d'un comité de solidarité internationale à l'école même.

MATÉRIEL DIDACTIQUE

Jalée Pierre, *Le pillage du Tiers-Monde*, Maspero, Paris.
Dumont René, *L'Afrique noire est mal partie*, Éditions du Seuil, Paris.
Ziegler Jean, *Main basse sur l'Afrique*, Éditions du Seuil, Paris, 1980.

2

la crise et le chômage

Texte préparé par le Regroupement des groupes de chômeurs et chômeuses du Québec

C'est au début des années soixante-dix que voient le jour à Montréal et à Québec les premiers groupes d'Action chômage. Tannés par l'éternel refrain fédéral visant à discréditer les sans-emploi, désireux de briser les notes discordantes de l'isolement et de donner un autre son de cloche, des Mouvements d'action chômage s'organisent. De douze en 1979, ils passent à la trentaine.

Dans le coin de Kamouraska, le Regroupement de chômeurs a mené une lutte pour modifier le zonage administratif. Appuyé par plusieurs MAC, ils ont fait parvenir quelque 10 000 tranches de baloney à Ottawa afin de bien leur faire «sentir» que leur situation régionale de l'emploi s'apparentait plus à celle du Bas-du-fleuve qu'à celle de Québec à laquelle on les annexait.

En Abitibi, aux prises avec l'isolement géographique, les chômeurs ont mené une lutte pour obtenir un terminal dans la région afin de réduire les délais d'attente des chèques...

Dans Lobtinière, le groupe met davantage l'accent sur l'information par le biais d'assemblées dans les villages pour parler de la loi et faire le portrait du chômage dans la région.

A Montréal, le MAC publie un manifeste...

Reprenant leur souffle à la suite d'une première tentative de fédération, les MAC ont voulu se donner un regroupement provincial à la mesure de leurs moyens, un lieu où les groupes les mieux équipés ne prennent pas tout le terrain, où les régions ne se retrouveraient pas mal à l'aise face à la grande métropole.

C'est toujours les mêmes qui paient

Avec le nombre dramatiquement élevé de chômeuses et de chômeurs, la lutte quotidienne pour le droit au travail et le droit de vivre n'est guère facile. Quant tu te fais mettre à la porte, tu rencontres toutes sortes de problèmes avec l'assurance-chômage; quand tu te cherches un emploi, tu ne trouves rien. Au bout du compte, tu te retrouves sur le bien-être (sic) social. Tu te sens coupable, tu t'écoeures, tu déprimes. Ou encore tu te révoltes. Encore faut-il que cette révolte s'exprime politiquement et collectivement pour espérer changer la vie.

Les chômeuses et les chômeurs en ont marre de toutes les solutions de rechange inadéquates (projets communautaires, OSE, etc.), dont le régime d'assurance-chômage lui-même qui ne répond pas à nos besoins et qui sert davantage à nous compliquer la vie, à nous stresser, à nous insécuriser jusqu'à nous couper les «vivres».

Nous en avons marre de voir les gouvernements être les premiers à effectuer des coupures de postes produisant ainsi des milliers de chômeurs et chômeuses additionnels qui viennent grossir les rangs de ceux et celles qui sont déjà là. En plus de créer du chômage, les coupures de postes privent les citoyens de nombreux services souvent essentiels (hôpitaux, bureaux d'aide sociale, etc.).

Les politiques de l'État deviennent de plus en plus répressives. Cette répression se manifeste surtout au niveau du durcissement et de l'application des lois de l'assurance-chômage. En effet, depuis 1976 la loi ne cesse de se durcir à mesure que les possibilités d'emploi diminuent. La Loi 54 (Bill C-14) en est un bel exemple. Elle réduit le taux de prestation à 60% alors que l'inflation ne cesse de grimper. Elle exclut une grande partie des travailleurs saisonniers réitérants, précisément ceux qui en ont le plus besoin. Elle exclut aussi (en exigeant 20 semaines pour des nouveaux arrivants sur le marché du travail), une multitude de jeunes sortant des écoles, des universités... les transférant au régime de la misère noire de l'aide sociale.

Et ce n'est pas fini puisque le gouvernement fédéral se propose de couper davantage dans le régime d'assurance-chômage.

Nous refusons d'être les victimes

Nous refusons toute politique visant à nous enlever nos jobs (fermetures d'usines, coupures de postes, etc.). Nous refusons toute politique visant à nous donner des solutions de rechange inadéquates (chèques de chômage ou d'aide sociale). Nous revendiquons «plein salaire». Nous n'avons pas à subir seuls les contrecoups de la mauvaise administration, du caprice, de l'ambition effrénée de certains patrons ou entreprises ou encore de leur «malchance».

Nous sommes des milliers à postuler des emplois inexistants. Tenter, à force de publicité, de laisser croire à la population que tous ces gens sont des paresseux, des fraudeurs, serait une entreprise quelque peu hasardeuse! C'est peine perdue. Les sans-travail sont beaucoup trop nombreux à envahir les centres de main-d'oeuvre et les bureaux de la Commission de l'emploi et de l'immigration. Beaucoup d'entreprises écrivent à leurs portes: «Ne prenons plus les demandes d'emploi». Le problème du chômage prend tellement d'ampleur que nous pourrions sans exagérer crier à la catastrophe.

Non les jeunes ne sont pas des paresseux ni des «chroniques» (terme employé par les gouvernements). C'est notre système qui est malade, qui agonise. Une civilisation qui rejette ses jeunes est une civilisation qui se meurt.

Nous n'acceptons pas de mourir ni d'être bafoués dans nos droits les plus fondamentaux. Nous disons **NON** aux manigances et aux attaques de l'État. Nous disons, c'est assez de harcèlement, de politiques d'écoeurement. Nous voulons du travail, de vrais emplois bien rémunérés à temps plein. Il y a beaucoup de choses à faire. Nous le savons. Nous voulons produire des services et des biens à la population, être membres à part entière de la société. Nous luttons pour notre droit au travail, certains de remporter la bataille car c'est pour notre survie que nous luttons, non pour des profits.

La situation des travailleurs et travailleuses privés d'emploi est de plus en plus intenable. Il faut que de plus en plus d'actions se fassent pour que nous soyons sur la voie du changement. Nous sommes résolus à bâtir ensemble un monde où nous aurons tous, travailleurs et travailleuses, notre place et nous le bâtirons même si les «faiseurs de profits» nous mettent des bâtons dans les roues.

«Chômer c'est dur, se faire couper, c'est trop»

Le Regroupement des groupes de chômeurs et de chômeuses du Québec dégage dans son mémoire les orientations suivantes: Il est impérieux que l'on travaille à mettre en place une politique de plein emploi; que l'on prenne des mesures pour protéger les emplois existants et que les employeurs assument leur responsabilité à cet égard; que l'on assure aux sans-emploi une protection réelle de leur revenu et conséquemment que l'on élargisse l'accessibilité à l'assurance-chômage. Le régime d'assurance-chômage doit être assoupli au niveau des délais administratifs, accessible pour toute la population travailleuse. On doit également augmenter le taux et la durée des prestations particulièrement pour les personnes travaillant à temps partiel, saisonnièrement et avec un faible revenu.

Le Regroupement des groupes de chômeurs et chômeuses du Québec

Il est carrément démontré que le chômage touche davantage les travailleuses et les travailleurs les moins scolarisés. S'il est une prise de conscience que l'école doit développer, c'est bien celle-là! Et ce, en dépit du fait que de plus en plus de diplômés ne trouvent pas d'emploi sur le marché du travail.

L'école doit aussi informer les futurs travailleuses et travailleurs de leurs droits ainsi que de l'existence d'organisations de défense que les travailleurs et les chômeurs se sont données et des revendications qu'ils mettent de l'avant. L'école ne doit pas éviter d'aborder les problèmes occasionnés par le chômage des jeunes, mais les préparer à se défendre face à cette situation.

OBJECTIFS DE CONSCIENTISATION

1. Sensibiliser les étudiantes et les étudiants au fait que le chômage de leurs parents n'est pas le fruit du hasard ou de l'irresponsabilité individuelle.
2. Amener les étudiantes et les étudiants à comprendre qu'il est de leur intérêt d'atteindre un haut niveau de scolarité.
3. Convaincre les étudiantes et les étudiants que la riposte aux mesures politiques qui créent le chômage nécessite un élargissement de la syndicalisation des travailleuses et des travailleurs.

MISES À PIED 2.1

Une comptine permet d'initier les enfants au problème des mises à pied.

OBSERVATION ET ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les enfants apprennent la comptine suivante, tirée des Comptines populaires, pp 42-43.

Fallait faire des mises à pied.
Le patron m'a fait entrer,
Dans son grand bureau doré,
Va-t-i, va-t-en,
Tu es clairé,
Pis j'étais pas syndiqué.

On peut en faire un jeu de sorte que celui touché par la dernière syllabe est éliminé.

«Clairé» est un terme constamment employé (de l'anglais to clear) et a son équivalent en France dans le terme «virer».

B. Les enfants sont invités à discuter de la comptine:

– ont-ils des parents en chômage?

– y a-t-il eu une fermeture récente d'usine dans la région?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

Le groupe compose une autre comptine qui exprime les revendications des chômeuses et chômeurs et les moyens qu'ils se sont donnés pour se défendre.

UNE FERMETURE D'USINE 2.2

PRIMAIRE 2e CYCLE – SECONDAIRE: Voir remarque

L'activité propose la réalisation d'une ***bande dessinée****. Elle sensibilise au problème du chômage.*

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Il s'agit d'abord de produire pour chaque enfant, ou de reproduire au tableau le canevas de bande dessinée que l'on retrouve à la fin de la fiche.

B. L'enseignante ou l'enseignant s'assure que tous les textes sont bien compris.

C. Les enfants engagent une discussion sur les répercussions d'une fermeture d'usine: mises à pied, chômage, recherche d'un autre travail, difficultés rencontrées par les travailleuses et travailleurs plus âgés, parfois déménagement, parfois assistance sociale le reste de sa vie. Mais parfois aussi, les travailleuses et les travailleurs s'organisent et réussissent à faire réouvrir l'usine ou à en faire ouvrir une autre.

D. L'enseignante ou l'enseignant invite les enfants à réaliser les dessins des 5 premières cases et à trouver des textes et des dessins pour les 4 cases suivantes.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Quelques enfants pourraient vouloir expliquer aux autres ce qu'ils ont fait et pourquoi ils ont choisi tel texte ou tel dessin. Des discussions peuvent alors permettre de réaliser davantage les conséquences du chômage sur la vie familiale, la santé, la délinquance, la perte du pouvoir d'achat, etc.

B. Connaissent-ils des personnes qui ont perdu leur emploi?

Quelles difficultés rencontrent-elles (paiement de maison, paiement d'auto, comptes d'électricité, de téléphone, épicerie, etc.

Comment ces personnes résolvent-elles leurs difficultés?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

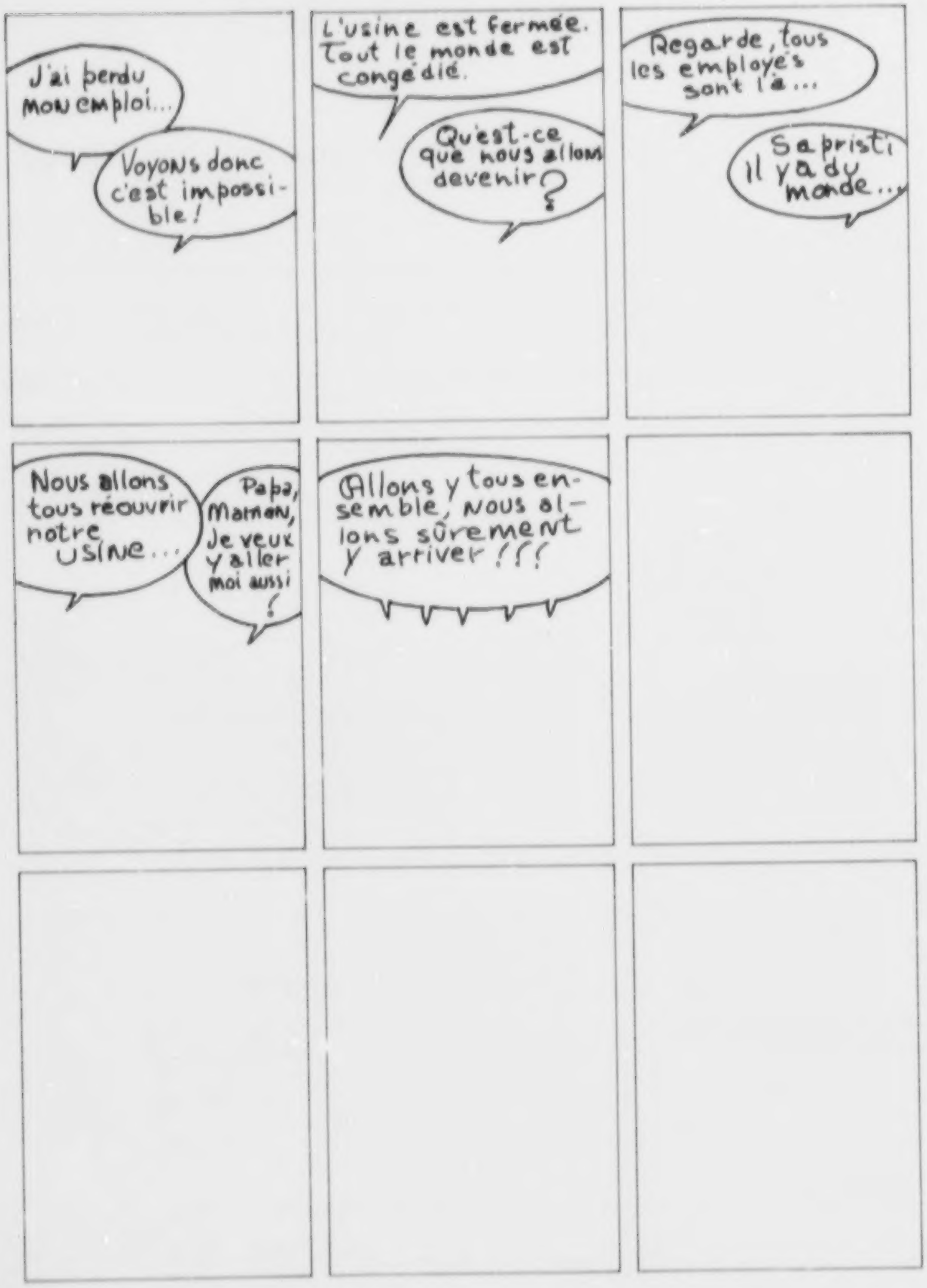
A. Les enfants peuvent afficher les bandes dessinées dans l'école.

B. Ils peuvent aussi réaliser quelques affiches portant sur le chômage.

REMARQUES:

A. **Au secondaire**, les étudiantes et les étudiants pourraient rencontrer un ou des travailleurs touchés par une récente fermeture d'usine.

B. La CSN vient de publier un manifeste qui présente le témoignage des dizaines de travailleuses et de travailleurs victimes de fermetures d'usines. Son titre: *Du travail pour tout le monde*



Français, arts rythmiques, géographie, sciences morales

L'activité propose une étude de texte à partir d'une chanson. Elle sensibilise aux problèmes des chômeuses et des chômeurs.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant fait écouter la chanson *Ti-Cul Lachance* de Gilles Vigneault.

B. Il fait s'exprimer les étudiantes et les étudiants sur ce qu'ils retiennent après l'avoir écoutée **une fois.**

C. Il fait écouter à nouveau, et demande aux étudiantes et étudiants de noter des éléments qu'ils n'avaient pas retenus la première fois.

D. Il favorise des échanges sur les perceptions diverses, en sous-groupe d'abord, et en grand groupe ensuite.

E. Il fait écouter à nouveau, après avoir distribué le texte.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants établissent des liens entre la situation présentée par la chanson et les gens de leur milieu.

B. Ils identifient les problèmes décrits dans la chanson et ceux vécus par les travailleuses et les travailleurs.

C. Qui est un travailleur?

Pour le Bureau fédéral de la statistique, c'est la personne âgée de 14 ans et plus qui fait un travail moyennant rémunération ou bénéfices, pour elle-même ou le ménage, ou qui ne travaillait pas pour cause de maladie, mauvais temps, grève ou lock-out, vacances ou autres congés.

D. Qui est un chômeur?

– selon votre définition

– selon celle du Bureau fédéral de la statistique qui est:

Une personne

– sans emploi

– activement à la recherche d'un travail durant les 4 dernières semaines

– prête à travailler, donc disponible

– récemment mise à pied ou devant occuper sous peu un emploi connu.

E. Y a-t-il des différences entre les définitions personnelles des élèves et celle du Bureau fédéral de la statistique? Discussion.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Il existe dans différentes régions des regroupements de chômeuses et de chômeurs. Les étudiantes et les étudiants pourraient les contacter pour obtenir plus de données locales.

B. Ces regroupements de chômeuses et de chômeurs participent à la fête du 1er mai; voir comment les étudiantes et les étudiants pourraient contribuer à la réussite de cette fête: s'offrir pour le lunch, préparer des pancartes, participer selon d'autres formes.

REMARQUES:

Au collégial, l'activité pourrait être davantage structurée et poussée.

Les étudiantes et les étudiants pourraient être invités à analyser la montée du chômage et ses effets sur les travailleuses et les travailleurs, sur les salaires en général, sur la famille, la vie de couple. La réflexion pourrait porter sur l'inventaire des mesures correctrices à apporter aux politiques concernant l'assurance-chômage.

Les étudiantes et les étudiants pourraient également appliquer le concept «chômage» à un groupe d'âge, une sous-population ou une région. On sait que le concept officiel ne rend pas compte de toutes les réalités. Il serait donc intéressant que les étudiantes et les étudiants appliquent les éléments de la définition fournie par Statistique Canada à une population visée. Les étudiantes et les étudiants prendraient alors clairement conscience que ceux qui chôment vraiment ne sont pas tous considérés «chômeurs» aux yeux des organismes officiels.

Pourquoi en est-il ainsi?

TI-CUL LACHANCE

Paroles et Musique: Gilles Vigneault

Je suis chômeur de mon état
J'm'appelle Ti-Cul Lachance
Pogné, marié, trois filles, deux gars
Merci pour l'assistance
Comme j'habite un pays loin d'l'eau
Ils ont fermé l'chantier d'bateau
Tu les as laissé faire
Comme j'ai pas posé d'bombes par là
Pis qu'ça faisait p't'êtr' ton affaire
Tu penses que j'm'en aperçois pas

Tu penses que j'm'en aperçois pas
Parc'que j'vois pas la caisse
Tu t'penses en haut et du m'penses en bas
Du moment que j'me baisse
J'me baisse pour choisir mon caillou
Avant qu'tu l'vend's avec le trou
D'avant, d'après la guerre
Parc'que tu m'fournis mon tabac
Parc'que tu m'as payé une bière
Tu penses que j'm'en aperçois pas

Tu penses que j'm'en aperçois pas
Quand tu mets ta pancarte
A vendre! A vendre! avec en bas
Indiqué sur les cartes
Si vous aimiez mon Labrador
Ajoutez-y donc ma Côte-Nord
Le bois y est hors d'âge
Quand tu descends nous voir dans l'bas
On sait qui c'qui paye ton voyage
Tu penses qu'on s'en aperçoit pas

Tu penses que j'm'en aperçois pas
Que t'es rien qu'un sous-ministre
Nos vrais ministr's sont aux États
C'est là qu'ils t'administrent
C'est là qu'ils font les gros fusils
Avec du fer de ton pays
Mais toi t'es à la chasse
Comm' tu m'vois pas dans ces clubs-là
Pis qu'on est pas confrères de classe
Tu penses que j'm'en aperçois pas

Tu penses que j'm'en aperçois pas
Du moment que j'dépense
C'que tu m'donnes en plus de mes r'pas
Mais rien à faire... on pense
Dans tes ment'ries télévisées
Des fois t'oublies d'te déguiser
Pis on voit tes deux faces
Tu vends mon ch'min tu vends mon pas
Tu vends mon Temps p'is mon Espace
Tu penses que j'm'en aperçois pas

Tu penses que j'm'en aperçois pas
Quand tu m'pouss's vers la grève
Bien qu't'aimes pas nos syndicats
Tu s'rais content qu'ils crèvent
Quand tu mets nos chefs en prison
L'patron te reçoit dans sa maison
T'es là comme en famille
Parce que ma femm'lav'pas vos draps
Parc'que mon gars viol's pas vos filles
Tu penses que j'm'en aperçois pas

Tu m'fais voter pour tes pantins
Les deux mains sur la Bible
Comm'c'est toi qui comptes les bulletins
Y'a pas d'erreur possible
Le jour où j'vas voter pour moi
Le recomptage prendra des mois
Des mois pis des années
Pis si j'veux jouer au p'tit soldat
J'sais qu't'as déjà tout' une armée
Pour me faire retrouver ton pas
Des matins je m'lève Esquimau
J'te vois vider l'Arctique
L'eau les humains les animaux
À des prix électriques
J'peux pas croire que tu sois si bas
J'peux pas croire que tu sois si rat
Faudrait qu'tu sois si bête
A s'mer du vent de c'te force-là
Tu t'prépares une joyeuse tempête

Peut-être ben qu'tu t'en aperçois pas.

Gilles Vigneault.

LE CHÔMAGE CHEZ LES JEUNES 2.4

SECONDAIRE 2e CYCLE

Mathématiques, ISEP, IVE, formation professionnelle

Cette activité propose aux étudiantes et aux étudiants de recueillir les données contenues dans un texte sur le chômage des jeunes, de les porter en un tableau et en histogrammes. Ils prennent conscience des moyens à leur disposition pour se défendre.

OBSERVATION ET ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. À partir des données du texte en annexe, les étudiantes et les étudiants complètent le tableau suivant sur le % de chômeurs canadiens selon le niveau de scolarité.

Niveau	% de chômeurs

A. Ils tracent deux histogrammes:

- le premier à partir des données A;
- le deuxième illustrant le % de chômeurs qui sont des jeunes par rapport à leur proportion dans la population totale.

C. Ils interprètent les données recueillies:

- il est très difficile pour les jeunes de se trouver un emploi
- plus on est instruit, moins on risque de chômer.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant invite les étudiants à répondre au jeu-test sur l'assurance-chômage. On discute du Bill C-14 et de ses effets.

B. L'enseignante ou l'enseignant informe les étudiantes et les étudiants de la réalité qu'ils devront affronter après l'école: il faut travailler 20 semaines pour avoir droit à l'assurance-chômage. S'ils n'ont pas, ou plus droit aux prestations d'assurance-chômage, il leur reste l'aide sociale: 131,00 $ par mois s'ils ont moins de trente ans.

C. Les étudiantes et les étudiants prennent conscience de la réalité particulière de la région: ils rencontrent quelqu'un d'un CLSC, du Centre de Main-d'oeuvre ou d'un Mouvement Action-Chômage.

D. Ils identifient les organisations de défense des droits des chômeuses et des chômeurs et leurs principales revendications.

E. Ils peuvent organiser un débat entre quelqu'un du Centre de Main-d'oeuvre et quelqu'un du Mouvement Action-Chômage.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants diffusent largement la plate-forme du regroupement des chômeuses et des chômeurs auprès des finissants de l'école.

B. Ils organisent une protestation auprès du Centre de Main-d'oeuvre, du ou des députés, etc.

ANNEXE

Dans la course aux emplois rares, les décrocheurs n'ont que de minces chances de surnager. Les chiffres sont hélas là pour le prouver: 50% des chômeurs ont entre 15 et 24 ans alors que ces jeunes ne constituent que 25% de la main-d'oeuvre totale. Le taux de chômage de cette strate d'âge est donc anormalement élevé et les chances pour un jeune de se trouver un emploi en 1981 sont inférieures à celles qui prévalaient il y a dix ans sur le marché de l'emploi et ce, même s'il est plus instruit aujourd'hui. Le marché de l'emploi n'a tout simplement pas suivi la courbe démographique du baby-boom des années soixante.

(...)

Traditionnellement, chômage et degré d'instruction étaient inversement proportionnels. C'est encore vrai aujourd'hui, même si de plus en plus de diplômés universitaires languissent dans les salles d'attente des centres de main-d'oeuvre. Pour les 15-24 ans, dont le nombre boursoufle les statistiques, le pourcentage des chômeurs canadiens selon leur degré de scolarité, se répartit ainsi pour les années 1974-77: cours élémentaire seulement, 23,2%; cours secondaire, 13,5%; études postsecondaires inachevées, 9,5%; diplôme d'études collégiales, 6,3%; diplôme universitaire, 5,5%.

Tiré de: Dagenais Angèle, *50% des chômeurs ont entre 15 et 24 ans, Le Devoir*, 20 février 1981, p. 22.

JEU-TEST

ASSURANCE-CHÔMAGE

Le 22 décembre 1978, la Chambre des Communes du Canada adoptait le Bill C-14, projet de loi qui modifie fondamentalement les conditions d'admissibilité aux prestations de chômage alors en vigueur. Essaie de répondre à ces questions en choisissant la bonne réponse.

1. En 1978, le nombre de semaines de travail requis pour recevoir des prestations d'assurance-chômage variait en fonction du taux régional de chômage. Le minimum de semaines était de:

   a) 8 semaines
   b) 10 semaines
   c) 12 semaines

   réponse: b)

2. En 1982, pour être admissible aux prestations de chômage, la travailleuse ou le travailleur devra avoir à son crédit un certain nombre de semaines d'emploi assurable; compte tenu du taux régional de chômage, le nombre minimum de semaines exigé est de:

a) 8 à 10 semaines
b) 10 à 12 semaines
c) 10 à 14 semaines

réponse: c)

3. Les nouveaux arrivés sur le marché du travail (ex.: les étudiantes et les étudiants qui terminent leurs études) ou ceux qui ont été absents du marché du travail pour une assez longue période, devront occuper un emploi assurable pendant combien de semaines avant d'être admissibles aux prestations?

a) 10 semaines
b) 12 semaines
c) 20 semaines

réponse: c)

4. Le gouvernement fédéral en adoptant le Bill C-14, a modifié les taux de prestations par rapport à la rémunération hebdomadaire assurable. Il les faisait passer de:

a) 66 2/3% à 70%
b) 66 2/3% à 65%
c) 66 2/3% à 60%

réponse: c)

5. Le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable est de:

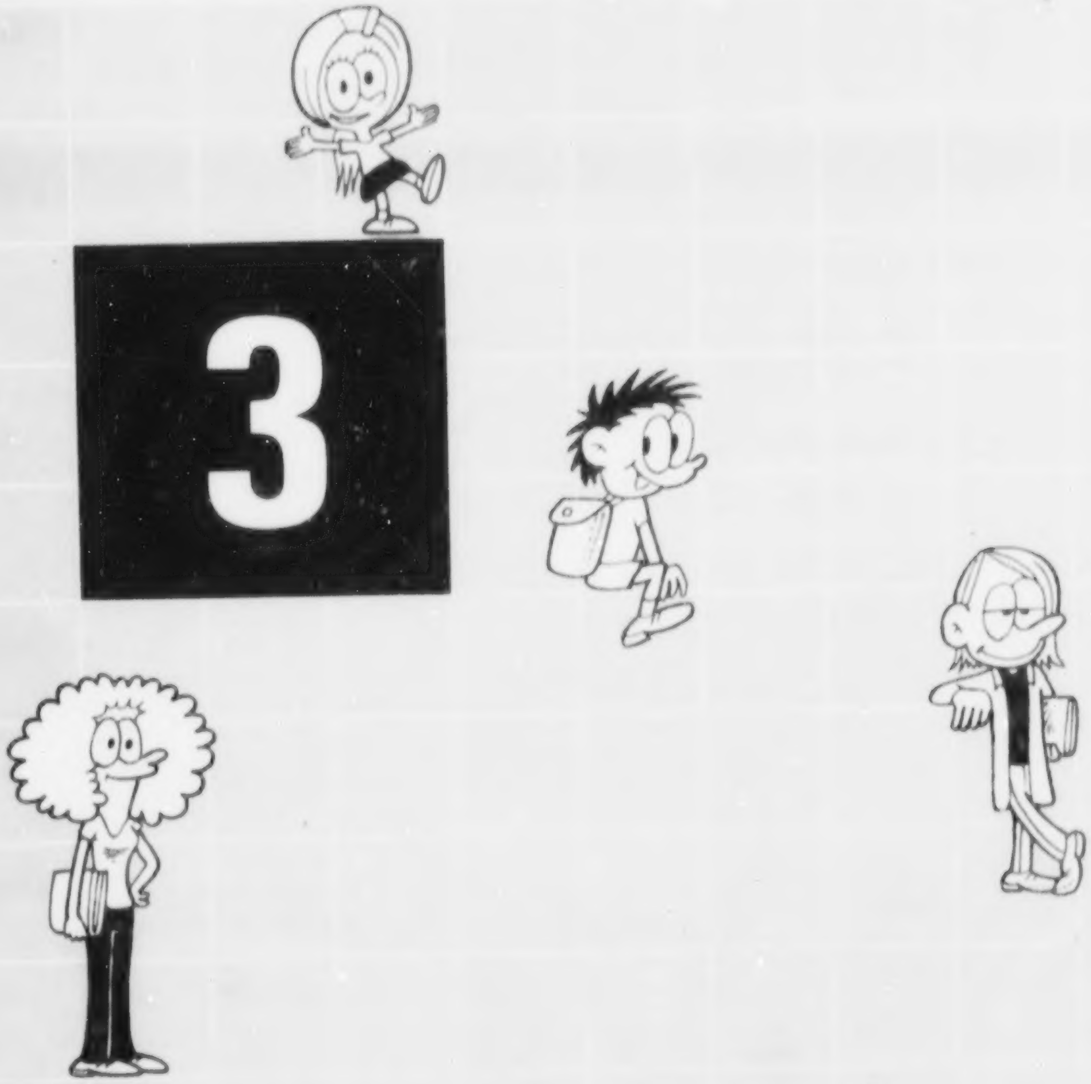
a) 400 $ par semaine
b) 350 $ par semaine
c) 315 $ par semaine

réponse: b)

6. Lorsque le gouvernement fait passer de 66 2/3% à 60% le taux des prestations de chômage, cela signifie pour la travailleuse ou le travailleur une baisse dans les prestations de:

a) 5%
b) 6%
c) 10%

réponse: c)



3

la crise et la consommation

LA CRISE ET SES EFFETS SUR LES CONDITIONS DE VIE DES CONSOMMATEURS ET CONSOMMATRICES DU QUÉBEC

Texte préparé par la Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec (FNACQ)

1. Quelle crise?

Dans les milieux populaires et syndicaux, ce n'est pas la première année où l'on parle de la crise. Qu'on se rappelle les débuts des années soixante-dix où les ACEF publiaient une étude sur l'état de l'endettement des Québécois qui s'intitulait: *«Le Québec de l'abondance à la réalité de l'endettement»*. Alors aujourd'hui, de quelle crise parle-t-on?

L'augmentation des prix du pétrole, l'abolition des tarifs douaniers, les changements technologiques et l'introduction de l'informatique dans les industries, l'accélération du roulement des capitaux posent deux ordres de problèmes. Ces changements ont pour effets d'augmenter le chômage et les prix à la consommation. Ils exigent, par ailleurs, de plus en plus de capitaux. La poursuite de ce type de développement ne peut se réaliser que par les entreprises multinationales, la concentration des capitaux et la collaboration des gouvernements.

Une des caractéristiques de la crise de 1981-82, est que par l'augmentation des taux d'intérêt, le gouvernement américain, suivi en cela par les autres gouvernements des pays industrialisés, contribue froidement à l'alimenter.

Casser l'inflation par des taux d'intérêt, qualifiés d'usuraires en 1970, permet aux gouvernements et aux entreprises de réduire les dépenses d'administration, de contrer les revendications salariales des syndicats et d'éliminer du système les canards boiteux, soit les petites et moyennes entreprises.

2. La vraie crise

Durant les années dites de prospérité, les organisations vouées à l'amélioration des conditions de vie, tour à tour, à leur manière, remirent en question le développement de la société de consommation. Deux constats présidaient à cette remise en question: La société crée des inégalités socio-économiques que les paiements de transfert ne parviennent pas à combler; le niveau de vie atteint par la société de consommation se réalise par l'exploitation des pays en voie de développement.

Ces constats ont d'ailleurs été repris par le Conseil de Planification et de Développement du Québec dans un avis portant sur les inégalités socio-économiques, remis au Premier ministre du Québec: ***«Le Conseil n'ignore pas l'élargissement explosif et tragique des inégalités à l'échelle internationale et il se doit de souligner que les Québécois y contribuent, en profitent et en subissent les conséquences à des degrés divers. Le modèle énergivore, par exemple, bien adapté au cartel pétrolier nord-américain, a plongé l'Amérique, et bien sûr le Québec, dans un gâchis énergétique invraisemblable. Les géants du pétrole, les grandes industries de guerre ainsi que certaines entreprises multinationales continuent de réaliser des gains importants, même en cette période de longue stagnation économique que nous traversons: ces gains ne***

sont pas sans effets sur les plus démunis sur le marché du travail québécois. Ces entreprises, par le modèle de développement qu'elles mettent de l'avant, contribuent plus que tout autre groupe à l'élargissement des inégalités socio-économiques.» (p. 4)

Outre le fait que de nouveaux ménages viendront rejoindre les rangs des ménages en difficultés financières, la vraie crise entraîne une perte de contrôle sur notre milieu de vie. Plutôt que nous rapprocher, elle tend à nous isoler. En fait, il s'agit d'une crise provoquée par le développement du capital et assumée par les gouvernements qui apportent des solutions pour permettre au capital de résoudre ses problèmes de croissance.

3. Quand les revenus ne font pas le poids

Les revenus, depuis 1975, n'ont pas suivi la hausse des prix. De plus, chaque mois, faute d'emploi ou à la suite de fermetures d'entreprises, plusieurs Québécois et Québécoises se retrouvent dans des situations précaires recevant des prestations d'assurance-chômage pour, par la suite, «tomber» sur l'assistance sociale.

Présentement au Québec, près d'un million de personnes vivent sous le seuil de la pauvreté sans compter celles qui travaillent au salaire minimum.

4. De l'endettement au sur-endettement

Pour ces familles à faible revenu, on ne parle plus d'endettement mais bien de sur-endettement. Alors qu'au début des années soixante-dix, l'endettement était davantage relié à l'achat de biens durables (appareils ménagers) ou semi-durables (véhicules), on assiste présentement à un endettement de plus en plus marqué pour les biens essentiels tels que le logement, la nourriture, l'habillement quand ce n'est pas pour la santé.

L'alimentation et le logement occupant les premiers postes budgétaires des familles défavorisées, celles-ci se trouvent davantage pénalisées par l'escalade des prix qui fait rage dans ce domaine. En effet, pour les familles à faible revenu, l'alimentation et l'habitation comptent pour 55% de l'indice à l'inflation.[1]

5. Un cul-de-sac dans les solutions à l'endettement

Pour plusieurs, les problèmes financiers deviennent omniprésents dans la vie de tous les jours sans parler des tensions qu'ils engendrent au plan psychologique. Il ne serait certainement pas «rentable» pour un gouvernement de «comptabiliser» le coût social de cette crise (augmentation de la violence, des divorces, des suicides, etc...)

De plus, en cette période de crise, les problèmes financiers sont de plus en plus difficiles à résoudre: premièrement parce que la principale cause de l'endettement est le manque à gagner et, deuxièmement que les solutions applicables durant les années soixante-dix sont devenues caduques.

- Le dépôt volontaire

Il permettait à ceux et celles qui travaillent de protéger leur salaire. Plus de la moitié des dettes des ménages ne sont pas inscriptibles au dépôt; les versements que l'on doit effectuer se calculent à partir du revenu brut et tous ceux et celles dont le revenu provient de l'aide sociale, de pension, etc... ne peuvent inscrire leurs dettes.

1. Statistique Canada, juillet 1981.

- **La consolidation de dettes**

Trouver de nos jours à 22% d'intérêt une institution financière qui va prêter une somme souvent équivalente à une année de salaire net pour rembourser ses dettes tient du prodige ou de la folie. Lorsqu'un banquier y consent, il voudra que la personne qui emprunte soit endossée par à peu près tous les membres de sa famille.

- **La faillite personnelle**

C'est la solution qui présentement est la plus populaire. De 1974 à 1977 au Québec, les faillites personnelles sont passées de 1 761 à 3 880.(2)

Ça permet de liquider ses dettes et de partir à neuf. Toutefois, cette mesure se heurte à des difficultés grandissantes: les dettes dites de nécessité de la vie ne s'effacent pas et on doit les payer en entier (ex.: l'électricité, le gaz, le téléphone, l'alimentation, etc...) De plus, le programme du syndic public fédéral qui avait beaucoup de succès au début des années soixante-dix a été grandement modifié depuis. Il était trop utile et faisait perdre des sommes trop considérables aux créanciers.

- **Le serrage de ceinture**

C'est en train de devenir la solution no 1 à un rééquilibre budgétaire. Le million de Québécois et de Québécoises qui vivent sous le seuil de la pauvreté n'ont pas attendu que M. Trudeau leur serve la recette pour commencer à l'appliquer. Le problème c'est que plusieurs sont rendus au «dernier trou».

6. La défense et la promotion des intérêts des consommateurs

La FNACQ regroupe quatre ACEF (Estrie, Granby, Québec et Rive-Sud de Montréal) ainsi que le SIRAC (Service d'information et de recherche en animation et consommation).

- **Activités locales**

Chacun travaille dans son milieu à promouvoir et défendre les intérêts des consommateurs que ce soit par le biais de la consultation budgétaire, par la mise sur pied de comptoirs alimentaires, de coopératives d'habitation, de regroupements de chômeurs et chômeuses et par des interventions et des pressions publiques contre les pratiques abusives de certaines compagnies et l'augmentation des prix dans le domaine de l'alimentation.

- **Les priorités au niveau national**

a) Étiquetage des prix

Dernièrement, la FNACQ a mené une campagne de sensibilisation contre la disparition des prix sur les produits vendus au détail. Avec l'appui de différentes associations de consommateurs, organisations populaires et syndicales, nous avons revendiqué la mise en application de l'article 223 de la Loi sur la protection du consommateur, obligeant les commerçants à indiquer les prix. Cette action avait pour but de préserver un droit essentiel pour les consommateurs: celui à l'information.

---

2. Ministère de la Consommation et des Corporations du Canada, cité dans une étude de l'ACEF de Montréal: *«33% des ménages québécois vivent en-dessous du seuil de pauvreté»*, mars 1978.

b) L'alimentation

Étant donné la part importante du budget accordée à l'alimentation par les familles à faible revenu et compte tenu du fait que celle-ci contribue pour une bonne part à l'augmentation de l'inflation, des actions dans le domaine agro-alimentaire ont été entreprises.

Un des objectifs de la FNACQ est de soustraire aux lois du profit du marché capitaliste, les aliments jugés essentiels par les consommateurs de telle sorte qu'ils soient rendus accessibles de façon générale et égalitaire sans considération du niveau de revenu.

7. Les solutions mises de l'avant

Pour la FNACQ, la recherche de solutions qui soient à l'avantage des consommateurs, particulièrement ceux à faible et moyen revenus passe par trois politiques:

- apporter des solutions qui favorisent le contrôle des conditions de vie par les consommateurs;

- différencier les solutions macro-économiques selon des choix sociaux, par exemple: établir des faibles taux d'intérêt pour favoriser l'achat de biens de première nécessité;

- promouvoir à court terme des solutions qui soulagent les ménages à faible revenu, comme par exemple, l'indexation des prestations sociales.

Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec

A cause de la crise, de nombreux ménages viennent rejoindre les rangs des familles en difficulté financière. Or, de nombreuses recherches ont clairement démontré l'importance des conditions socio-économiques des familles comme facteur de la réussite scolaire des enfants.

En outre, la crise, par ses effets, entraîne une perte de contrôle sur les décisions qui normalement sont prises dans le cadre de la vie quotidienne: la situation se dégrade et chacun lutte pour sa survie; parfois s'installent le désoeuvrement, le découragement, et souvent la honte, même si aucune responsabilité individuelle ne peut être imputable à celui qui l'éprouve. Plutôt que de rapprocher les victimes, la crise les pousse vers l'isolement. Et les enfants sont profondément marqués par tout ça.

Si l'école ne peut que limiter les dégâts de conditions socio-économiques difficiles sur la réussite scolaire des enfants, elle peut fortement contribuer par la démystification de la situation et par ses incitations à la solidarité, à refouler la honte et à rompre l'isolement.

OBJECTIFS DE CONSCIENTISATION

1. Sensibiliser les étudiantes et les étudiants au fait qu'en cette période de crise, les problèmes financiers deviennent omniprésents dans la vie quotidienne d'un très grand nombre de familles et que ces problèmes deviennent de plus en plus difficiles à résoudre.

2. Faire prendre conscience aux étudiantes et aux étudiants de la situation d'endettement progressif à laquelle la crise conduit de nombreuses familles.

3. Sensibiliser les étudiantes et les étudiants au fait que cette situation est directement reliée aux politiques de crise prises par les gouvernements. Ex.: hausse des taux d'intérêt.

4. Amener les étudiantes et les étudiants à s'interroger sur d'autres voies de sortie et à appuyer les revendications des organisations syndicales et populaires.

LA BONNE ALIMENTATION 3.1

Par un jeu, l'enfant est amené à développer une attitude positive face aux aliments-santé et un comportement de rejet face aux aliments-déchets. Il prend conscience qu'une saine alimentation est fonction d'un revenu adéquat.

(Voir jeu en encart)

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

En groupe de 3 ou 4, les enfants jouent le jeu de «la bonne alimentation».

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les enfants discutent de leurs pratiques alimentaires par rapport à ce qu'ils ont appris dans le jeu. Y a-t-il des familles où il y a peu de fruits? Peu de lait et de fromage? Peu de variété de légumes?

B. Les enfants discutent des raisons de cette situation. Ils doivent prendre conscience que, s'il est nécessaire d'apprendre à mieux se nourrir, bien manger n'est pas qu'une question d'éducation, mais aussi sinon surtout, de ressources financières. L'exemple du berlingot de lait distribué gratuitement dans les écoles en est une illustration. On constatera sans doute que les enfants qui mangent peu de fruits, etc. sont ceux de familles à faible revenu.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. L'alimentation n'est pas qu'un problème individuel, c'est un problème collectif qui dépend de la distribution des revenus dans notre société. Comment une famille à faible revenu, qui voit son pouvoir d'achat diminuer régulièrement, comme conséquence de la crise, peut-elle bien s'alimenter? Comme activité, les enfants pourraient visiter les installations d'une coopérative alimentaire, ou recevoir l'un des responsables.

RÈGLES DU JEU

1. Déterminer par un premier coup de dé celui ou celle qui commence le jeu puis chacun joue son dé.
2. Si un joueur arrive sur une **case**-poubelle, il joue le contenu de la **carte-poubelle**, si c'est une **case**-soleil, il joue le contenu de la **carte-soleil**.
3. Enfin, pour pénétrer dans le cercle alimentation, les points obtenus doivent correspondre au nombre de cases à franchir.
4. Le gagnant est celui qui arrive le premier dans le cercle de l'alimentation.

MATÉRIEL DIDACTIQUE

Se procurer de l'argent jouet.

ADMINISTRER UN BUDGET 3.2

PRIMAIRE 2e CYCLE – SECONDAIRE 1er CYCLE

Mathématiques, communication orale

L'activité consiste à mettre les enfants en situation d'administrer un budget selon le salaire qu'ils ont et en prenant conscience d'obligations à respecter.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant demande aux enfants d'apporter des circulaires d'alimentation, des revues, des catalogues.

B. L'enseignante ou l'enseignant prépare à l'avance des enveloppes identifiées au nom d'un métier et y insère une note précisant un montant d'argent correspondant au métier, selon les normes précisées plus loin.

C. L'enseignante ou l'enseignant demande 5 volontaires qui agiront comme commis; ils porteront un des 5 macarons proposés. Ces volontaires découpent à partir des circulaires, etc. des articles (avec leur prix) relevant de leur secteur et disposent le tout devant eux.

D. L'enseignante ou l'enseignant invite les autres enfants à choisir un métier et leur remet l'enveloppe correspondante de même qu'un carnet de budget.

E. Chacun procède à des achats; le volontaire inscrit au carnet de budget le montant à déduire pour l'article acheté. Au bout de 15 minutes, chacun retourne à sa place et calcule l'argent qui lui reste.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Une discussion s'engage sur les faits suivants:

- des enfants ont-ils dépensé plus qu'ils n'avaient d'argent?
- des enfants auraient-ils oublié des éléments essentiels comme le logement, l'alimentation, l'habillement?
- les enfants étudient les répartitions présentées dans le tableau de Statistique Canada que l'enseignante ou l'enseignant reproduit au tableau. Ils calculent le montant qu'ils doivent allouer à chaque item en fonction du montant d'argent dont ils disposent. Ces montants peuvent être simplement proposés aux enfants.

B. On reprend le jeu une deuxième fois en tenant compte de la répartition proposée. La discussion s'engage à nouveau:

- est-ce difficile d'arriver?
- des enfants ont-ils été obligés de sacrifier aux chapitres du loisir, du tabac, etc?

- quels sont les effets des écarts dans les revenus?

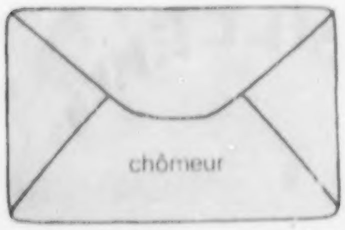
- comprend-on pourquoi certaines familles doivent s'endetter?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Afin de poursuivre l'activité, on peut prévoir une production écrite qui relaterait l'expérience vécue, les conclusions et remarques des enfants; ce serait un journal de classe que l'on pourrait passer aux copains.

Remarque: le jeu pourrait être plus intéressant si les enfants disposaient d'argent Monopoly.

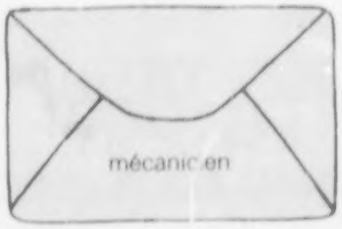
ENVELOPPES ET CARNET DE BUDGET



- vendeur ou vendeuse
- caissier ou caissière
- journalier
- concierge
- femme de ménage
- commis d'épicerie
- serveuse
- etc.

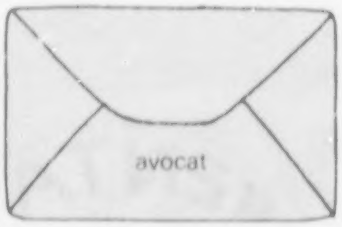
Montant caché: 150,00 $

Faible revenu



- secrétaire direction
- aide-cuisinier
- travailleur d'usine
- téléphoniste
- camionneur (euse)
- commis de bureau
- etc.

Montant caché: 300,00 $



- enseignant
- notaire
- médecin
- comptable
- ingénieur
- policier
- pompier

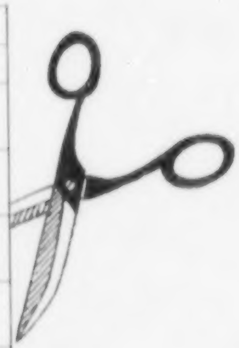
etc.

Montant caché: 500,00 $

N.B.: Le professeur peut ajouter des métiers et/ou professions à chacune des catégories pour mieux répondre au milieu.

CARNET DE BUDGET

Montant alloué (enveloppe)	$	
Postes budgétaires	1er jeu	2e jeu
• Alimentation (nourriture)	$	$
• Habillement (vêtements et chauss.)	$	$
• Habitation (Loyer ou maison)	$	$
• Loisirs (sport-vacances-voyage)	$	$
• Épargne	$	$



LOISIRS
HABILLEMENT
ALIMENTATION
LES FRUITS
ARC-EN-CIEL
HABITATION
ÉCONOMIE

TABLEAU III

RÉPARTITION DES DIFFÉRENTS POSTES DANS LE BUDGET D'UNE FAMILLE MOYENNE ET D'UNE FAMILLE À FAIBLE REVENU

	Famille moyenne	Famille à faible revenu
Alimentation	23,2%	33,7%
Habitation *	33,9	38,3
Habillement	9,0	7,5
Transports	16,1	7,5
• privé	14,0	4,7
• public	2,1	2,8
Santé, soins personnels	4,0	4,0
Loisirs, lecture, formation	7,6	4,0
Tabac et alcool	6,2	5,2
TOTAL	100%	100%
Alimentation et habitation	**57,1**	**72,0**

* Inclut entretien et ameublement

Source: Statistique Canada, mai 1981, supplément 62-010.

Ce tableau a été construit en prenant un volume précis de dépenses personnelles en 1974 et en suivant l'évolution des prix jusqu'en 1979.

LES DROITS DES LOCATAIRES 3.3

PRIMAIRE 2e CYCLE — SECONDAIRE

L'activité propose de réaliser un sondage ou de procéder à un compte rendu de lectures. Elle permet de sensibiliser les étudiantes et les étudiants aux moyens dont disposent les locataires pour défendre leurs droits.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants sont invités à chercher dans quelle mesure les hausses du coût du logement, particulièrement dues à la hausse des taux d'intérêt, contribuent à la détérioration du niveau de vie. On bâtit d'abord deux questionnaires très simples:

Questionnaire:

- Application au locataire:

  1. Quel est le montant actuel du coût du loyer?

  2. Quelle est l'augmentation annoncée pour juillet 1982?

  3. Quel est, en $, l'augmentation de votre salaire par rapport à celui de l'an dernier?

- Applicable au petit propriétaire de maison familiale:

  1. Quel montant mensuel votre maison vous coûtait-elle en avril 1981?

  2. Quel montant mensuel votre maison vous coûte-t-elle en avril 1982?

  3. Quel est, en $, l'augmentation de votre salaire par rapport à celui de l'an dernier?

L'enquête peut s'effectuer auprès des parents des étudiantes et des étudiants.

B. Les étudiantes et les étudiants compilent les données, obtenant d'abord l'augmentation **annuelle** du coût du logement; puis divisent par 4 l'augmentation annuelle du salaire (puisque normalement, on doit allouer 25% de son revenu à l'habitation). On peut voir, pour chaque cas, si l'augmentation du coût du logement conduit à une détérioration du niveau de vie, ou si elle est compensée par l'augmentation du salaire.

C. L'enseignante ou l'enseignant propose le jeu-test; correction et discussion.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Échanges en groupe large sur les constats obtenus par sondage.

B. Ils se demandent, le coût du logement augmentant, quelle partie du budget familial en souffrira: pour les bas salariés, pour les hauts revenus.

C. Ils évaluent l'importance, pour les travailleuses et les travailleurs de préserver leur pouvoir d'achat, notamment par l'indexation.

D. Ils se demandent à qui profitent les taux d'intérêts élevés (la fiche 1.9 traite spécifiquement de cette question).

E. Ils se demandent pourquoi la Ligue des propriétaires de Montréal veut dresser une liste noire des locataires; quels pourront être les critères utilisés?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants peuvent certainement faire connaître à la population, via un kiosque, le journal étudiant, ou autrement, des éléments d'information sur les droits des locataires qu'ils pourraient se procurer auprès d'associations de locataires ou de comités de citoyens.

B. Il serait intéressant d'organiser une simulation mettant en présence la Régie du logement, un locataire plaignant, un propriétaire qui se défend. Une telle situation pourrait prendre comme point de départ quelques cas retenus du sondage.

C. À l'aide des informations obtenues des associations de locataires, les étudiantes et les étudiants du secondaire pourraient être invités à élaborer un jeu-test beaucoup plus complet — où les réponses sont inscrites à l'envers —, et à le diffuser dans le milieu et dans l'école.

JEU-TEST

LOCATAIRES, CONNAISSEZ-VOUS VOS DROITS?

Voici quelques cas couramment observés, pouvez-vous répondre correctement.

1. Louise reçoit un avis d'augmentation de loyer de 50 $. Un ami lui dit que la loi est d'une telle latitude, que le proprio y a droit. Aussi Louise ne fait pas part au proprio de son refus de l'augmentation demandée. Qu'en pensez-vous?

   a) Elle aurait dû faire connaître son refus au proprio.

   b) Elle a bien fait, ça ne servait à rien.

2. Pierrot vit en appartement avec un copain étudiant. Par courrier, ils reçoivent un avis d'augmentation de loyer de 20 $, payable dès le mois prochain. Question d'en finir au plus tôt, les deux amis décident d'expédier de nouveaux chèques postdatés pour les prochains mois. Auraient-ils pu faire autrement?

   a) Non, car les étudiantes et les étudiants ne sont pas protégés par la loi.

   b) Oui, car, selon certaines dispositions de la loi, un locataire peut refuser tout

changement de modification du bail et toute augmentation de loyer au cours du mois suivant l'avis (30 jours).

3. La loi oblige maintenant le propriétaire à faire connaître au nouveau locataire le prix du loyer de l'ancien locataire.

a) vrai

b) faux

4. Ce mois-ci madame Poitras éprouve des problèmes à joindre les deux bouts: elle avise son proprio de ce que le paiement du loyer sera retardé de quinze jours. Le proprio la menace en disant qu'elle risque d'être expulsée. Que doit-elle faire?

a) Se trouver un autre appartement.

b) Maintenir sa décision.

5. Tout locataire qui déménage a le droit, après avoir signé son bail, de demander une diminution de loyer, à la Régie, s'il s'aperçoit qu'il paie plus cher que l'ancien locataire et que l'augmentation est exagérée?

a) vrai

b) faux

RÉPONSES AU JEU-TEST

1. Réponse a)

Si Louise ne fait pas connaître son refus, c'est dire qu'elle accepte l'augmentation de 50 $ proposée.

Elle aurait dû faire connaître ce refus. Car malgré la «latitude» de la loi en faveur du proprio, elle aurait au moins pu contester le montant de l'augmentation devant la Régie du logement. On sait que la Régie, lorsqu'elle doit disposer d'un cas, tient compte des dépenses faites par le propriétaire pour l'immeuble: chauffage, assurances, dépenses d'entretien, amélioration de services, etc. Si le bail débute le premier juillet 1982, les dépenses considérées s'échelonnent du 1er avril 1981 au 31 mars 1982.

2. Réponse b)

Ils ont un mois pour répondre. De plus, Pierrot et son ami sont protégés par la loi en ce qui concerne le mode de paiement du loyer: un proprio ne peut exiger plus d'un terme de loyer.

3. Réponse a)

C'est vrai. Cet avis doit être remis à la signature du bail.

4. Réponse b)

Madame Poitras doit maintenir sa décision car elle a jusqu'au 20 du mois pour effectuer le paiement.

5. Réponse a)

C'est vrai.

SECONDAIRE

ENDETTEMENT PROGRESSIF 3.4

Mathématiques

Par un ensemble d'exercices arithmétiques, les étudiantes et les étudiants prennent conscience de la situation d'endettement progressif à laquelle la crise conduit de nombreuses familles.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant explique que la crise actuelle signifie, pour plusieurs familles, le cheminement suivant: travail, assurance-chômage, assistance sociale.

B. Les étudiantes et les étudiants recueillent des données sur l'ampleur de la pauvreté au Québec: 600 000 familles vivent sous le seuil de la pauvreté. Quel est le taux de chômage dans la région, le taux d'assistance sociale... (voir le CLSC, le Mouvement Action-Chômage, etc.)?

C. Les exercices qui suivent permettront de prendre conscience de l'endettement progressif qu'occasionne un changement de conditions de vie.

1. Le tableau de référence suivant représente le % du salaire consacré, en moyenne, à chacun des postes budgétaires pour un travailleur à faible revenu. Compléter le tableau.

   Alex travaille à un salaire légèrement supérieur au salaire minimum pour un revenu familial mensuel net de 750 $/mois.

Montant	Items	%
	Alimentation	34
	Logement et ses implications	37
	Transport	8
	Habillement	8
	Santé et soins personnels	4
	Lecture et loisirs	4
	Autres	5

Revenu familial:

Salaire brut par semaine:		200,00 $	
Salaire net par semaine:		161,00 $	
Salaire net par mois,	4,3 X	161,00 $	692,30 $
Allocations familiales (2 enfants)			58,37 $
			750,67 $

2. Alex perd son emploi suite à la fermeture de son usine. Il reçoit en prestations d'assurance-chômage 60% de son salaire brut, 58,37 $ en allocations familiales, soit 574,37 $ par mois de revenu familial net.

Note: Réaliser un tableau présentant cette nouvelle situation.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Que peut faire Alex face à une telle situation: changer de logement? diminuer le budget de l'alimentation? s'endetter? Quelles sont les conséquences de chacun de ces choix?

B. Les étudiantes et les étudiants discutent des commentaires faits par la FNACQ sur les solutions utilisées dans les années soixante-dix, mais devenues caduques depuis.

C. Les étudiantes et les étudiants connaissent-ils des familles qui vivent une telle situation? Comment font-elles pour s'en sortir?

D. Quels sont les effets de la crise sur les familles les plus démunies?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants sont informés des revendications proposées par les organisations syndicales ou populaires qui contribuent à ce cahier.

B. Ils cherchent comment appuyer concrètement une de ces organisations ou leurs revendications. Par exemple, faire connaître dans le milieu et dans l'école les revendications de l'ACEF locale, du MAC, etc.

ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT 3.5

Mathématiques, etc

L'activité permet aux étudiantes et aux étudiants de modéliser une situation concrète en utilisant les techniques de calcul les plus adéquates. Elle permet en outre de repérer les tendances dans l'évolution du pouvoir d'achat des Canadiens.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Évolution des salaires et des prix

	Gains hebdomadaires moyens, ensemble des industries. (indice 1971 = 100)(1)	Indice des prix à la consommation (IPC Canada) (1971 = 100)(2)	Indice du pouvoir d'achat (3) = (1) ÷ (2) x 100
1971	100,0	100,0	100,0
1972	108,41	104,8	103,44
1973	116,57	112,7	103,43
1974	129,38	125,0	103,50
1975	147,73	138,5	106,66
1976	165,67	148,9	111,26
1977	181,60	160,8	112,94
1978	192,80	175,2	110,05
1979	209,42	191,2	109,53
1980	230,59	210,6	109,49
1981	(257,63) estimé	236,9	108,75

(1) Statistique Canad

(2) Statistique Canada

Calcul du pouvoir d'achat: Au départ, si j'ai un salaire de 100 $, je peux acheter pour 100 $ de produits, c'est évident. Si mon salaire augmente à 108,41 $ et que les prix augmentent de 4,8%, je peux acheter combien de plus? Ce qui coûtait 100 $ coûte désormais 104,8 $. Étant donné que mon salaire est de 108,41 $, je peux acheter:

$$\frac{(108,41 - 104,8)}{104,8} \times 100 = 3,44\% \text{ de plus}$$

C'est ce qu'illustre l'indice du pouvoir d'achat.

B Évolution de l'inflation

Le professeur introduit la notion d'indice des prix à la consommation (IPC) calculé chaque mois par Statistique Canada.

On pose: $P'(t) = k\,P(t)$

où $P(t)$ est l'indice des prix (IPC) au temps t mesuré en années.

On peut choisir indifféremment $P(0)$, par exemple $1971 = P(0)$

k est une constante à définir.

$$P(t) = 100\,e^{kt}$$
$$P(10) = P(0)\,e^{k(10)}$$
$$236{,}9 = 100\,e^{k(10)} \qquad 10 = 1981 - 1971$$

Pour résoudre k il faut:

$$\ln \frac{236{,}9}{100} = k(10) \cdot \ln e = k(10)$$

$$\frac{\ln \frac{236{,}9}{100}}{10} = k \Rightarrow k = \ln 1{,}09$$

Ce qui veut dire que les prix ont augmenté au taux annuel moyen de 9,0% de 1971 à 1981.

Quand on fait appel à des calculs en termes exponentiels, on exprime tout simplement l'idée qu'une donnée quelconque augmente d'un pourcentage régulier, par exemple:

$$e^{\ln 1{,}09\,(3)} = 1{,}09 \times 1{,}09 \times 1{,}09 = (1{,}09)^{(3)} = 9\%$$

appliqué pendant trois ans.

Le professeur pose ici quelques questions:

1. Sur une période de dix ans, les prix ont augmenté en moyenne de 9,0% par an. Quel est le taux d'inflation annuel moyen depuis 1975? Depuis 1977? Y a-t-il accélération de l'inflation?
2. Quel sera l'indice des prix en 1982, 83, ... 1990 si la tendance depuis 1977 se maintient?
3. Combien de temps faut-il pour doubler les prix, tripler?

   (à 9%: doubler $\doteq$ 8 ans, tripler: $\doteq$ 13 ans)

   $$\text{doubler: } 200 = 100\,e^{\ln 1{,}09\,(t)}$$

   $$\frac{\ln 2}{\ln 1{,}09} = 8{,}04 \text{ ans}$$

4. À un taux annuel d'inflation de 12,5%, combien de temps faut-il pour doubler les prix?

C. Évolution des salaires

Les salaires (gains hebdomadaires moyens de l'ensemble des industries au Canada*) ont été exprimés sous forme d'indice avec une base 100 en 1971. Voir tableau.

On pose: $S'(t) = K\,S(t)$

où $S(t)$ est l'indice des salaires au temps t mesuré en années. On choisira, par exemple, $1971 = 0$: $S(0) = 100$
$S(10) = 257{,}63$

* C'est la statistique la plus globale sur les augmentations salariales au Canada.

K est une constante à définir

$$S(t) = 100\,e^{Kt} \text{ où K est l'inconnue}$$
$$S(10) = S(0)\,e^{Kt} \quad K = \ln 1{,}0993$$

C'est dire que les salaires ont augmenté au rythme annuel moyen de 9,93% de 1971 à 1981.

Le professeur pose ici quelques questions.

1. Comparer le taux annuel moyen d'inflation et des augmentations salariales, entre 1971-76 d'une part, entre 1976-81 d'autre part.

2. Quel est le taux annuel moyen d'augmentation des salaires de 1971 à 1977? de 1977 à 1981?

D. Évolution du pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat, c'est ce qu'on peut acheter en termes de biens et services avec notre salaire. Le pouvoir d'achat se modifie dans le temps en fonction de l'évolution des prix et des salaires. Pour mesurer l'évolution du pouvoir d'achat entre deux périodes, il faut mesurer l'évolution du rapport entre les prix et les salaires. Nous pouvons définir l'indice du pouvoir d'achat de la façon suivante:

$$A(t) = \frac{S(t)}{P(t)} = \frac{100\,e^{Kt}}{100\,e^{kt}} = e^{(K-k)t}$$

Le pouvoir d'achat d'un salarié était en 1971:

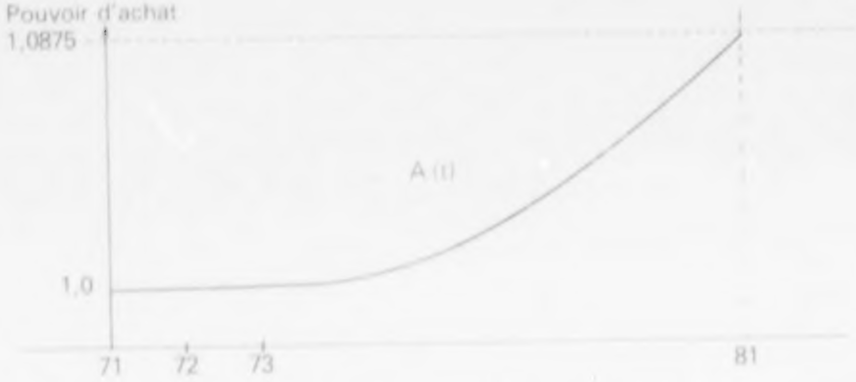
$$A(0) = e^{(K-k)0} = 1$$

On peut mesurer les fluctuations du pouvoir d'achat en examinant la courbe de la fonction A(t).

Le professeur pose ici quelques questions.

1. Par rapport à 1971, quel est le niveau du pouvoir d'achat en 1981? ($e^{(K-k)\,10}$)

Tracer la courbe de l'évolution du pouvoir d'achat de 1971 à 1981.



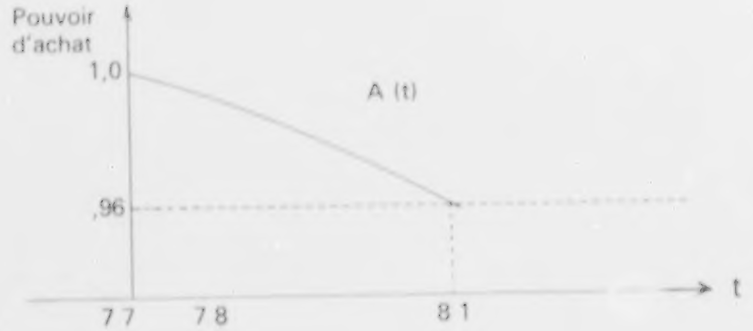
2. Par rapport à 1977, quel est le niveau du pouvoir d'achat en 1981? (Il faut calculer de nouvelles valeurs pour K et k entre 1977 et 1381, c'est-à-dire prendre 1977 = (0) pour chacune des séries. Exemple.

IPC moyen:

$$\frac{\ln \frac{236,9}{160,8}}{4} = \ln 1,1017$$

Ce qui veut dire que les prix ont augmenté au taux annuel moyen de 10,17% de 77 à 81.

3. Si la tendance observée depuis 1977 se maintient, quel sera le niveau du pouvoir d'achat en 1985, en 1991? À plus long terme? Tracer la courbe.



4. Si la tendance observée depuis 1977 se maintient, dans combien de temps le pouvoir d'achat de 1981 aura-t-il reculé au niveau de 1971? (A (t) = 0,9125)

5. Si la tendance d'inflation observée depuis 1977 se maintient, quel taux annuel d'augmentation de salaires faut-il pour que le pouvoir d'achat de 1981 retrouve en 1985 le niveau de 1977?

Niveau 1981 = 108,75
Niveau 1977 = 112,94

Différence $\frac{112,94}{108,75} = 1,0385 = 3,85\%$

Inflation annuelle moyenne depuis 1977 = 10,17%

$$1,0385 = e^{(K - \ln 1,1017)\ (1985-1981)}$$

$$(\ln K = 11,22\%)$$

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

Le professeur suscite la discussion du modèle et de ses révélations sur le pouvoir d'achat. Il peut expliquer certains principes d'économie et illustrer les tendances. Il peut faire prendre conscience des enjeux des luttes salariales.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

Les étudiantes et les étudiants se convainquent de la nécessité de préserver le pouvoir d'achat par des formules d'indexation. Cette nécessité touche aussi les bourses d'études.

4

la crise et les assistés sociaux

LA CRISE MULTIPLIE LE NOMBRE DES ASSISTÉS SOCIAUX

Texte préparé par l'Organisation populaire des droits sociaux (OPDS)

QUI SONT LES ASSISTÉS SOCIAUX

En dépit des nombreux préjugés, les assistés sociaux sont des femmes, mères et chefs de famille, veuves, séparées de fait ou légalement, divorcées, mères célibataires; des ex-travailleurs, accidentés de travail, handicapés partiels, victimes de maladies industrielles, cardiaques, chômeurs de 40 ans et plus, jeunes chômeurs de 18 ans, ex-détenus, alcooliques; des malades chroniques; handicapés de naissance, aveugles, sourds-muets, paraplégiques, dépressifs, malades mentaux. Ce sont pour la grosse majorité tous des ex-travailleuses et des ex-travailleurs ou des travailleuses et des travailleurs en attente, toujours à la recherche d'un emploi.

Conditions de vie en période de crise

En période de crise, l'État serre la vis et particulièrement à ceux qui dépendent directement de lui pour leur subsistance. Les 9/10 du budget d'un assisté social sont grugés par le logement et la nourriture. Depuis dix ans l'augmentation des prix au niveau de l'habitation est de 106,2%, de l'alimentation 199,2%, de l'énergie 261,7%. Quant au barème d'aide sociale, il n'a augmenté, pour la même période, que de 101,7%. L'avenir est sombre pour les assistés sociaux qui recevaient 8% ou moins d'augmentation en janvier 1982, dépendamment de leurs allocations familiales, alors que les hausses prévues pour le logement sont de l'ordre de 20 à 30%, hausse de l'électricité 16,7%, chauffage 40%, téléphone 12%, sans oublier la nourriture.

L'État, embourbé dans le système capitaliste, n'arrive pas à contrôler l'inflation et le chômage. En décembre 1981, plus d'un million de Canadiens étaient en chômage. 350 000 victimes de fermetures d'usines, de licenciements et de mises à pied, est le triste bilan du Québec en 1981. Ce sont des travailleuses et des travailleurs de plus qui viennent grossir les rangs des assistés sociaux. La crise augmente l'écart entre les pauvres et les riches. Ces derniers récupèrent l'argent de toutes les manières et particulièrement sur le dos des plus démunis. On investira où c'est payant, on fera payer la crise du logement par les locataires, on fermera les usines ou on obligera les travailleuses et les travailleurs à réduire leur salaire, on coupera dans les budgets sociaux, l'éducation, la santé; on encouragera la sous-traitance, le travail à temps partiel, le travail à la maison et le bénévolat. Les assistés sociaux, qu'on accuse de bien des maux, sont les premières victimes d'un système malade et basé sur l'enrichissement de quelques-uns aux dépens de tous!

OPDS,
Membre de l'exécutif du Front commun
des assistés sociaux du Québec.

ANNEXE 1

REVENDICATIONS DU FRONT COMMUN DES ASSISTÉS SOCIAUX DU QUÉBEC

– Indexation aux trois mois au coût réel des besoins essentiels.

– Hausse des prestations des moins de 30 ans sans discrimination.

– Arrêt immédiat des coupures sous toutes leurs formes et fin du harcèlement, retrait de la Loi 30.

Loi 30: Un des points importants de la Loi 30 est le pouvoir accordé aux fonctionnaires du ministère du Travail, de la Sécurité et du Revenu (dont dépend l'aide sociale) d'agir en vertu des pouvoirs des commissaires-enquêteurs selon la Loi sur les commissions d'enquête, sauf le pouvoir d'emprisonnement.

Le Front commun mène depuis septembre 1981, une campagne de sensibilisation pour faire connaître aux gens les barèmes de l'aide sociale et abattre les nombreux préjugés véhiculés à l'égard des assistés sociaux (paresseux, parasites, fraudeurs, etc.). Nous voulons faire connaître que nous n'avons pas choisi d'être sur le BES et que le bien-être est un droit.

Le Front commun des assistés sociaux du Québec regroupe 28 organisations autonomes à travers le Québec.

ANNEXE 2

BARÈME D'AIDE SOCIALE — SEUIL DE PAUVRETÉ

	Barème $	Seuil de pauvreté $
1 adulte en bas de 30 ans, apte au travail	131	550,67
1 adulte en haut de 30 ans	357	550,67
1 adulte — 1 enfant	448	798,09
1 adulte — 2 enfants	526	1 018,42
1 adulte — 3 enfants	526	1 211,33
1 adulte — 4 enfants	526	1 354,08
2 adultes en bas de 30 ans, aptes au travail	262	798,09
2 adultes en haut de 30 ans	568	798,09
2 adultes — 1 enfant	615	1 018,42
2 adultes — 2 enfants	651	1 211,33
2 adultes — 3 enfants	651	1 354,08
2 adultes — 4 enfants	651	1 486,50

* Source seuil de pauvreté 1981, ACEF de Montréal (13,5% IPC).

* Barème d'aide sociale, janvier 1982.

QUELQUES DONNÉES

De 1973 à 1980: augmentation de 60,9% d'assistés sociaux

En 1980: 278 169 ménages (personnes seules ou familles)

Statistiques 1979:

60,0%: personnes seules
22,9%: familles monoparentales
10,8%: couples avec enfant
5,8%: couples sans enfant

* Statistiques du ministère des Affaires sociales

Janvier 1980: 277 752 ménages
Juillet 1981: 299 807 ménages

Augmentation de 10,8%

* Centre de recherche et de statistique sur le marché du travail

Nous sommes plus de 500 000 au Québec (incluant les enfants).

Nombre de fraudeurs (estimation du ministère des Affaires sociales, émission *Droit de parole, Radio-Québec,* le 4 octobre 1981): 3%.

L'école est un des lieux où s'entretiennent, et parfois se consolident, les préjugés à l'égard des assistés sociaux. L'école doit donc à la fois expurger ses pratiques et contribuer à la disparition de tels préjugés.

OBJECTIFS DE CONSCIENTISATION

1. Prendre conscience des préjugés véhiculés sur les assistés sociaux.
2. Prendre conscience des conditions économiques et sociales des assistés sociaux.
3. Prendre conscience des effets des mesures de crise prises par l'État, en lien avec le patronat, sur les conditions de vie des assistés sociaux.

PRÉJUGÉS ENVERS LES ASSISTÉS SOCIAUX 4.1

PRIMAIRE

Par l'expression orale et écrite les enfants confrontent leurs préjugés à la réalité vécue.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant invite les enfants à mettre en commun leur perception des assistés sociaux.

- Savent-ils ce qu'est un assisté social?
- En connaissent-ils dans leur voisinage? Si oui, qui sont-ils? personnes âgées, femmes soutien de famille, etc.
- Qu'en pensent les enfants?[1] Ex.: ils sont heureux, ils ne cherchent pas de travail, ils sont malades... Sont-ils nombreux?

L'enseignante ou l'enseignant écrit au tableau l'ensemble des données recueillies, ou les enfants le font eux-mêmes au fur et à mesure (selon le niveau).

B. Il s'agit maintenant de confronter le point de vue des enfants avec la réalité.

Plusieurs approches sont possibles.

- L'enseignante ou l'enseignant fait une brève présentation à partir du texte de l'OPDS présenté en introduction à ce chapitre.
- Une personne membre d'une organisation de défense des assistés sociaux est invitée en classe.

L'enseignante ou l'enseignant peut faire précéder cette étape d'une recherche sur le vocabulaire: prestations, bénéficiaire, coupures, droits, regroupement, Front commun, crise, etc.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les enfants doivent décider collectivement des éléments se trouvant au tableau qui ne sont pas conformes à la réalité et les effacer.

B. Les étudiantes et les étudiants sont invités à rechercher l'origine de la différence entre leur perception et la réalité.

C. Pourquoi entretient-on des préjugés à l'égard des assistés sociaux?

(1) Il faut éviter que ne se créent des conflits entre les enfants. S'il en est, c'est par l'exercice suivant B. qu'ils pourront se résoudre.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

Les enfants choisissent un moyen de faire connaître leur appui aux revendications des assistés sociaux. Par exemple, en groupe de 4 ou 5, ils composent une courte lettre d'appui. L'ensemble des lettres est mis en commun et on décide du contenu de la lettre de la classe. La lettre peut être expédiée au journal local, à l'association des assistés sociaux, etc.

SECONDAIRE

COMMENT VIVRE AVEC 131 $ PAR MOIS? 4.2

Français, sicences morales, etc.

Les étudiantes et les étudiants se penchent sur une situation qu'ils pourraient bien connaître au sortir de l'école: comment vivre avec 131 $ par mois.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants rédigent un texte à partir des données suivantes:

- Ils terminent leurs études. Ils ne trouvent pas d'emploi et ne disposent que de l'assistance sociale (131 $/mois) pour subvenir à leurs besoins. Ils ne peuvent compter sur l'aide de leurs frères et soeurs qui sont aussi en chômage, non plus que sur celle de leur mère qui vit seule dans un HLM (pas de possibilité d'héberger quelqu'un).
- Que font-ils? Comment arriveront-ils à subvenir à leurs besoins?

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants connaissent-ils des personnes de leur entourage qui vivent une telle situation?

B. Les étudiantes et les étudiants sont aussi invités à s'exprimer sur les solutions qui s'offriraient à eux dans une telle situation. Ils prennent connaissance du texte de l'OPDS présenté en introduction au présent chapitre et expriment leur point de vue sur son contenu.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

Organiser une campagne à l'intérieur de l'école pour faire disparaître les préjugés à l'égard des assistés sociaux. Référer aux activités suggérées à la fiche 4.1.

DONNÉES SUR LES ASSISTÉS SOCIAUX 4.3

Français, mathématiques

L'analyse d'un texte permet de prendre connaissance de différentes données concernant les assistés sociaux. Quelques exercices arithmétiques sur la notion de pourcentage suivent.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants prennent connaissance du texte de l'OPDS sur le vécu des assistés sociaux.

B. Ils répondent aux questions suivantes:

- La majorité des bénéficiaires de l'aide sociale ont-ils choisi volontairement ce moyen de subvenir à leurs besoins?
- Les conditions de vie des assistés sociaux se détériorent-elles avec la crise? Comment?
- Quelles sont les revendications du Front commun des assistés sociaux?

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants expriment leur opinion à partir des questions suivantes:

- Pensez-vous qu'il y aurait du travail pour les 400 000 assistés sociaux au Québec?
- Que pensez-vous de la phrase souvent entendue «**Ils sont chanceux, ils font la belle vie ceux qui sont sur le bien-être social**»?
- Comment expliquer la différence entre les prestations versées à une personne ou couple de moins de 30 ans (131 $ - 262 $) et celles versées à une personne ou un couple de plus de trente ans (357 $ - 568 $)?

B. Quelques exercices arithmétiques:

1. Pour une famille de deux adultes et de deux enfants, l'aide sociale accorde 651 $/mois. Combien devrait recevoir de plus cette famille pour se situer au niveau du seuil de la pauvreté lequel est de 1 211,33 $/mois? Combien ce montant représente-t-il d'augmentation en pourcentage par rapport à la prestation d'aide sociale?
2. En juillet 1981, on comptait 299 807 ménages recevant l'aide sociale. En janvier 1980, ce nombre était de 277 752. Quel est le pourcentage d'augmentation?

3. Le ministre des Affaires sociales estime à 3% des bénéficiaires le nombre de ceux qui fraudent l'aide sociale. Combien sont-ils si on compte 300 000 familles d'assistés sociaux? Combien y en a-t-il qui ne fraudent pas?

4a. Si on hausse les prestations des personnes seules de moins de 30 ans (131 $/mois) au niveau des personnes seules de plus de 30 ans (357 $/mois), combien représente l'augmentation en pourcentage?

4b. Sachant que 35% de son revenu net est consacré à l'alimentation, combien de plus un bénéficiaire de moins de 30 ans pourra-t-il consacrer pour se nourrir?

C. Le profil socio-économique d'un assisté social en temps de chômage : le [illegible]

D. Les étudiantes et les étudiants invitent un représentant de l'organisation locale de défense des assistés sociaux ou un animateur communautaire du CLSC pour préciser les conditions de vie d'un assisté social.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Examiner les moyens utilisés par les assistés sociaux pour défendre leurs droits.

- Quels préjugés doit-on combattre?

- À partir de cette discussion, faire prendre conscience que les démunis dans une société doivent se regrouper, se mobiliser et poser des actions concrètes pour faire bouger le pouvoir. Voir les activités suggérées aux fiches 4.1 et 4.2.

COLLÉGIAL

POUVOIR ET CONFLITS 4.4

Assistance sociale, sciences et techniques humaines, avec une majeure en intervention

À partir du jeu d'animation: pouvoir et conflits, les étudiantes et les étudiants en arriveront à développer une compréhension objective des conditions économiques et sociales qui créent la main-d'oeuvre de réserve que sont les assistés sociaux.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'exercice du jeu d'animation «Pouvoir et conflits» permettra de démontrer le rapport d'influence que crée la dynamique fort-faible. Les étudiantes et les étudiants réaliseront que par rapport à une oppression, la réaction peut varier:

- on peut s'écraser
- on peut se déresponsabiliser
- on peut se solidariser
- on peut changer, etc.
- on peut se mobiliser

B. Les étudiantes et les étudiants, à l'aide du professeur, tentent ensuite de cerner la problématique des assistés sociaux.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes, les étudiants et le professeur étudient la Loi d'aide sociale (Loi 26) et démontrent son rôle sur le contrôle de la paix sociale.

B. Les étudiantes, les étudiants et le professeur décortiquent le mécanisme de l'incitation au travail et en saisissent le caractère répressif dans le contexte des coupures budgétaires[1] [2].

C. En se servant du dossier «les assistés sociaux» du GRAP, les étudiantes et les étudiants découpent la réalité dans la perspective des intérêts immédiats concernés et les intérêts stratégiques à plus long terme.

D. Les étudiantes et les étudiants transposent cette analyse sur d'autres situations inter reliées; ils démontrent l'effet direct des coupures budgétaires sur les pratiques sociales[3].

---

(1) GRAP «Les assistés sociaux: des travailleurs surexploités» cahier 2, 1980. Groupe de recherche sur l'action populaire, École de service social, Université Laval.

(2) Le Département d'assistance sociale du CEGEP de Sherbrooke peut faciliter la distribution de cahiers de formation utiles pour cette démarche.

(3) Pour cette étape, un cahier de référence sera disponible le 1er mai 1982 au Regroupement des assistés sociaux de Sherbrooke. Ce cahier a été préparé par un groupe du Département d'assistance sociale du CEGEP.

5

la crise et les personnes agées

LES RETRAITÉS SONT-ILS ABONNÉS AUX CRISES?

Texte préparé par l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités et préretraités

I. La crise ou les crises?

Pour les préretraités et les retraités de 1982, il n'y a pas une crise qui serait brusquement surgie comme un événement exceptionnel et passager. En réalité, les préretraités et retraités sont abonnés aux crises qui ont jalonné toute leur vie. Ils sont nés entre 1900 et 1915, pour la grande majorité d'entre eux. La première guerre mondiale a terminé leur enfance. «La crise» de 1929 a marqué leurs premières années d'adultes, de pères et de mères de famille: la misère noire, le chômage, l'obligation de s'arracher de la campagne pour trouver du travail en ville, les petits salaires, les grosses familles à élever, parfois la maladie qui venait ruiner ses victimes (pas d'assurance-maladie!), sans oublier l'impossibilité de poursuivre sa scolarité. Pour eux, les progrès du machinisme et de l'organisation du travail ont correspondu à un travail plus pénible et à une exploitation plus grande. La deuxième guerre mondiale a marqué leurs quarante ans de vie. Au retour de cette guerre, les changements dans la production ont abouti à l'exclusion des plus âgés d'entre eux du marché du travail. Atteindre la retraite avec un salaire qui augmente avec l'ancienneté: une image répandue mais fausse pour la plupart d'entre eux.

Bref, toute leur vie n'a été qu'une suite de crises successives dont ils ont fait les frais. Et au moment de la retraite, alors qu'ils n'aspirent qu'à un peu de repos après une longue vie de travail et de sacrifices, voilà qu'une nouvelle crise vient balayer leurs derniers espoirs, une crise dont ils souffrent doublement: en plus d'être personnellement touchés, ils voient leurs enfants se débattre sans pouvoir les aider.

II. Les effets de la crise sur la vie quotidienne

La crise actuelle n'est pas un événement lointain dont les retraités entendent parler dans la presse. La crise a des effets concrets et quotidiens sur la vie des 540 000 retraités du Québec âgés de plus de 65 ans.

1. Un budget rétréci

62% des retraités au Québec ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté canadien. C'est dire qu'une majorité n'a pour vivre que 496 $ par mois (808 $ pour un couple). Une fois payé le logement, il reste juste assez pour ne pas mourir de faim; il ne reste rien pour les loisirs.

Bien sûr, les régimes publics sont indexés au coût de la vie, mais le calcul des taux d'indexation ne tient pas compte des augmentations plus fortes sur les produits de première nécessité, comme par exemple l'alimentation.

2. Des coupures de services

Le gouvernement proclame que les services aux personnes âgées sont prioritaires et ne sont pas touchés par les coupures. Or, il faut savoir

a) qu'une partie des médicaments gratuits a été coupée en août 1981 et qu'une autre liste de médicaments va être coupée prochainement;

b) que les services à domicile ne couvrent pas le dixième des besoins reconnus;

c) que les coupures de postes dans le réseau des Affaires sociales ont amené une réelle baisse de la qualité des services fournis en CLSC et en centres d'accueil;

d) que, par exemple 14 000 personnes âgées sont inscrites sur les listes d'attente de HLM à Montréal;

e) que, autre exemple, plus de 4 000 demandes de placement en centres d'accueil sont en attente pour la seule ville de Montréal.

3. Une santé précaire

Quand on s'alimente mal, quand on ne peut espérer que des loisirs très réduits et peu épanouissants, quand aussi toute une vie de travail pénible a usé prématurément le corps et les forces, rien d'étonnant si la santé à la retraite est gravement compromise. Si les personnes âgées sont de gros consommateurs de médicaments et de services de santé à domicile ou en établissement, ce n'est pas pour le plaisir, mais bien parce que la/les maladie/s les frappe/nt quotidiennement et gravement. La nouvelle crise économique a des effets très concrets sur la morbidité des individus, en particulier les plus fragiles d'entre eux.

4. Un isolement grave

La crise, c'est aussi pour eux l'impossibilité de créer des liens avec l'entourage ou avec une famille dispersée, pour la raison que les transports sont coûteux et la plupart des loisirs peu accessibles. Un exemple significatif : qui dit crise, dit chômage, d'où la nécessité pour les enfants des retraités de trouver du travail au loin, loin de leur quartier d'habitation ou même de leur ville (à la Baie James par exemple). Autrement dit, si les enfants voient moins leurs parents, ce n'est pas par égoïsme mais parce qu'ils sont éloignés, dispersés et que les transports sont trop coûteux (augmentation de l'essence par exemple). Un exemple qui démontre les conséquences certaines d'une crise économique.

5. La situation particulière des préretraités

Rejetés prématurément du marché du travail (chômage, fermetures d'usines, etc.), les préretraités vivent une situation encore plus pénible, en particulier les veuves ou les femmes seules. Ils ne peuvent compter que sur la prestation d'aide sociale (357 $ par mois) sans bénéficier de certains avantages acquis par les retraités de plus de 65 ans (réduction sur les transports publics, médicaments, sup. rente, etc.).

III. Les causes de cette nouvelle crise

Les préretraités et retraités de l'AQDR n'ont pas besoin d'une formation sophistiquée en économie et en science politique pour savoir reconnaître les vraies causes de la crise actuelle. Une longue habitude des crises économiques leur a permis de dégager les causes sur lesquelles ils s'expriment [illegible] et clairement lors des rencontres de [illegible] locales ou des sessions de formation.

Les retraités [illegible] savent que l'inflation et le chômage ne sont pas une fatalité, mais des conséquences de la recherche effrénée du profit sous toutes ses formes. Pour ne prendre qu'un exemple, ils peuvent lire dans les journaux (Le Devoir, 28 janvier 1982) qu'en 1981, Bell Canada a réalisé des bénéfices consolidés de 561

millions de dollars, de quoi donner à chaque retraité au Québec 100 $ de plus par mois. Ils savent et lisent aussi (*Le Devoir*, 19 janvier 1982) que les huit principales banques à charte canadiennes ont réalisé un total de 1 713 millions de dollars de profits, jugés pourtant «insuffisants» par monsieur Mulholland, président de la Banque de Montréal. La crise ne vient pas du manque d'argent, mais de l'industrie des «gros» qui empochent tout sur le dos des «petits».

IV. Les revendications

Parmi toutes les revendications de l'AQDR, on peut en dégager trois qui portent sur le revenu et touchent directement aux conséquences de «la» crise. L'AQDR demande:

1. que dans un premier temps soit établi un système de **revenu garanti universel fixé à 15% au-dessus du seuil de pauvreté** établi par une commission autonome et représentative, financée par les gouvernements;

2. que dans un deuxième temps, ce système de revenu garanti universel soit fixé à **75% du salaire de tous ceux qui travaillent dans les industries** afin de nous permettre d'obtenir notre juste part, considérant notre contribution à la production des biens et services qui en a fait un héritage collectif;

3. que la loi sur les régimes supplémentaires de retraite soit modifiée de manière à ce que les régimes privés de pension soient **indexés** annuellement selon l'indice du coût de la vie.

V. Les interventions et les actions de l'AQDR

Devant une situation aussi difficile, on pourrait croire que les préretraités et les retraités ont perdu le goût de lutter et baissent les bras. Or, au contraire on constate depuis quelques années (l'AQDR est née officiellement en mai 1980) que les retraités refusent la résignation et le repli sur eux-mêmes. De plus en plus lucides, les retraités savent que «la» crise n'est pas une fatalité mais un moyen pour certains d'augmenter leurs profits aux dépens des autres. De plus en plus nombreux et organisés, les retraités se regroupent pour défendre leurs droits, droits légaux qu'on cherche à limiter et droits légitimes et acquis par toute une vie de travail et de contribution à la richesse collective. Les retraités savent qu'ils pèsent lourd en tant que consommateurs et en tant qu'électeurs, sans compter leur influence sur leurs enfants et petits-enfants. Regroupés dans l'AQDR, ils multiplient les démarches et les actions de mobilisation pour défendre et élargir leurs droits.

AQDR

FAUT EN PARLER À L'ÉCOLE

Les modes de vie que notre société ménage aux personnes âgées les isolent, les marginalisent, leurs réalités échappent à la plupart des jeunes d'aujourd'hui. Les apprentissages scolaires se doivent d'intégrer le vécu qu'est celui de plus d'un demi-million de Québécois; ... d'autant plus que la retraite attend tout le monde.

OBJECTIFS DE CONSCIENTISATION

1. Amener les étudiantes et les étudiants à prendre conscience des conditions de vie faites aux personnes âgées, particulièrement en période de crise.
2. Permettre aux étudiantes et aux étudiants de connaître les principales revendications des personnes âgées, de les partager, de les appuyer.

Préparation de dessins à l'intention de personnes âgées

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant explique aux enfants les conditions de vie des personnes âgées, insistant sur les difficultés particulières que la crise leur occasionne.

B. Il explique l'importance de briser l'isolement des personnes âgées et d'apporter un peu de soleil dans leur vie.

C. Il propose de réaliser un ou des dessins à leur intention.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

L'activité prend tout son sens dans l'organisation d'une rencontre avec des retraités à qui les dessins sont remis. Si une résidence pour personnes âgées avoisine l'école, ce pourrait être l'occasion d'une visite. Les dessins peuvent aussi être destinés à des personnes âgées et isolées du village ou du quartier.

Le 24 mai prochain, l'AQDR organisera une exposition de travaux réalisés par les personnes âgées. Plusieurs dessins réalisés par des enfants pourraient constituer une section de cette exposition, si les travaux nous arrivent assez tôt après le 1er mai. Il suffit de les adresser à l'Équipe école à l'adresse de la CEQ.

LE VÉCU DES PERSONNES ÂGÉES 5.2

Les enfants enquêtent sur les conditions de vie des personnes âgées. Ce faisant, ils s'exercent à l'utilisation de la forme interrogative, s'initient à la technique de l'interview et améliorent leur langue parlée et écrite.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant propose aux enfants de s'enquérir des conditions de vie des personnes âgées.

B. L'ensemble des enfants, avec l'enseignante ou l'enseignant, élaborent un questionnaire qui permettra de savoir l'âge de la personne, si elle demeure seule ou chez des parents, dans un foyer, la source de ses revenus, les principaux problèmes qu'elle rencontre, si elle sent les effets de la crise, etc. Maximum: 10 questions.

C. Chaque enfant identifie une personne âgée qu'il côtoie régulièrement, parent ou non.

D. Les enfants qui connaissent des personnes âgées sont ceux qui sont chargés de réaliser l'enquête, en petites équipes.

E. Au retour, les enfants mettent en commun les témoignages recueillis, et, avec l'enseignante ou l'enseignant, essaient de tracer un portrait plus général de la personne âgée.

F. L'enseignante ou l'enseignant résume le texte de l'AQDR et présente un portrait type des conditions de vie des retraités.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Se référant aux problèmes peut-être particuliers énoncés par les personnes âgées lors de l'enquête, les enfants essaient de voir s'ils ne pourraient pas aider à résoudre ces problèmes.

B. L'enseignante ou l'enseignant divise le groupe en deux: le premier sous-groupe réalise un dessin collectif illustrant la situation actuelle des personnes âgées, le deuxième sous-groupe illustre les conditions de vie que les enfants souhaiteraient pour les personnes âgées.

À la suite d'une des deux activités qui précèdent, les enfants résolvent quelques problèmes (selon le niveau).

1. Si madame Tremblay est née en janvier 1908, quel âge a-t-elle aujourd'hui? Quel âge avait-elle en février 1929, année de la crise? À la fin de la deuxième guerre, en septembre 1945?

2. 62% des retraités québécois ont des revenus inférieurs au seuil de la pauvreté. Combien sont-ils dans cette situation si le nombre total de retraités est de 540 000?

3. Un retraité a un revenu de 456 $ par mois. Quel est son revenu annuel? hebdomadaire?

4. Le seuil de la pauvreté pour un couple est de 808 $ par mois. L'AQDR revendique un revenu de 15% supérieur à ce seuil. Quel revenu annuel revendique l'AQDR pour un couple?

5. Etc.

SECONDAIRE

LES PERSONNES ÂGÉES ET LA CRISE 5.3

Français, sciences humaines, sciences morales

Les étudiantes et les étudiants font une étude du texte de l'AQDR. Ils doivent compléter par une recherche en bibliothèque, une enquête, etc.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants, seuls ou en groupe, identifient les passages du texte de l'AQDR qui confirment l'affirmation suivante: «L'âge d'or? Non, l'âge de la pauvreté, l'âge de l'isolement, l'âge de l'insécurité, l'âge de la maladie.»

B. Les étudiantes et les étudiants poursuivent leurs recherches pour préciser davantage la réalité vécue par les personnes âgées (au plan de la nourriture, de la santé, du revenu, etc.) et les effets de la crise sur ce vécu. Pour ce faire, ils peuvent:

- réaliser une recherche en bibliothèque: journaux et revues surtout;
- enquêter dans leur milieu à l'aide d'un questionnaire qu'ils préparent;
- s'informer auprès de leurs parents et de leurs grands-parents;
- inviter des personnes âgées en classe.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Après une mise en commun des données recueillies, l'enseignante ou l'enseignant anime une discussion qui peut s'inspirer des questions suivantes:

- Est-ce que les témoignages ou les données recueillis dépeignent la même réalité pour toutes les personnes âgées? Expliquez.
- Les conditions décrites et vécues aujourd'hui en période de crise sont-elles meilleures ou pires qu'il y a quelques années?
- Est-il facile aujourd'hui pour les personnes âgées de combler leurs besoins? Si oui, comment? Si non, pourquoi?
- Actuellement, la société facilite-t-elle l'accès des personnes âgées à des conditions de vie positives (transport en commun, gratuité des services, intégration à une vie sociale, facilité d'accès aux édifices publics, services à domicile, etc.)?
- Les loisirs organisés et collectifs sont-ils suffisants? (personnes-ressources, service, matériel disponible, locaux...)?
- Les logements sont-ils adéquats et [illegible]?

- Quelles raisons justifient que l'on accorde une importance particulière aux conditions de vie des personnes âgées?

- Les étudiantes et les étudiants sont-ils d'accord avec les explications de la crise présentées par l'AQDR? Partagent-ils les principales revendications de l'AQDR?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants préparent un texte qui explique aux personnes âgées l'intérêt qu'elles ont de se regrouper.

B. Ils font parvenir aux personnes âgées qu'ils connaissent l'adresse de l'AQDR en rappelant les principales revendications que l'Association met de l'avant.

C. Lorsque l'école organise une activité ouverte au milieu, ils voient à ce que des invitations explicites parviennent aux personnes âgées.

MATÉRIEL DIDACTIQUE

Adresse de l'AQDR:
1800, rue Berri, Bureau 115, suite 103, Montréal, H2K 2V2.

Tél.: (514)526-3845 ou (514)526-7151.

AQDR Manifeste, La situation économique des retraités, 78 p. 1980.

Bibeau, Roch et Doray, P., Les retraités face à la crise, dans **La crise et les travailleurs,** 1979, pp. 29 à 41.

6

la crise et les femmes

EFFETS DE LA CRISE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES

Texte préparé par la Ligue des femmes du Québec

Le Québec, comme le Canada, comme tous les pays industrialisés, connaissent une récession selon certains économistes, une dépression selon certains autres. Quels que soient les mots choisis, ils décrivent en général assez mal la réalité que vivent les femmes dans une telle conjoncture; les conditions faites aux femmes se dégradent, et à un rythme affolant.

Pourtant, les luttes menées par les femmes ces dernières années nous avaient permis d'espérer qu'on nous reconnaisse concrètement le droit au travail, qu'on mette en place les équipements collectifs (ex.: garderies) nécessaires à l'exercice de ce droit, qu'on s'attaque aux nombreuses pratiques discriminatoires toujours présentes. En fait, nous avions espéré une qualité de vie meilleure que celle de nos mères et de nos grands-mères.

Il suffit de jeter un regard sur les statistiques pour s'apercevoir que le projet ne s'est pas réalisé. Les femmes sont les pauvres du Canada: trois adultes pauvres sur cinq sont des femmes; l'écart entre les revenus des femmes et ceux des hommes s'est agrandi: entre 1977 et 1979, le salaire moyen des femmes atteint 7 308 $ et celui des hommes 16 264 $. C'est dans les ghettos d'emplois les moins bien payés que les femmes se retrouvent: en 1979, à l'échelle canadienne, 35% des travailleuses rémunérées occupent un emploi de bureau, 17,9% sont dans les services, 10,7% sont dans la vente. Les femmes occupent aussi 80% des emplois à temps partiel, sans la protection d'un syndicat, sans sécurité d'emploi et dans l'emploi, à bas salaire. Ce sont encore les femmes qui forment le plus fort contingentement des chômeurs et l'on sait que le taux de chômage va s'amplifiant.

En fait le droit des femmes au travail social est pratiquement nié; en période de crise, nous sommes invitées à retourner à la maison pour prendre soin gratuitement des enfants que les coupures dans les garderies nous ramènent(1), pour prendre soin des personnes malades que les hôpitaux renvoient au plus vite pour respecter leur budget, pour prendre soin des personnes handicapées ou âgées que l'État laisse tomber.

Les coupures de postes dans les services publics affectent surtout des femmes. Et quand le Premier ministre dit aux travailleuses et aux travailleurs de la fonction publique qu'ils devront renoncer aux augmentations de salaires, ce qu'il ne dit pas, c'est que 66% de ces employés sont des femmes.

Quand les gouvernants invitent les travailleuses et les travailleurs à se serrer la ceinture, pour nous les femmes, ca veut dire moins d'emplois, moins de services, moins d'argent, très souvent le retour à la maison, les corvées, et toutes les peines du monde à rejoindre les deux bouts. Surtout si la femme est chef de famille. Beaucoup d'entre nous en sommes réduites à accepter du travail à forfait à la maison, car il faut non seulement garder les enfants, mais disposer d'assez d'argent pour les nourrir, les vêtir et payer le loyer.

Les répercussions de la crise ne sont pas qu'économiques. Vivre sans argent, dans l'insécurité, dans un logement plus ou moins confortable, amène des frictions, multiplie les conflits familiaux, suscite l'incompréhension des enfants qui,

vivant dans une société de consommation qui étale son opulence de façon indécente, ne comprennent pas que leurs désirs, et très souvent leurs besoins, ne soient pas satisfaits. On aura compris que nous sommes au premier rang pour attraper les coups.

Il y a un mois, nous avons célébré le 8 mars, fête internationale des femmes. Nous avons rappelé la lutte que, le 8 mars 1857, les travailleuses du textile du Lower East Side, à New-York, avaient amorcée pour protester contre les journées de 12 heures. Aujourd'hui, la lutte continue. Les regroupements de femmes n'accepteront pas le recul qu'on veut nous imposer. Les femmes se battront farouchement pour la reconnaissance concrète de leur droit au travail, pour la mise sur pied des équipements collectifs, pour la disparition de la discrimination et de l'exploitation.

Cette exploitation, l'homme travailleur en est lui-même victime; et il ne peut s'en libérer sans la participation active de la femme. Tout comme cette dernière ne peut se libérer de sa double exploitation sans le concours de l'homme: le sort des exploitées et exploités est lié. C'est pour cela que les hommes ont marché avec les femmes le 8 mars; c'est pour cela aussi que les femmes ont manifesté avec les hommes le 3 avril dernier et le feront encore le 1er mai.

La Ligue des femmes du Québec

Références:

La crise: on va y goûter, Châtelaine, mars 1982.

Le Monde ouvrier, novembre 1981, janvier 1982.

Nouvelles CSN, nos 139-141.

---

(1) Le ministre Parizeau a déclaré qu'aucune somme supplémentaire ne serait accordée pour des garderies tant qu'il y aurait 10% de chômage au Québec.

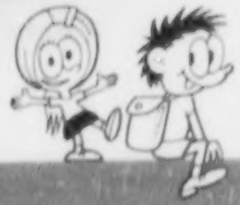
FAUT EN PARLER À L'ÉCOLE

Les femmes sont plus pauvres, elles chôment davantage et lorsqu'elles trouvent un emploi, il est souvent à temps partiel, moins rémunérateur, plus exigeant. La crise vient accentuer les injustices faites aux femmes. Les dernières à connaître les bienfaits de l'expansion économique, elles sont les premières à subir les effets de la crise.

Elles sont la moitié du monde, donc la moitié du groupe des étudiants. L'école doit apprendre aux filles, dès le plus jeune âge, que la réalité qui les attend n'a rien à voir avec les princesses des contes de fée. Celles qui se retrouveront bientôt sur le marché du travail doivent connaître les luttes que mènent actuellement les femmes face à la crise, connaître leurs organisations, leurs revendications.

OBJECTIFS DE CONSCIENTISATION

1. Sensibiliser les étudiantes et les étudiants au fait que les femmes subissent davantage les effets de la crise.
2. Faire plus précisément prendre conscience aux étudiantes et aux étudiants de la réalité socio-économique des familles monoparentales et très spécifiquement de la condition des femmes dans ces familles.
3. Sensibiliser les étudiantes et les étudiants à l'existence d'organisations de lutte que les femmes se sont données et à leurs revendications.



TOUTES SORTES DE FAMILLES 6.1

PRÉSCOLAIRE – PRIMAIRE 1er CYCLE

L'activité propose un exercice d'association et de différenciation à partir de silhouettes à placer dans différentes situations.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

Par l'activité de découpage proposée:

A. L'enfant place chacun des membres de la famille dans les appartements appropriés.

B. L'enfant est amené à faire le calcul:

- du nombre total de personnes dans chaque appartement;
- du nombre d'adultes dans chaque appartement;
- du nombre d'enfants dans chaque appartement;
- etc.

C. L'enseignante ou l'enseignant fait prendre conscience à l'enfant que la cellule familiale peut prendre diverses formes:

- Existe-t-il des familles où il n'y a qu'un adulte?
- Y a-t-il plus de familles avec deux adultes plutôt qu'un seul?
- Dans les familles où il y a seulement un adulte, est-ce plus souvent une maman ou un papa?

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Par une activité de savoir-parler, les enfants décrivent les difficultés d'une des familles de leur choix.

B. L'enseignante ou l'enseignant essaie de faire ressortir les différentes situations vécues selon le noyau familial, tenant compte de l'augmentation affolante des situations de chômage et des cas d'assistance sociale.

C. Si l'enseignante ou l'enseignant s'aperçoit que certains modèles de famille n'ont pas été choisis par les enfants, il les questionne sur l'existence ou non de ces types de famille.

Exemple: «Est-il possible qu'une maman (ou un papa) vive seule (seul) avec ses enfants»?

D. À l'aide de ces questions et d'autres, faire voir la vie quotidienne d'une famille monoparentale dans un contexte de crise économique: baisse des revenus, hausse dans tout (alimentation, logement), coupures dans les services (garderies).

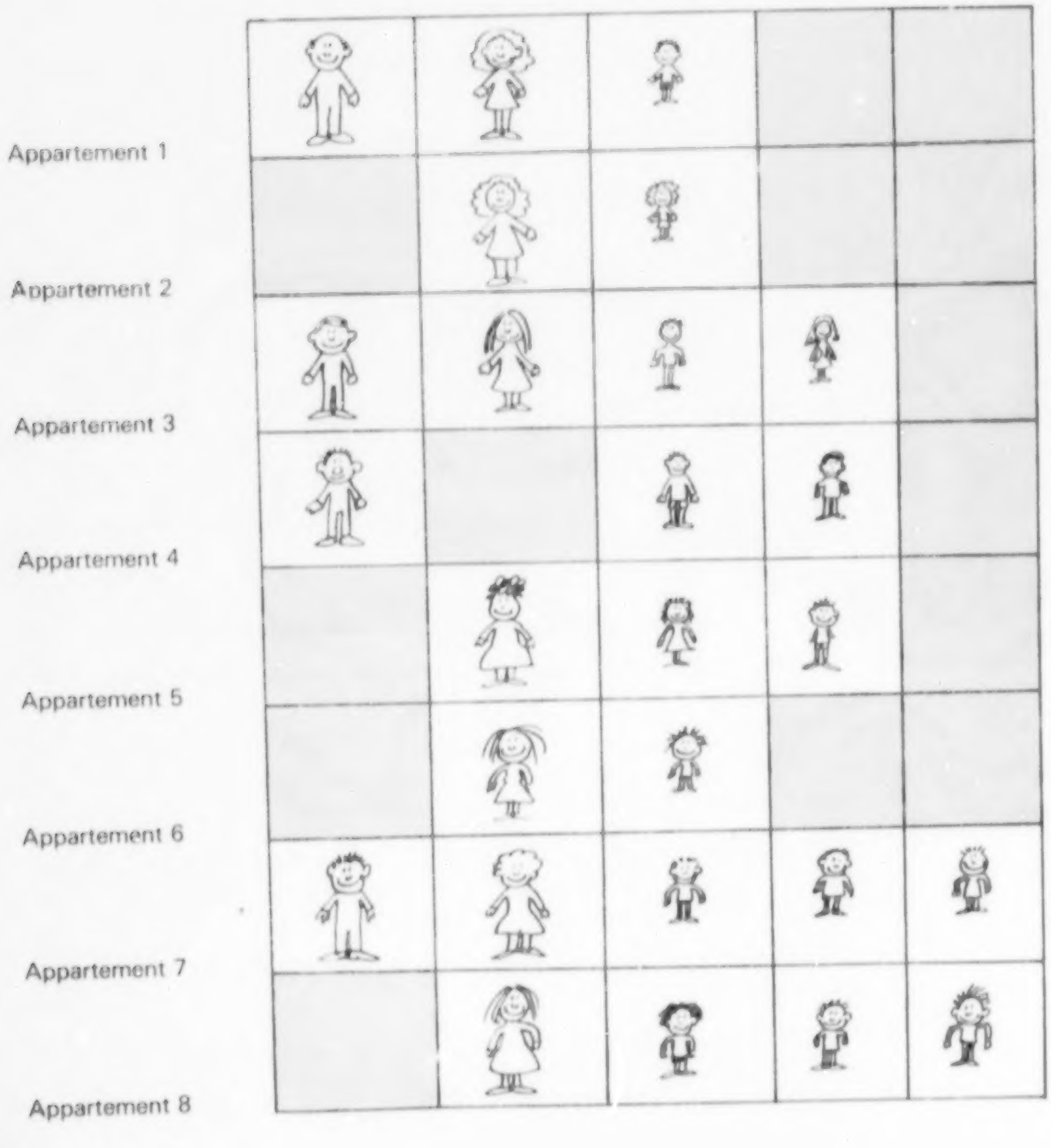
A. Demander aux enfants de former des cellules familiales à partir des personnages suivants:

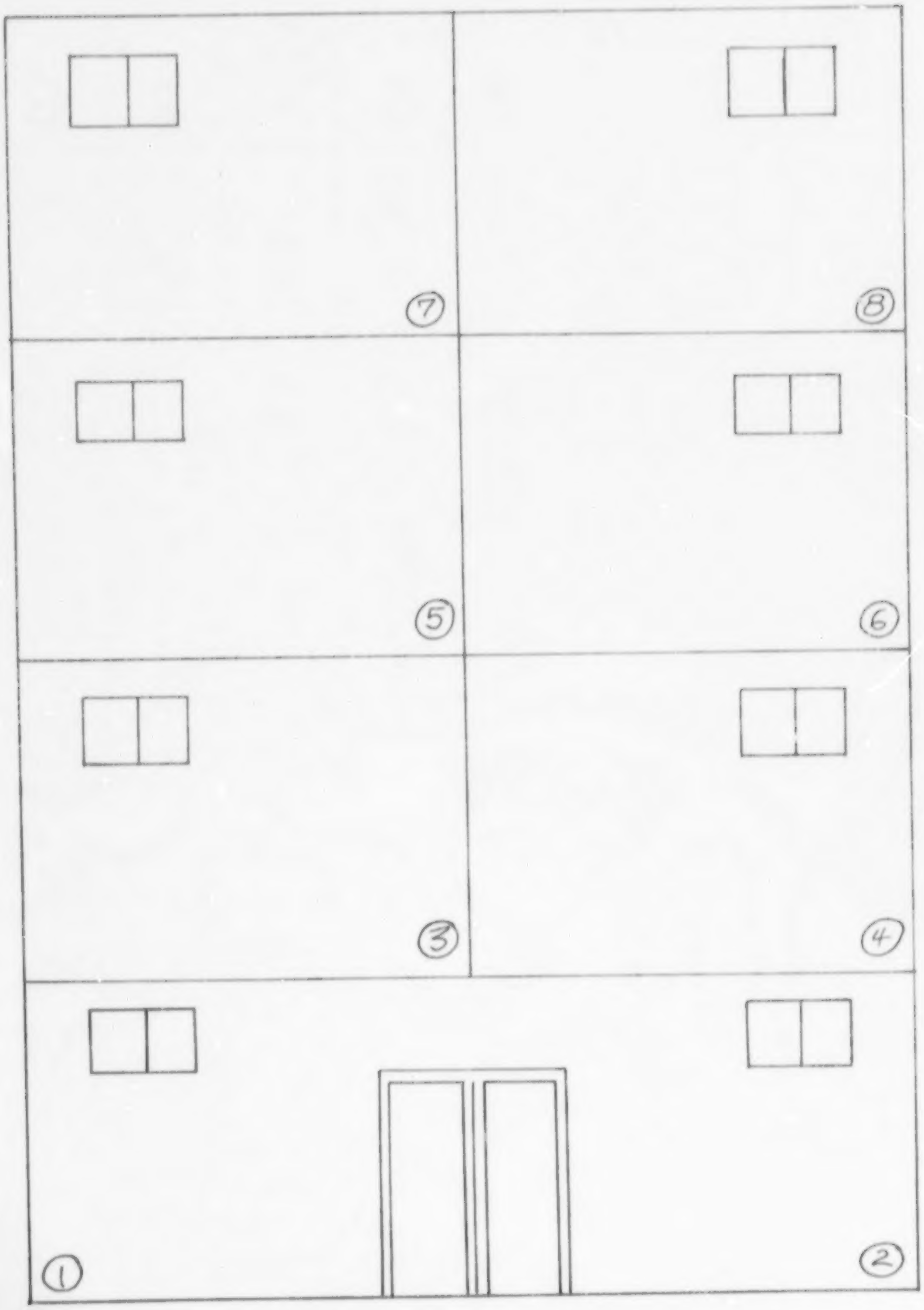
- 3 papas
- 7 mamans
- 13 enfants (annexe 3)

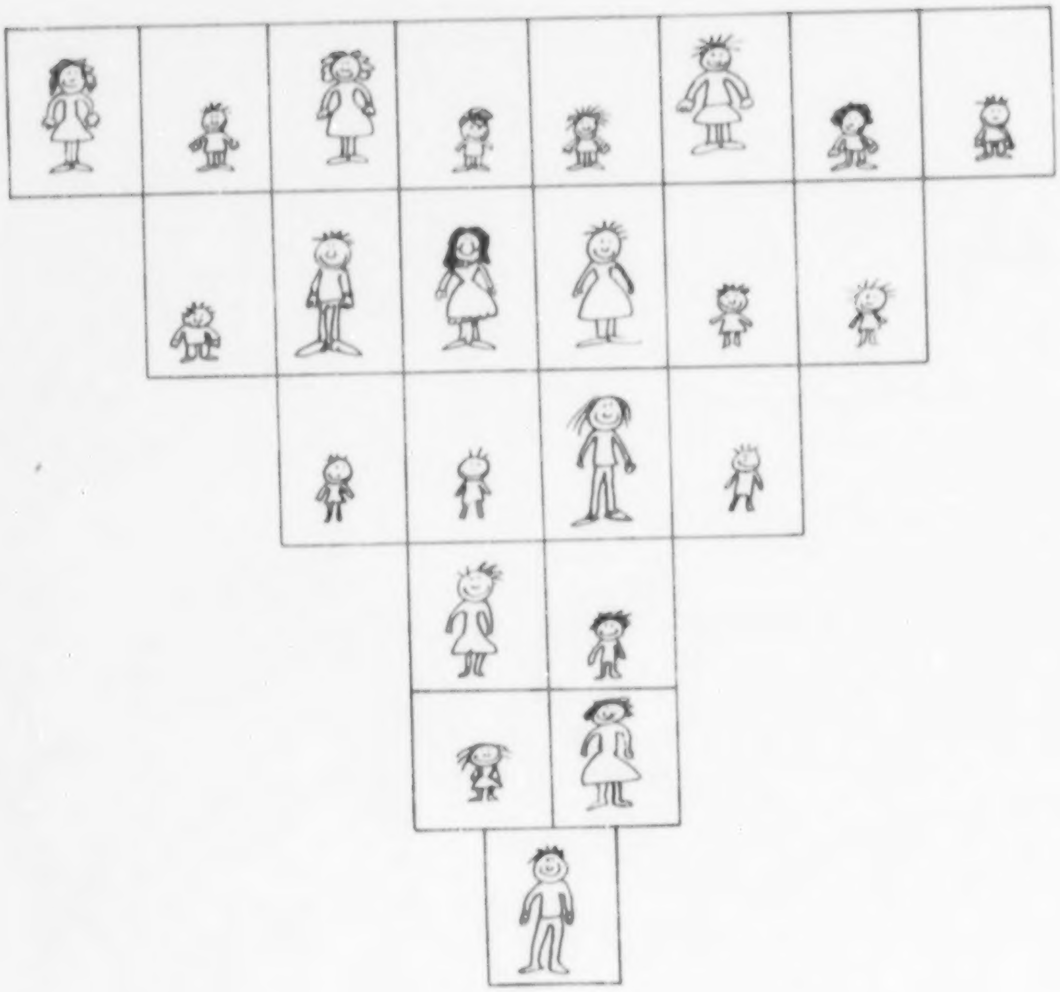
B. Découper et placer les silhouettes dans les logements de l'annexe 4 tout en sachant que seul l'adulte peut signer un bail.

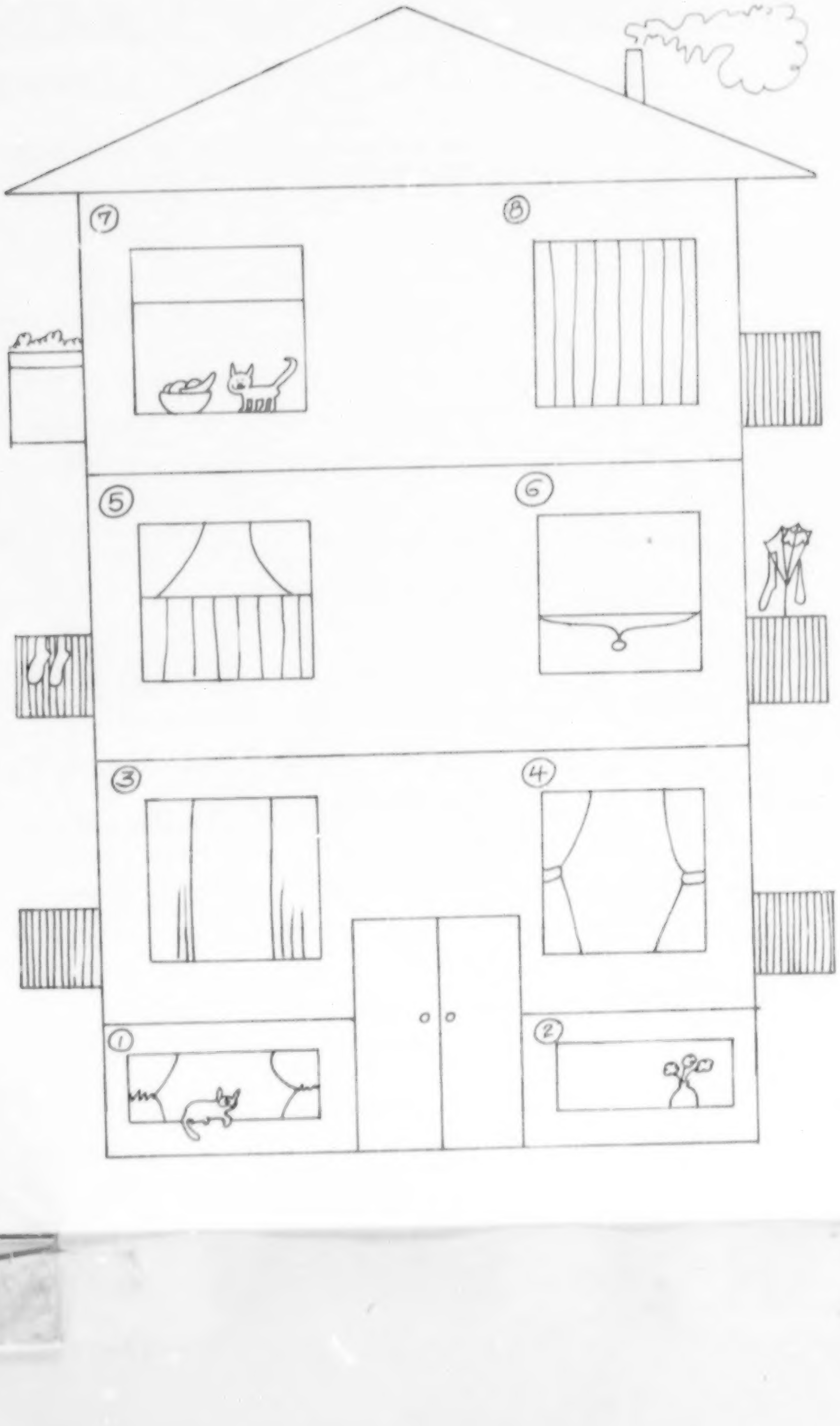
Par cette activité où l'enfant ne peut faire autrement que de former des familles monoparentales, il assimilera davantage ce concept, transformant ainsi l'idée qu'il a de la famille.

Découpe chacun des membres des familles et place-les chacun dans leur logement.




7
8
5
6
3
4
1
2




1
2
3
4
5
6
7
8

TRAVAIL À TEMPS PARTIEL **6.2**

Français, IVE

Cette activité propose aux étudiantes et aux étudiants de produire une bande dessinée, un montage audio-visuel ou une pièce de théâtre à partir d'un texte sur le travail à temps partiel.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants lisent le texte en annexe et en ressortent les éléments pertinents concernant le travail à temps partiel.

B. Ils peuvent poursuivre leur recherche et répondre aux questions suivantes:

- quel genre d'occupation retrouve-t-on dans les emplois à temps partiel?
- le salaire horaire est-il meilleur pour le travail à temps partiel ou à temps complet?
- la travailleuse et le travailleur à temps partiel ont-ils les mêmes droits que les travailleurs à temps plein (bénéfices marginaux, sécurité d'emploi, etc.)?
- les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs à temps partiel sont-elles bonnes?

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Pour préparer à la phase expression, engager une brève discussion.

- Actuellement, y a-t-il une augmentation des emplois à temps partiel? Pourquoi?
- Pourquoi la grande majorité des travailleurs à temps partiel sont-ils des travailleuses?

B. En équipe, les étudiantes et les étudiants élaborent une histoire démontrant les avantages et les désavantages du travail à temps partiel; ils procèdent au découpage du scénario puis produisent la bande dessinée, le montage ou la pièce de théâtre.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

Présentation de la production aux autres élèves de la classe ou de l'école.

MATÉRIEL DIDACTIQUE

Beauine, Pierre, ***Le travail à temps partiel: un besoin pour des travailleurs/euses ou du patron?,*** Magazine CEQ, printemps 1981, pp. 56-57.

Bernier Colette, et David Hélène, ***Le travail à temps partiel,*** IRAT, avril 1978, Bulletin no 12.

CEQ, ***Le droit au travail social pour toutes les femmes,*** Congrès général CEQ, 1980.

ON DÉNONCE LE PIÈGE DU TEMPS PARTIEL

Le travail à temps partiel est un moyen de plus pour garder les femmes dans les ghettos d'emplois où elles sont mal rémunérées, peu syndiquées et soumises à des conditions de travail indécentes. Nous refusons que l'avenir des travailleuses se résume au travail à temps partiel et nous en dénonçons l'exploitation. La population (surtout les femmes) doit être sensibilisée aux menaces que représente l'institutionnalisation du temps partiel. Telles sont les raisons qui expliquent qu'une coalition ait été formée pour organiser la riposte au temps partiel.

Le travail à temps partiel: le lot des femmes

Actuellement 10% de la population active occupe des emplois à temps partiel. De ce nombre, 70% sont des femmes. Au cours des cinq dernières années, 99 000 des 223 000 nouveaux emplois créés étaient des emplois à temps partiel occupés à 80% par des femmes. (Les emplois sont concentrés dans le secteur des services et sont occupés majoritairement par des femmes). Près de la moitié de ces femmes travaillent dans les services de conciergerie, dans la restauration (serveuses, préposées au vestiaire, placières) dans le commerce (caissières et commis-vendeuses).

De plus, la coalition constate un accroissement de ce type d'emplois dans les secteurs hospitalier et scolaire. Le gouvernement québécois a lui aussi manifesté son intention de convertir dans la fonction publique plusieurs milliers de postes à temps plein en postes à temps partiel, et de les rendre principalement accessibles aux femmes.

C'est un moyen pour encourager la société à maintenir les rôles traditionnels des femmes et des hommes. C'est aussi un moyen pour continuer à perpétuer le principe de la dépendance économique des femmes et le mythe du salaire d'appoint.

Les mêmes droits et les mêmes avantages pour toutes et tous

Nous réclamons que les travailleuses et travailleurs occupant actuellement des postes à temps partiel puissent bénéficier des mêmes droits et avantages que celles et ceux qui travaillent à temps plein.

Nous souhaitons que cesse la création de postes à temps partiel et que d'autres formes d'aménagement du temps de travail soient exploitées afin de répondre aux besoins de certaines catégories de travailleuses et travailleurs.

Coalition regroupant un ensemble d'organisations syndicales et féministes dont la CSN, la CEQ, la LFQ, etc.

LES FEMMES ET LA PAUVRETÉ 6.3

SECONDAIRE – COLLÉGIAL: Voir remarque.

Après avoir extrait les données d'un texte sur la pauvreté des femmes, les étudiantes et les étudiants tracent un histogramme.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. A partir du texte ***Les femmes, parmi les plus pauvres,*** les étudiantes et les étudiants sont invités à porter en histogramme le revenu des familles monoparentales dirigées par une femme.

En équipe,

1. ils extraient du texte les données pertinentes;
2. ils font les transformations nécessaires à l'obtention des données pour l'histogramme;
3. ils tracent l'histogramme.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Organiser une discussion générale en classe.

Pourquoi les femmes sont-elles davantage affectées par la crise?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

Inviter des représentantes des ACEF, de l'Association des familles monoparentales du Québec, de Au bas de l'échelle, etc., afin de comprendre le sens des luttes de ces associations, de mieux connaître les causes des problèmes soulevés, de voir comment on peut appuyer ces luttes, ou encore comment procéder pour faire partie des mouvements.

Peut-être serait-il intéressant d'organiser une campagne de souscription dans l'école pour soutenir l'action de l'une ou l'autre de ces organisations.

REMARQUES:

Au collégial, les étudiantes et les étudiants devraient être invités à démontrer:

1. la corrélation étroite entre la division du travail au sein de la famille traditionnelle et le fait que ce sont des femmes, qui, majoritairement, se retrouvent à la tête des familles monoparentales;
2. l'interrelation entre la division du travail au sein de la famille traditionnelle et la dépendance financière de la femme.

MATÉRIEL DIDACTIQUE

Vidéo:
«Les familles monoparentales», émission l'Objectif, 4 mai 1981. (Pour l'activité au collégial)

Dossiers:
«Pour des conditions de vie décentes», ***Action collective***, Carrefour des associations de familles monoparentales du Québec, inc. août 1980.

«La condition économique des femmes au Québec», volumes I et II, Coll. ***Études et dossiers la documentation québécoise***. Ministère des communications, Éditeur officiel du Québec, 1978.

«La femme et la pauvreté», ***Rapport du conseil national du bien-être social,*** Ottawa, octobre 1979.

LES FEMMES, PARMI LES PLUS PAUVRES

Selon une étude faite par le Carrefour des associations de familles monoparentales du Québec, il y a au Québec environ 200 000 familles monoparentales (un seul parent). Les trois quarts de ces familles ont un revenu en dessous du seuil de la pauvreté. La moitié a un revenu de moins de 5 000 $ par année, et un quart touche entre 5 000 $ et 10 000 $. Près de 60% des membres de ces familles n'occupent pas d'emploi rémunéré sur le marché du travail.

Les familles dirigées par une femme sont particulièrement frappées par l'absence de revenus suffisants. En effet, 84,5% de ces femmes chefs de familles ont un revenu annuel de moins de 10 000 $, et parmi elles, 55,6% tentent de survivre avec un revenu inférieur à 5 000 $. Au moins 61,7% de ces femmes ont dû d'ailleurs recourir à l'aide sociale afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.

La Ligue des femmes du Québec, qui vient de faire connaître ces chiffres, fait appel aux femmes afin qu'elles joignent ses rangs pour travailler à l'amélioration du sort des femmes, qui sont parmi les plus démunies de notre société.

7

les coupures et les services publics

COUPURES DANS L'ÉDUCATION ET LA SANTÉ

Au fil des années, par la pression de leurs revendications et de leurs luttes collectives, les travailleuses et les travailleurs québécois ont réalisé des gains importants: en effet, il ne faut jamais minimiser ce que peut signifier l'accès universel et gratuit à des services de santé et à des services d'éducation. Ce sont là, à n'en point douter, des mesures sociales qui constituent des éléments importants du niveau de vie des travailleurs québécois.

Les gouvernants tentent présentement d'amenuiser dans les esprits l'importance de ces acquis; ces tentatives appuient les mesures concrètes qu'ils prennent pour gérer la crise et qui se traduisent par des coupures dans les services de santé et d'éducation. De fait, ils ferment des hôpitaux et des écoles, contingentent les malades et les étudiants, congédient en masse des travailleuses et des travailleurs de la santé et de l'éducation.

Il faut comprendre que sous les mots «rentabilité» et «augmentation de la productivité» se camouflent des réalités comme des malades non soignés, des Québécois moins scolarisés, un plus grand nombre de pauvres, de chômeurs, d'assistés sociaux, pendant que se réalise une concentration des capitaux pour une proportion plus grande de profits.

Il faut aussi comprendre que toute attaque aux services gratuits de santé et d'éducation touche le niveau de vie des travailleuses et des travailleurs; en effet, si des services deviennent désormais inaccessibles à cause d'une situation financière donnée, ou si un citoyen doit maintenant verser des sommes pour des services jadis payés par l'État, c'est le niveau de vie qui chute; ce sont des impôts déguisés. C'est aussi la multiplication d'inégalités de situations devant la maladie, comme devant la possibilité de s'instruire et de se former.

Centrale de l'enseignement du Quebec

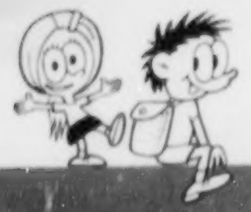
Les coupures dans les services de santé et d'éducation concernent tout le monde; mais ceux qui risquent de subir plus longtemps les effets de ce recul social font partie des jeunes générations. Les éveiller à la réalité qui les attend, les équiper pour qu'ils transforment cette réalité aujourd'hui comme demain, c'est les mettre sur la voie de l'apprentissage de l'égalité et de la solidarité. Nulle institution ne regroupe les jeunes mieux que l'école; et celle-ci ne peut prétendre préparer les jeunes à la vie si elle ignore, dans les apprentissages qu'elle propose, les éléments qui justement conditionnent cette vie. Faut-il ajouter que les coupures actuelles en Éducation frappent d'abord les plus démunis: analphabètes, immigrants, enfants en difficulté d'adaptation.

OBJECTIFS DE CONSCIENTISATION

1. Amener les étudiantes et les étudiants, les parents et les travailleurs de l'enseignement à prendre conscience des coupures effectuées et de leur impact sur l'existence et la qualité des services publics.

2. Amener les étudiantes et les étudiants, les parents et les travailleurs de l'enseignement, à découvrir leurs intérêts communs face aux coupures budgétaires.

3. Amener les étudiantes et les étudiants, les parents et les travailleurs de l'enseignement, à réaliser que les gains sociaux ne sont jamais acquis définitivement, et que pour assurer leur maintien, les travailleuses et les travailleurs doivent exercer une vigilance et une pression permanentes.



L'activité propose l'étude d'une bande dessinée. Elle permet de sensibiliser les enfants à la hausse des coûts des activités de loisir.

(Voir bande dessinée)

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'enseignante ou l'enseignant affiche la bande dessinée, en présente le contenu aux enfants, ou, s'ils le peuvent, ces derniers prennent eux-mêmes connaissance des textes.

B. L'enseignante ou l'enseignant s'assure que la situation décrite est bien comprise.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les enfants échangent sur leurs propres expériences quant à l'augmentation des coûts et à la disparition de certaines activités: à l'école, à l'organisation des loisirs du quartier ou de la municipalité.

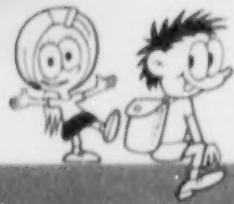
B. Ils se demandent pourquoi c'est comme ça et ce que ça veut dire pour plusieurs d'entre eux.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les enfants tentent de répondre à la question posée par la bande dessinée. Ils évaluent s'ils ont des chances de faire changer les choses en agissant individuellement ou collectivement.

B. Ils tentent d'illustrer dans une bande dessinée l'un des cas détectés lors de la discussion. Deux précautions à prendre: les textes doivent être courts, et la première personne qui parle doit être normalement située à gauche de la case.

Moi non plus, mais faudra bouger, hein! Premiers rendus premiers servis.
C'est vrai, on devrait y aller dès demain.
Ouais, et mes patins qui me font plus. J'sais pas si mes parents vont m'payer les deux, l'inscription pis les patins. Et moi qui voulais m'inscrire en natation. Y voudront jamais.
As-tu vu? Y ont drôlement grimpé les prix d'inscription, cette année.
ACTIVITE
PATIN
HOCKEY
5.00 MOIS
OK
Monsieur, on voudrait bien savoir comment ça se fait plus ça va pire ça va. Y a moins d'activité pis ça coûte plus cher.
C'est possible, mes enfants, moi j'peux rien vous dire de plus.
Moi, mon père, il dit que l'argent, il va tout aux compagnies.
Ben c'est pas juste. Les compagnies, y sont plus riches que nous autres. Pourquoi qu'elles auraient tout l'argent hein?
J'sais pas moi. Mais j'en connais qui vont être déçus tantôt. plus de ballet jazz.
Tiens, voilà les amis. Viens, on va leur en parler.
Vous l'saviez vous autres, que les prix des activités sont tous augmentés?
Oui, ma mama veut pas que j'y aille cette année.
Moi on m'a dit "Choisis" J'ai dû laisser tomber le basket.
Ouais ben faudrait bien faire quelque chose. On peut pas laisser ça d'même! Mais quoi?
Oui, quoi?
Et toi, tu le sais, ce qu'il faudrait faire pour changer cela?
Oui, qu'est-ce que tu suggères?
?



UN ACCIDENT **7.2**

PRÉSCOLAIRE – PRIMAIRE 1er CYCLE

Cette activité rappelle aux enfants la nécessité du travail de personnes spécialisées, tout en les initiant à la notion d'ordre en mathématique et en faisant appel à leur jugement.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. A partir des 5 dessins de l'annexe, faire découvrir

– qu'un accident peut arriver;

– que des personnes spécialisées peuvent prendre soin d'eux;

– que ces personnes travaillent pour les aider;

– qu'on a besoin de leur travail;

– que ces personnes en ont fait leur métier;

– que sans leur travail, on serait bien mal pris.

EXPRESSION DE LA RÉALITÉ

A. Faire découper les images.

B. Les faire colorier.

C. Les faire recoller selon l'ordre séquentiel.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Demander qui n'a jamais visité le dentiste.

B. Inciter à faire cette visite.

C. Rappeler les services que peuvent offrir d'autres personnes présentes dans les hôpitaux, les CLSC.

700

LA VIE NE TIENT QU'À UN FIL...TRE 7.3

PRIMAIRE 2e CYCLE – SECONDAIRE 1er CYCLE

Français, dessin

*L'activité comporte une **étude de texte** dont la compréhension se concrétise par la réalisation d'une bande dessinée. À partir d'un incident dont le rappel peut sembler caricatural, la discussion s'engage sur l'impact des coupures dans les hôpitaux.*

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les enfants écoutent la lecture du texte annexé; recherche les idées exprimées, compréhension de la situation décrite.

B. Ils discutent de ce que peut faire le patient...

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Pourquoi la direction de l'hôpital a-t-elle choisi un filtre moins cher?

B. Est-il important de maintenir des services de qualité? Comment y arriver?

C. Les enfants réalisent, en équipe de 4 ou 5, une bande dessinée illustrant la situation décrite par le texte. S'inspirer du modèle en annexe, ou compléter ce dernier, en remplissant les bulles et en réalisant les dessins qui manquent.

D. Au primaire, on pourrait faire mimer la situation.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Demander aux enfants, regroupés en équipes, de rédiger une lettre dans laquelle ils s'inquiètent de coupures budgétaires qui mettent en danger la santé des patients d'hôpitaux: ou bien par manque de personnel; ou bien par économie de bouts de chandelle, ou bien par le manque de machines perfectionnées susceptibles de permettre de sauver des vies. Adresser ces lettres à l'hôpital de la région.

UN PATIENT FRÔLE LA MORT: L'HÔPITAL A VOULU ÉPARGNER 40¢

MONTRÉAL (d'après PC) – Les coupures budgétaires commandées par le gouvernement dans les grands hôpitaux du Québec commencent à se faire sentir dans les secteurs cruciaux.

A l'Hôpital Général de Montréal, un patient est venu à un cheveu de perdre la vie quand un filtre rénal artificiel à 85 cents a été utilisé au lieu du modèle régulier à 1,25 $.

Le service de dialyse, qui tente de contribuer à l'effort de l'hôpital pour se con-

former aux directives gouvernementales de coupures de personnel, de budget et de rémunération pour du temps supplémentaire, a estimé que l'économie de 40 pour 100 pourrait éventuellement se chiffrer à 10 000 $ par année.

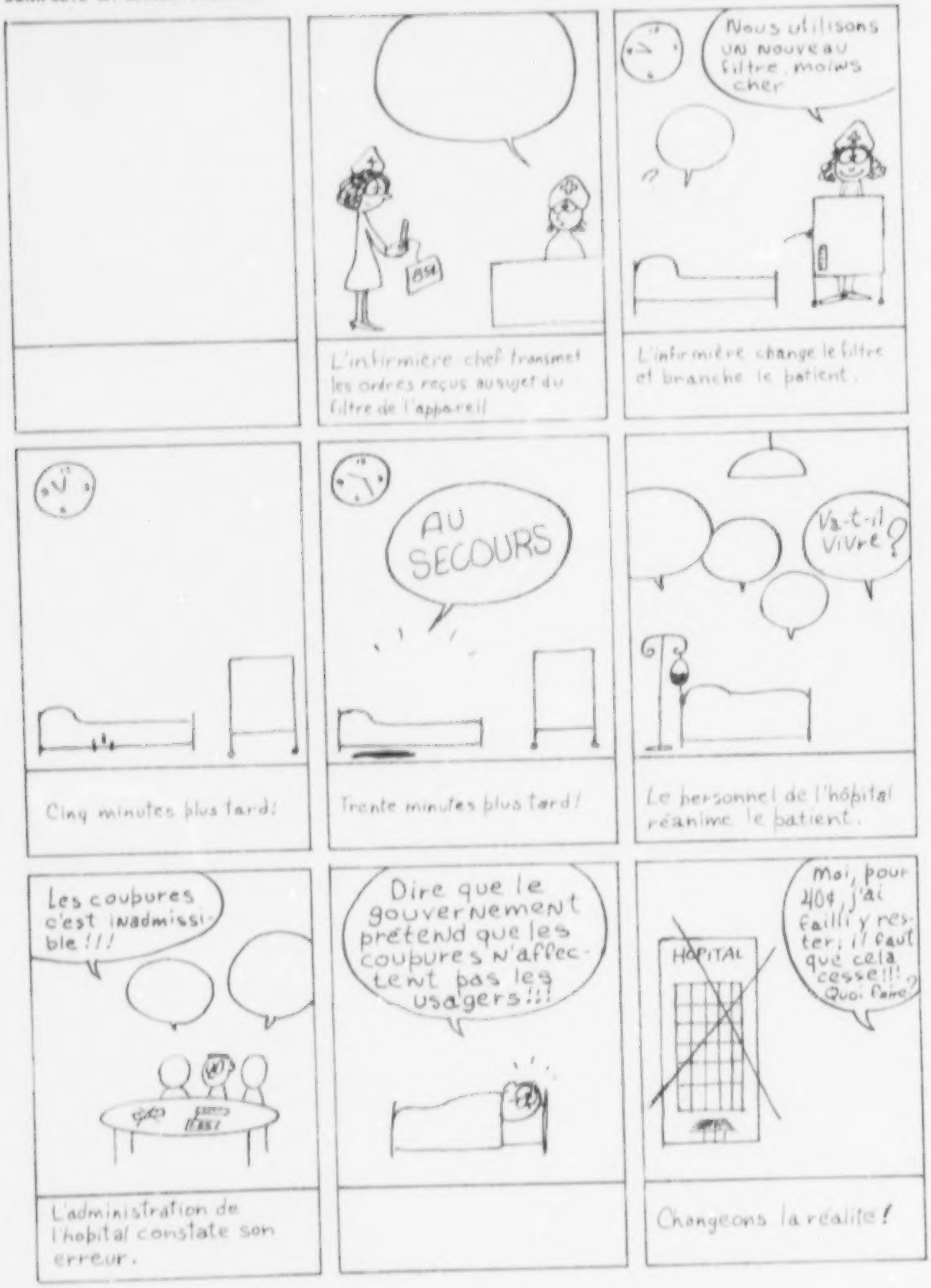
Mais le filtre moins dispendieux n'a pas fonctionné adéquatement et le détecteur de pression de l'appareil à dialyse s'est détraqué. Du sang filtrait de la tubulure et s'accumulait en une flaque sur le plancher avant que l'on s'en aperçoive et qu'on amène rapidement le patient au service de l'urgence.

...

«Le gouvernement joue avec le feu en ne distribuant pas assez d'argent pour les appareils» a déclaré le Dr David Hollomby, le directeur du service de dialyse de l'Hôpital Royal Victoria.

Le Soleil, 4 septembre 1981

COMPLÈTE LA BANDE DESSINÉE



À COUP DE BISTOURI 7.4

SECONDAIRE – COLLÉGIAL: Voir remarque

Français, sciences humaines, techniques infirmières, hygiène

Les étudiantes et les étudiants ***enquêtent*** *sur l'impact des coupures dans les hôpitaux. Ce faisant, ils apprennent à rédiger un questionnaire et un rapport d'enquête.*

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Un constat: les journaux font régulièrement état de situations déplorables dans les hôpitaux (urgences fermées, urgences bondées, congestionnées, moins de lits, suppression de services, mises à pied). Le réseau des Affaires sociales est en période de «décroissance».

B. Les étudiantes et les étudiants préparent un questionnaire destiné à cerner l'ampleur des coupures.

C. Ils choisissent un hôpital de la région et contactent un responsable syndical des travailleuses et des travailleurs d'hôpitaux, ils recueillent les données.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants discutent des données recueillies afin de s'entendre sur leur portée.

B. Inventaire des conséquences possibles.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants rédigent un rapport de leurs recherches et de leurs discussions.

B. Ils présentent ce rapport pour publication dans le journal étudiant.

REMARQUES:

Au collégial

A. Les étudiantes et les étudiants seraient appelés à établir plus précisément les liens entre les coupures dans les services de santé et leurs effets sur les services des hôpitaux, des centres d'accueil, enfin sur la population.

B. Pour une technique définie, il serait intéressant qu'ils établissent les liens entre les coupures budgétaires, les pertes d'emploi, la qualité des services.

C. Ils pourraient, par exemple, procéder par sondage auprès d'une clientèle affectée, incluant les hospitalisés, auprès du personnel actuel ou éventuel impliqué dans le domaine.

D. Les discussions pourraient s'amorcer autour des éléments suivants:

– Qui est touché par ces coupures?

– Comment

– Quels services sont touchés?

- de façon absolue;
- diminution de qualité;
- nature des services touchés.

– Quelles activités préventives sont touchées?

– Comment est touché:

- le personnel de soutien;
- le personnel para-médical;
- le personnel médical;
- la direction.

– Comment donner des services complets dans le domaine de la santé:

- couper dans d'autres ministères?
- imposer de nouvelles taxes aux compagnies, aux individus riches?
- faut-il imposer des «tickets modérateurs» pour tous?

LES CONDITIONS DE VIE DANS LES ATELIERS DU PROFESSIONNEL 7.5

SECONDAIRE – COLLÉGIAL: Secteur professionnel

L'activité consiste à évaluer les conditions de santé-sécurité prévalant dans les ateliers du professionnel.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants évaluent leurs locaux de travail, en particulier les ateliers de mécanique, de soudure, de menuiserie. L'étude porte sur le bruit, la ventilation, l'éclairage, la salubrité, la disposition des lieux, les outils de travail.

B. Les élèves et le professeur s'entendent sur les aspects à considérer et dressent une fiche d'observation pour chaque aspect de l'étude.

C. En équipes, ils recueillent soigneusement leurs observations.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Dans chaque atelier, les étudiantes et les étudiants mettent en commun les observations recueillies.

B. Ils discutent des possibilités que dans un contexte de coupures budgétaires, la situation ne s'aggrave au lieu de s'améliorer.

C. Ils prennent contact avec des représentants syndicaux sensibilisés aux questions de santé-sécurité qui pourraient les aider à compléter leur analyse.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants présentent les résultats de l'étude

- au directeur de la polyvalente;
- au responsable de la commission scolaire;
- au comité d'é[illegible]e;
- au comité de parents.

B. Ils acheminent les résultats de l'étude

- au journal de la polyvalente;
- aux journaux locaux.

C. Ils revendiquent des changements en fonction de la Loi 17 (Santé-sécurité au travail).

D. Ils envisagent toute autre action.

LE BRUIT ET LA SURDITÉ 7.6

SECONDAIRE: Secteur professionnel

L'activité cherche à sensibiliser les étudiantes et les étudiants à la présence et à la nocivité du bruit.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. À l'aide du tableau suivant, les étudiantes et les étudiants prennent conscience de l'intensité de certains bruits et s'habituent à les mesurer.

– L'unité de mesure du bruit est le décibel.

– Le bruit le plus faible qu'on puisse entendre est 0 dBA.

– À une distance de deux pieds:

a) si on peut comprendre une conversation à voix normale, le niveau de bruit est d'environ 60 dBA;

b) s'il faut élever la voix pour se comprendre, le niveau de bruit est d'environ 72 dBA;

c) s'il faut parler à voix très forte, le niveau de bruit est d'environ 78 dBA;

d) si on doit crier pour se faire comprendre, le niveau de bruit est d'environ 80 dBA.

B. Procéder à l'évaluation sommaire des bruits suivants:

Situation	Nombre de dBA
• sur un sentier dans la campagne	____________
• dans un local de bibliothèque	____________
• sur une rue dans une grande ville	____________
• dans une usine	____________
• au passage d'un avion supersonique	____________
• dans une discothèque	____________
• à côté d'une motoneige ou d'une motocyclette	____________
• dans l'un ou l'autre des ateliers du professionnel	____________

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. **Discussion en groupe**

La limite industrielle acceptable pour le bruit est fixée par la loi à 90 dBA pour huit heures d'exposition. Selon les récentes statistiques industrielles, à l'âge de 60 ans, deux ouvriers sur trois ayant travaillé dans une ambiance sonore de 92 dBA seront suffisamment affectés pour recevoir une compensation monétaire de la Commission santé et sécurité. Dans une ambiance sonore de 78 dBA, un travailleur sur deux atteindra le même degré de surdité.

B. Y a-t-il dans l'école des endroits bruyants, susceptibles d'être dangereux pour la santé?

C. Sait-on que le bruit affecte tout l'organisme:

- battements cardiaques;
- tension artérielle;
- digestion;
- tension musculaire.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Malgré les coupures budgétaires, demander que les machines trop bruyantes soient remplacées.

B. En cas de doute sur la gravité de la situation, les étudiantes et les étudiants demandent l'assistance d'un professionnel du CLSC.

C. Ils identifient les endroits les plus bruyants de l'école, inventorient des solutions, proposent ces solutions à la direction tout en informant de cette démarche le comité d'école, le conseil étudiant, et les représentants syndicaux des travailleurs de l'établissement.

SECONDAIRE 2e CYCLE

LES COUPURES EN ÉDUCATION 7.7

Toutes matières

L'activité est une ***recherche*** *des effets des coupures sur les services pédagogiques offerts dans l'établissement.*

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. L'article 40 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec stipule:

«Toute personne a droit, dans la mesure et suivant les normes prévues par la loi, à l'instruction publique gratuite».

Ceci veut dire qu'une étudiante ou un étudiant a le droit de recevoir un enseignement de qualité qui permette de faire les apprentisages nécessaires à son développement personnel et social. Cela suppose qu'il puisse bénéficier de toutes les conditions humaines et matérielles nécessaires à l'assimilation de cet enseignement, permettant ainsi l'accès à la connaissance, à la culture, à la formation.

B. Afin de connaître l'impact véritable des coupures au niveau des services, les étudiantes et les étudiants élaborent un questionnaire (voir exemple ci-joint), identifient les responsables à rencontrer, sans oublier les représentants syndicaux des travailleurs dans l'établissement, ni les comités d'écoles ou regroupements de parents. Ils se partagent le travail de cueillette des données selon les aspects à investiguer et les personnes à rencontrer.

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Le centre de l'activité devient le partage des données recueillies avec échanges plus formels:

- sur l'accès à la formation pour les élèves et les conditions d'apprentissage;
- sur les coûts à encourir pour les élèves ou les parents;
- sur les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur ou à une formation professionnelle de qualité.

B. Les étudiantes et les étudiants étudient l'article 40 de la Charte des droits afin de voir s'il protège adéquatement le droit à l'instruction.

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants rédigent un rapport de recherche et expédient ce rapport aux différents intervenants: direction, groupes de parents, syndicats, conseil étudiant.

B. S'il y a lieu, ils établissent des revendications, déterminent des voies d'acheminement; ils recherchent l'appui des différents groupes intéressés par la démarche.

C. S'il y a lieu, ils expédient les propositions de modifications à l'article 40 à la Commission des droits de la personne, 360, St-Jacques, Mezzanine, Montréal H2Y 1P5.

ANNEXE

EXEMPLE DE QUESTIONNAIRE

SECTION 1

	Oui	Non
Y a-t-il eu réduction des services dont tu as besoin dans ton école?		
• conseiller d'orientation	☐	☐
• travailleur social	☐	☐
• psychologue	☐	☐
• bibliothécaire	☐	☐
• animateur d'activités étudiantes	☐	☐
• conseiller en information scolaire et professionnelle	☐	☐
• autres ressources	☐	☐

REMARQUES:

SECTION 2

Y a-t-il eu réduction de services nécessaires au bon fonctionnement de ton école?		
• surveillant d'élèves	☐	☐
• technicien de travaux pratiques (appariteur)	☐	☐
• concierge	☐	☐
• secrétaire	☐	☐
• magasinier	☐	☐

REMARQUES:

SECTION 3

Y a-t-il eu augmentation des coûts pour tes parents ou pour toi-même à l'école?

- matériel scolaire ☐ ☐
- services de cafétéria ☐ ☐
- sorties éducatives ☐ ☐
- activités parascolaires ☐ ☐
- transport scolaire ☐ ☐

REMARQUES:

SECTION 4:

Y a-t-il eu moins de choix quant aux options dans ton école? ☐ ☐

- Est-ce qu'il y a tendance à surcharger les classes (nombre d'élèves par groupe) dans ton école? ☐ ☐
- Autres

REMARQUES:

SECONDAIRE

LA MONTÉE DU BÉNÉVOLAT 7.8

Sciences humaines

L'activité propose une enquête permettant de réaliser que le bénévolat devient pour l'État une justification aux coupures de postes.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants sont invités à identifier des secteurs de service où la présence de bénévoles est susceptible d'être constatée (ex.: bibliothèque, caisse scolaire, secrétariat, enseignement des arts, enseignement de la catéchèse, etc.).

B. Les étudiantes et les étudiants se répartissent en équipes de travail et réalisent l'enquête au niveau de l'école en tentant de cerner les dimensions suivantes:

- quelle/s personne/s assume/nt ce service?
- combien d'entre elles ne reçoivent pas de rémunération pour leur travail?
- les personnes bénévoles ont-elles pris la place de personnes auparavant salariées?
- ce service a-t-il toujours été assuré par des bénévoles?
- existe-t-il un «réservoir» de bénévoles auquel la direction peut faire appel pour ce service?

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants mettent en commun les données recueillies.

B. Ils se posent les questions suivantes:

- qu'est-ce que le bénévolat?
- qui fait du bénévolat?
- pourquoi des personnes font-elles du bénévolat?
- à quelles conditions le bénévolat est-il souhaitable?

C. Les étudiantes et les étudiants listent les services donnés par des bénévoles et auparavant assumés par des salariés.

D. Ils évaluent le nombre de personnes écartées du travail dû à cette politique.

E. Cette politique doit-elle être reliée aux politiques de coupures budgétaires?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants mesurent l'impact du transfert de ces services à des bénévoles, au plan de la qualité et de la continuité des services.

B. Ils font connaître leur position à la commission scolaire, à la direction de l'école, au comité d'école, aux représentants syndicaux des divers corps d'emploi.

REMARQUE:

Il serait ici particulièrement pertinent d'impliquer dans cette démarche les représentants syndicaux des différents corps d'emploi.

LES COUPURES ET CONTRÔLES EN ÉDUCATION **7.9**

COLLÉGIAL

Français, sociologie

Étude comparative *des positions des divers groupes d'intérêts devant les coupures et contrôles en Éducation*

OBSERVATION ET ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. A partir du discours de la presse écrite: quotidiens (Le Devoir, La Presse, etc.), le Journal de l'ANEQ ou les journaux étudiants locaux, les publications de la CEQ ou les journaux syndicaux locaux, dégager les idéologies en lutte et les expliquer.

- Choisir trois articles représentatifs du discours officiel de l'Etat et de la classe dominante, des groupes étudiants, des parents (s'il y en a) et des travailleuses et travailleurs de l'enseignement.

- Faire l'analyse des différents discours en dégageant les idéologies véhiculées dans les différents textes, par la constitution du champ systémique/lexical de chacun des discours.[1]

- Expliquer les luttes idéologiques qui ressortent de l'analyse précédente par les positions et appartenances de classes respectives des intervenants dans une structure sociale capitaliste.[2]

(1) Duchet, Claude, *«Le trou des bouches noires, parole, société, révolution dans Germinal»*, ***Littérature*** no 24, déc. 11976, pp. 11-39.

(2) Althusser. *«Idéologies et appareils idéologiques d'État»*, ***La Pensée***, no 151, juin 1970, pp. 7-38.

8
plus que jamais
fêtons le 1er mai

SECONDAIRE – COLLÉGIAL – PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE: Voir remarque.

Une analyse de texte et une discussion permettent aux étudiantes et aux étudiants de comprendre le sens et l'origine de la fête du 1er mai.

OBSERVATION DE LA RÉALITÉ

A. Les étudiantes et les étudiants répartis en équipe, prennent connaissance du texte sur le 1er mai et répondent par écrit aux questions suivantes:

– quel est le sens de la fête du 1er mai pour les travailleuses et les travailleurs? pour les étudiantes et les étudiants?

– quel événement cette fête symbolise-t-elle?

B. Les étudiantes et les étudiants connaissent-ils les activités prévues dans la région pour célébrer le 1er mai? Connaissent-ils les principales revendications mises de l'avant par les travailleurs le 1er mai 1982? (Revendications communes CSN, CEQ, FTQ, février 1982)

ANALYSE DE LA RÉALITÉ

A. En période de crise, les acquis des travailleuses et des travailleurs sont durement attaqués par l'État et le patronat. La lutte de tous pour une amélioration de leurs conditions de vie et de travail passe d'abord par la défense de ces acquis menacés.

A partir d'articles de journaux, de discussions, etc., les étudiantes et les étudiants sont invités à identifier les grands enjeux des luttes actuelles pour les travailleuses et les travailleurs: indexation, droit de grève, maintien des services sociaux, régimes de retraite, etc.

B. La propagande de l'État soutient que les attaques aux acquis des travailleurs seraient faites dans l'intérêt des plus démunis. Les étudiantes et les étudiants sont-ils d'accord, ou constatent-ils plutôt que les plus démunis font les frais de la crise alors que les grosses compagnies empochent les profits?

TRANSFORMATION DE LA RÉALITÉ

Les étudiantes et les étudiants sont invités à s'organiser pour participer aux manifestations du 1er mai: fabrication d'une banderole identifiant l'école, publicité auprès des autres étudiantes et étudiants, fabrication de pancartes, etc.

REMARQUES:

Au préscolaire et au primaire

A. Les enfants lisent ou apprennent par coeur la comptine suivante:

Chaque année le premier mai
Vont marcher en défilé
Plusieurs milliers d'ouvriers
Une journée pour rappeler
Qu'à travers le monde entier
Des ouvriers doivent lutter
Pour cesser d'être exploités.

(Source: Comptines populaires du Québec, p. 44)

Les enfants discutent de la comptine, l'illustrent, etc.

B. Les enfants sont invités à revêtir l'habit de travail de leurs parents pour le vendredi 30 avril. Il peut arriver que ces derniers soient en chômage: on considère quand même le travail antérieur. Pour les enfants qui ne disposeraient pas de tels vêtements, qu'ils portent un sigle, un macaron, que les élèves pourraient fabriquer.

1ER MAI[1]

Aujourd'hui, c'est le 1er mai, la fête internationale des travailleuses et des travailleurs, célébrée de par le monde par des millions de travailleuses et travailleurs de différentes nationalités, de différentes races, de différentes langues.

Une fête, c'est un événement important pour ceux qui y participent. Il y a des fêtes religieuses (Noël, Pâques), des fêtes nationales (24 juin au Québec, 14 juillet en France); on fête des victoires, des événements heureux. Le 1er mai, les travailleuses et les travailleurs fêtent leurs luttes, leurs victoires, expriment leurs espoirs de connaître une société meilleure qui mettra fin à leur exploitation.

Le 1er mai on commémore un événement qui symbolise ces luttes. Vers la fin du XIXième siècle, les enfants de 9 à 16 ans, travaillent en usine dans des conditions très difficiles. Les travailleuses et les travailleurs font des journées de plus de douze heures pour des salaires de famine. La formation des syndicats est toute récente en Europe et aux États-Unis.

Le 1er mai 1886, les travailleuses et les travailleurs américains organisent la première journée de grève nationale aux États-Unis. Leur principale revendication: la journée de 8 heures. 200 000 travailleuses et travailleurs ont participé à cette manifestation. À Chicago, où avait lieu la principale manifestation, les policiers ont chargé la foule, tuant et blessant des milliers de travailleuses et travailleurs. Les responsables de la manifestation seront pendus.

Aujourd'hui, la journée de 8 heures, c'est un acquis pour les travailleuses et les travailleurs. C'est grâce à de telles luttes, souvent très dures face à des patrons qui défendent leurs profits, que les travailleuses et les travailleurs ont pu améliorer

(1) L'enseignante ou l'enseignant aurait grand intérêt à se procurer une publication importante de la CSN et de la CEQ: *L'histoire du mouvement ouvrier au Québec*, Centre de documentation, CEQ.

leur sort. Des milliers de luttes de ce genre caractérisent l'histoire des travailleuses et des travailleurs: ce sont toutes ces luttes, que l'on célèbre le 1er mai. Des luttes et des victoires qui inspirent les luttes d'aujourd'hui pour une société meilleure.

Le 1er mai, c'est une invitation aux travailleuses et aux travailleurs à s'unir pour faire valoir leurs droits: droit au travail, droit à la santé et à l'éducation, droit à un logement décent à des prix abordables, etc. Les droits à la santé et à l'éducation sont aujourd'hui particulièrement menacés par des coupures budgétaires. Quand au droit au travail, il n'est pas davantage reconnu par les patrons et par l'État que ne l'était la journée de 8 heures en 1886. Comme par le passé, ce sont les luttes des travailleuses et des travailleurs qui sauront faire reconnaître ces droits.

1. Organisation de défense des non-syndiqués

Au bas de l'échelle
1015, Ste-Catherine est
Montréal H2L 2G4
(514)842-0462
(514)842-5069

2. Organisations de défense des assistés sociaux

L'association pour la défense des droits sociaux (ADDS)

ADDS Plateau Mont-Royal
4540, Chabot
Montréal
(514)521-1602

ADDS Rosemont
3819, Dandurand
Montréal
(514)725-0196

ADDS Petite Bourgogne
2735, Notre-Dame ouest
Montréal
(514)932-3926
(514)932-4045

ADDS Montréal
1750, St-Denis
Montréal
(514)842-7811

ADDS Hochelaga-Maisonneuve
1691, Pie IX
Montréal
(514)527-2369

ADDS Laval
465, St-Luc
Laval-des-Rapides
(514)663-0825

ADDS Québec Métro
301, Carillon
Québec
(418)525-4983

L'organisation populaire pour les droits sociaux (région de Montréal)

OPDSRM
3387, Jean-Talon est
Montréal
(514)727-2550

OPDSRM
4765, Ontario est
Montréal
(514)253-9855

OPDSRM Centre Sud
1561, Lafontaine
Montréal
(514)523-4121

OPDSRM Mercier
9643, Notre-Dame est
Montréal
(514)354-9420

3. Organisations de défense des chômeuses et chômeurs:

a) Groupes action-chômage

Abitibi
Regroupement des chômeurs/ses de Rouyn-Noranda
115, 8e rue
Noranda J4X 1C5
(819)764-9888

Chicoutimi
Comité des chômeurs/ses du Saguenay
Adresse postale:
C.P. 111
Chicoutimi G7H 5B6
(418)545-8228

Adresse locale:
73, ave Arthur-Hamel
Rivière du Moulin
(418)545-8228

Gaspésie
MAC de Gaspé
C.P. 67
Pointe-Jaune G0E 1N0
(418)269-5396

Hull
Action-chômage de l'Outaouais (CSN)
258, St-Joseph
Hull J8Y 3X8
(819)771-7453

Joliette
Service Action-Chômage
569, Notre-Dame
Joliette J6E 3H8
(514)759-7977

Kamouraska
Comité Action-Chômage
C.P. 41
St-Bruno G0L 2M0
(418)492-3229

La Malbaie
MAC de Charlevoix
89A, rue Principale
Pointe-au-Pic G0T 1M0
(418)665-3623

La Tuque
MAC La Tuque
29, Beckler
C.P. 752
La Tuque G9X 3P6
(819)523-3319

Lotbinière
MAC de Lotbinière
121, Boissonneau
Laurier-Station G0S 1S0
(418)728-3559

Montréal
MAC de Montréal
1015, Ste-Catherine est
Montréal H2L 2G4
(514)845-9765

Portneuf
MAC de Portneuf
C.P. 489
Donnacona G0A 1T0
(418)285-0430

Québec
MAC de Québec
435, du Roi
Québec G1K 2X1
(418)523-7117
(418)529-7804

Rivière-du-Loup
Action-Chômage de Rivière-du-Loup
5, Iberville
Rivière-du-Loup
G5R 1G5
(418)862-6335

Shawinigan
Travailleurs/euses sans emploi
3001, ave. des Hêtres
Shawinigan G9N 3B4
(819)539-4572

Sherbrooke
Mouvement des chômeurs/ses de l'Estrie
237, Aberdeen
Sherbrooke J1H 1W2
(819)566-5811

Sorel
MAC de Sorel
176, Limoges
Sorel J3P 1T6
(514)742-0183

Trois-Rivières
MAC de Trois-Rivières
1800, St-Paul
Trois-Rivières G9A 1J7
(819)373-1723

Pointe St-Charles
Service juridique
(Comité chômage)
2383, Grand Tronc
Montréal H3K 1M8
(514)933-8432
(514)937-8949

b) **Groupes contacts**

Alma
MAC Alma
108, St-Joseph
Delisle G0W 1L0
(418)347-3456

Châteauguay
CLSC Châteauguay
101, Lauzon
Châteauguay J6K 1C7

Drummondville
Comité des Sans-Emploi
451, Notre-Dame
Drummondville J2B 2K9
(819)478-8158

Longueuil
Acef Rive-Sud
885, Ste-Hélène
Longueuil J4K 3R7
(514)677-6394

Matane
CLSC de Matane
349, St-Jérôme
Matane G4W 2A8

St-André Avellin
CLSC Petite Nation
76 C, St-André
C.P. 120
St-André Avellin
G0V 1W0
(819)983-7341

St-Gabriel de Brandon
CLSC
C.P. 870
Ville St-Gabriel
J0K 2N0

Ste-Geneviève
CLSC des Chenaux
C.P. 8
Ste-Geneviève de Batiscan
G0X 2R0

St-Hyacinthe
MAC St-Hyacinthe
1900, rue Girouard
St-Hyacinthe J2S 3A4
(514)773-8581

Sept-Iles
MAC de Sept-Iles
400, Arnaud
Sept-Iles G4R 3A9
(418)962-6479

Sorel
Regroupement des chômeurs/ses
Région de Sorel
900, rue de l'Église
Tracy J3R 3R9
(514)743-7822

Thetford Mines
ACEF
22, de la Fabrique
Thetford Mines G6G 2N5
(418)338-4755

Windsor-Richmond
MAC de Richmond
110, rue Barlow
C.P. 698
Richmond J0B 2H0
(819)826-3781

Secrétariat du Regroupement
MAC de Montréal
Comité Fédération
1015, Ste-Catherine est
Montréal H2L 2G4
(514)845-9765

4. Organisation de défense des consommatrices et consommateurs

L'Association coopérative d'économie familiale (ACEF)

ACEF de Montréal
1212, Panet
(514)526-0823

ACEF de Laval
465, St-Luc
Laval-des-Rapides
(514)663-3470

ACEF Rive Sud
885, Ste-Hélène
Longueuil
(514)677-6394

ACEF (Montréal)
Bureau de quartier Mercier
8750, de Grosbois
(514)352-7880
1547, de l'Église
(514)761-7225

ACEF de l'Estrie
105, rue Gordon
Sherbrooke J1H 4Y4
(819)563-8144

ACEF de Granby
371, St-Jacques
Granby J2G 3N5
(514)378-1443

ACEF de Québec
570, du Roi
Québec
(418)522-1568

5. Organisation de défense des retraités

L'Association québécoise pour la défense des droits des retraités et des préretraités (AQDR)

1800, rue Berri
Bureau 115, suite 103
Montréal H2K 2V2
(514)526-3845
(514)526-7151

6. Organisations syndicales

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Montréal
1601, Delorimier
Montréal H2K 4M5
(514)286-2121
(514)286-2283
(service d'organisation)

Québec
155, boul. Charest est
Québec
(418)647-5700

Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)

Montréal
2100, Papineau
Montréal
(514)527-8533

Québec
495, rue Bayard
Québec
(418)525-5747

Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)

Montréal
8225, boul. St-Laurent
Montréal H2P 2M1
(514)382-7670

Québec
2336, chemin Ste-Foy
Québec G1V 4E5
(418)658-5711

Note: on peut obtenir à cette adresse la plupart des documents cités dans ce cahier.

7. Organisations féministes

Ligue des femmes du Québec

2002, Hôtel de ville
Montréal H2X 3B2
(514)845-3796

Voir aussi les organisations syndicales

RÉPONSES AU JEU-TEST DE LA FICHE 0-0

1. Ce fut au congrès quatre-vingt, après une consultation qui a rejoint 25 000 membres, sur une période de plus de deux ans.

2. L'an dernier, l'intervention pédagogique portait sur les rapports femmes-hommes. Elle a permis de toucher environ 390 000 étudiantes et étudiants grâce à la contribution de 20% du membership.

3. a) 131 $ par mois (voir texte de l'OPDS).

   b) O. La Banque du Canada n'est pas une banque comme les autres. Elle n'a pas de succursale; cette institution chapeaute le système bancaire et régit la politique monétaire du Canada. Elle prête aux banques et fixe le taux d'escompte. (voir fiche 1.9)

   c) Le chômage est inversement proportionnel au niveau de scolarité. (voir fiche 2.4)

   d) 20 semaines. Pour ceux qui vont quitter l'école, ça veut dire que ça peut prendre du temps avant qu'ils puissent y avoir droit. (voir fiche 2.4)

   e) 1 212 $. L'AQDR réclame pour ses membres 15% supérieur au seuil de pauvreté. (voir texte de l'AQDR)

   f) 200 000 familles monoparentales au Québec.

   g) La FNACQ est une fédération d'associations de consommateurs et consommatrices. Elle regroupe des ACEF.

DES APPUIS

Déjà plusieurs organisations appuient l'initiative CEQ.

Chercher à scruter minutieusement ce qui se vit dans les usines, les écoles, les hôpitaux, les quartiers, chercher à comprendre le comment et le pourquoi de cette crise que nous traversons, voilà une heureuse et courageuse initiative! C'est donc avec enthousiasme que notre mouvement, en plus de saluer cette démarche pédagogique et de lui souhaiter le plus large succès possible, accepte volontiers de contribuer à son cheminement.

Confédération des syndicats nationaux

...

Les enfants ont le droit de savoir que les mesures actuelles pour «contrer» la crise, étouffent au contraire un nombre de plus en plus grand de familles québécoises, notamment dans le cas des familles monoparentales.

Ils doivent savoir aussi que le chômage de leurs parents n'est pas le fruit du hasard ou de l'irresponsabilité individuelle, mais bien le résultat de choix politiques délibérés.

Fédération des syndicats d'infirmières et d'infirmiers du Québec

La situation de crise qui frappe actuellement les classes populaires ne peut être passée sous silence et doit être mise en lumière et dénoncée le plus possible. Votre projet qui vise à ce que l'école contribue à la compréhension de la crise et au développement de l'esprit critique chez les jeunes qui sont issus majoritairement des classes populaires va dans le sens de cette dénonciation et rejoint une catégorie de la population, les jeunes, qui est rarement touchée par ce genre d'intervention.

Mouvement d'Éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MEPAQ, les OVEP)

...

En tant que regroupement provincial travaillant sur les conditions de logement et la qualité de vie dans les quartiers populaires du Québec, le FRAPRU a souvent été à même de constater comment l'école était loin de refléter la réalité des classes populaires et d'en promouvoir les aspirations et les revendications les plus essentielles. Or, la crise n'est-elle pas une de ces préoccupations les plus immédiates et les plus troublantes aussi pour les travailleurs, les chômeurs, les assistés sociaux, les retraités, les handicapés, les immigrants et, est-il besoin de l'ajouter, les femmes?

...

Front d'action populaire en réaménagement urbain

Dans notre travail quotidien avec les non-syndiqués/es, nous voyons une détérioration grave des conditions de vie et de travail dans cette période de crise. (...)

Devant l'urgence de cette situation qui touche un nombre croissant de non-syndiqués/es, nous appuyons fermement le projet pédagogique de la CEQ, *«Conditions de vie en période de crise»*.

Au bas de l'échelle

Pour les travailleuses, cette période de crise comporte des dangers encore plus grands puisque certaines politiques menacent leur droit au travail rémunéré et que certains développements technologiques risquent de faire disparaître des emplois traditionnellement féminins.

L'école est un lieu d'apprentissage au même titre que la maison et l'usine. Aussi l'école doit véhiculer le vécu du milieu qui l'environne si elle veut remplir efficacement son rôle social, culturel et économique.

Convaincue à l'avance que cette initiative connaîtra un franc succès, je vous réitère les félicitations et la plus entière collaboration du Conseil du statut de la femme tout au long de la réalisation de ce projet.

Conseil du Statut de la Femme (CSF)

MARS 1982
D-8090

Communications
CSQ